

**No. 29109**

---

**UNIVERSAL POSTAL UNION**

**Universal Postal Convention (with final protocol). Concluded  
at Washington on 14 December 1989**

*Authentic text: French.*

*Registered by the Director-General of the International Bureau of the Uni-  
versal Postal Union on 4 September 1992.*

---

**UNION POSTALE UNIVERSELLE**

**Convention postale universelle (avec protocole final). Conclue  
à Washington le 14 décembre 1989**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par le Directeur général du Bureau international de l'Union  
postale universelle le 4 septembre 1992.*

## Convention postale universelle

### Table des matières

#### Première partie

#### Règles communes applicables au service postal international

#### Chapitre I

#### Dispositions générales

##### Art.

1. Liberté de transit
2. Inobservation de la liberté de transit
3. Transit territorial sans participation des services du pays traversé
4. Suspension temporaire et reprise de services
5. Appartenance des envois postaux
6. Création d'un nouveau service
7. **Utilisation de codes à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes**
8. Taxes
9. Monnaie type. Equivalents
10. Timbres-poste
11. Formules
12. Cartes d'identité postales
13. Règlements des comptes
14. Engagements relatifs aux mesures pénales

#### Chapitre II

#### Franchises postales

15. Franchise postale
16. Franchise postale concernant les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal
17. Franchise postale en faveur des envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils
18. Franchise postale en faveur des cécogrammes

## Deuxième partie

### Dispositions concernant la poste aux lettres

#### Chapitre I

##### Dispositions générales

19. Envois de la poste aux lettres
20. Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales
21. **Tarifification selon le mode d'acheminement et/ou la vitesse**
22. Envois normalisés
23. Matières biologiques périssables. Matières radioactives
24. Envois admis à tort
25. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres
26. Taxes spéciales
27. Taxe de dépôt en dernière limite d'heure. Taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets. Taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur. Taxe de retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets. Taxe de poste restante. Taxe de remise des petits paquets
28. Taxe de magasinage
29. Affranchissement
30. Modalités d'affranchissement
31. Affranchissement des envois de la poste aux lettres à bord des navires
32. Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement
33. **Service correspondance commerciale-réponse international**
34. Coupons-réponse internationaux
35. Envois exprès
36. **Objectifs en matière de qualité de service**
37. **Priorité de traitement des correspondances-avion et des envois prioritaires**
38. Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur
39. Réexpédition
40. Envois non distribuables Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur
41. Interdictions
42. Contrôle douanier
43. Taxe de présentation à la douane
44. Droits de douane et autres droits
45. Envois francs de taxes et de droits
46. Annulation des droits de douane et autres droits
47. Réclamations

#### Chapitre II

##### Envois recommandés, **envois à livraison attestée** et lettres avec valeur déclarée

48. Admission des envois recommandés
49. **Admission des envois à livraison attestée**
50. Taxes des envois recommandés
51. **Taxes applicables aux envois à livraison attestée**
52. Admission des lettres avec valeur déclarée
53. Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur
54. Taxes des lettres avec valeur déclarée
55. Avis de réception
56. Remise en main propre

## Chapitre III

### Responsabilité

57. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés
58. **Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois à livraison attestée**
59. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée
60. Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés **et envois à livraison attestée**
61. Non-responsabilité des Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée
62. Responsabilité de l'expéditeur
63. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés
64. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée
65. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Lettres avec valeur déclarée
66. Paiement de l'indemnité. **Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée**
67. **Restitution des taxes. Envois à livraison attestée**
66. Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement
69. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

## Chapitre IV

### Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux

70. Attribution des taxes
71. Frais de transit
72. Barèmes des frais de transit
73. Frais terminaux
74. **Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes**
75. Exemption de frais de transit et de frais terminaux
76. Services extraordinaires. **Transport multimodal**
77. **Décompte des frais de transit**
76. **Décompte des frais terminaux**
79. Paiements des frais de transit
80. Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées
81. Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre

### Troisième partie

#### Transport aérien des envois de la poste aux lettres

##### Titre I

##### Correspondances-avion

##### Chapitre I

##### Dispositions générales

**82. Dépêches-avion****83. Acheminement des correspondances-avion et des dépêches-avion en transit**

##### Chapitre II

##### Frais de transport aérien

**84. Principes généraux****85. Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes****86. Calcul et décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert****87. Modifications des taux des frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination et des correspondances-avion en transit à découvert****88. Paiement des frais de transport aérien****89. Frais de transport aérien des dépêches ou des sacs déviés ou mal acheminés****90. Frais de transport aérien du courrier perdu ou détruit**

##### Titre II

##### Courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.)

**91. Echange par la voie aérienne des dépêches de surface**

### Quatrième partie

#### Service EMS

**92. Service EMS**

### Cinquième partie

#### Dispositions finales

**93. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution****94. Mise à exécution et durée de la Convention**

## Protocole final de la Convention postale universelle

- Art.  
I. Appartenance des envois postaux  
II. Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes  
III. Equivalents et taxes spéciales. Limites maximales  
IV. Once et livre avoirdupois  
V. Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe  
VI. Petits paquets  
VII. **Envois admis à tort**  
VIII. Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres  
IX. Coupons-réponse internationaux émis avant le 1er janvier 1975  
X. Retrait. Modification ou correction d'adresse  
XI. Taxes spéciales  
XII. Interdictions  
XIII. Objets passibles de droits de douane  
XIV. Etendue de la responsabilité des Administrations postales  
XV. Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés  
XVI. Paiement de l'indemnité  
XVII. Frais spéciaux de transit par le Transsibérien et le lac Nasser  
XVIII. Conditions spéciales de transit pour le Panama (Rép.)  
XIX. Conditions spéciales de transit pour l'Afghanistan  
XX. Frais d'entrepôt spéciaux à Panama  
XXI. Services extraordinaires  
XXII. Acheminement obligatoire indiqué par le pays d'origine  
XXIII. Acheminement des dépêches-avion closes  
XXIV. **Imprimés. Annotations et annexes autorisées**  
XXV. **Imprimés. Annexes autorisées**  
XXVI. Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire  
XXVII. **Sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire. Poids minimal**  
XXVIII. **Paiement des frais de transport aérien**  
XXIX. **Frais de transport aérien intérieur**

## Convention postale universelle<sup>1</sup>

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 3, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964<sup>2</sup> ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres.

### Première partie

#### Règles communes applicables au service postal international

#### Chapitre I

#### Dispositions générales

##### Article premier Liberté de transit

1. La liberté de transit, dont le principe est énoncé à l'article premier de la Constitution, entraîne l'obligation, pour chaque Administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre Administration. Cette obligation s'applique également aux correspondances-avion, que les Administrations postales intermédiaires prennent part ou non à leur réacheminement.

<sup>1</sup> Mise à exécution\* le 1<sup>er</sup> janvier 1991, conformément à l'article 94. Les signatures définitives avaient été apposées ou les instruments de ratification ou d'approbation avaient été déposés auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de la signature définitive (s) ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Belgique .....	20 décembre 1990
Bénin .....	14 décembre 1989 s
Danemark .....	14 décembre 1989 s
Etats-Unis d'Amérique. (Pour les Etats-Unis d'Amérique et tous les territoires dont ils assument les relations internationales.)	21 décembre 1990
Japon .....	27 décembre 1990 A
Singapour .....	27 décembre 1990 A
Suède .....	19 décembre 1990 A
Thaïlande .....	20 décembre 1990 A

\* Les Actes obligatoires et facultatifs de l'Union postale universelle déploient leurs effets selon un régime spécial. Ils sont mis à exécution à une date fixée par le Congrès de l'Union postale universelle. Or la plupart des Etats membres ne sont pas en mesure de ratifier les Actes avant leur mise à exécution et pourtant, ils les appliquent. Pour résoudre les litiges qui résultent de ces circonstances, le principe de la « ratification tacite » ou de l'« approbation tacite » fut admis. Il se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes élaborés par le Congrès. Cette ratification ou approbation tacite ne remplace pas la ratification ou approbation effective. Elle n'est admise que pour assurer la continuité de l'application des Actes de l'Union postale universelle.

(Suite à la page 188)

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois visés à l'article 41, paragraphe 9.

(Suite de la note 1 de la page 187)

Par la suite, la Convention a pris effet à l'égard des Etats suivants à la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'adhésion ou d'approbation auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou d'approbation (A)</i>	
République de Corée .....	28 janvier	1991 A
Saint-Siège .....	8 mars	1991
Liban .....	19 mars	1991
Canada .....	20 mars	1991 A
Qatar .....	22 mars	1991
Israël .....	4 avril	1991 A
Indonésie .....	8 mai	1991 A
Jordanie .....	24 mai	1991
Tunisie .....	3 juin	1991
Suisse .....	6 juin	1991
République populaire démocratique de Corée .....	13 juin	1991 a
Liechtenstein .....	26 juillet	1991
Oman .....	30 août	1991
Saint-Kitts-et-Nevis .....	27 septembre	1991 a
Saint-Vincent-et-Grenadines .....	28 octobre	1991 a
Autriche .....	20 novembre	1991
Bolivie .....	11 décembre	1991
Chine .....	17 décembre	1991 A
Arabie saoudite .....	19 décembre	1991
Chili* .....	27 décembre	1991
Papouasie-Nouvelle-Guinée .....	4 mars	1992
Burkina Faso .....	10 avril	1992
Espagne .....	15 juin	1992

\* Voir p. 297 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

En outre, les notifications d'adhésion à la Convention en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la Constitution ont été effectuées par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle aux Etats suivants :

<i>Etat</i>	<i>Date de la notification d'adhésion</i>	
Lituanie .....	10 janvier	1992
(Avec effet au 10 janvier 1992.)		
Estonie .....	30 avril	1992
(Avec effet au 30 avril 1992. La République d'Estonie a en outre déclaré vouloir bénéficier des réserves qui lui étaient applicables jusqu'ici et qui figurent aux articles XII, paragraphe 2, XIII, paragraphe 2, et XXII du Protocole final de la Convention postale universelle conclue à Washington le 14 décembre 1989.)		
Namibie .....	30 avril	1992
(Avec effet au 30 avril 1992.)		
Lettonie .....	17 juin	1992
(Avec effet au 17 juin 1992. La République de Lettonie a en outre déclaré vouloir bénéficier de la réserve qui lui était applicable jusqu'ici et qui figure à l'article XXII du Protocole final de la Convention postale universelle conclue à Washington le 14 décembre 1989.)		
Croatie .....	20 juillet	1992
(Avec effet au 20 juillet 1992.)		
Kazakhstan .....	27 août	1992
(Avec effet au 27 août 1992. La République du Kazakhstan a en outre déclaré vouloir bénéficier des réserves qui lui étaient applicables jusqu'ici et qui figurent aux articles II, paragraphe 3, XII, paragraphe 2, XIII, paragraphe 2, et XXII du Protocole final de la Convention postale universelle conclue à Washington le 14 décembre 1989.)		
Slovénie .....	27 août	1992
(Avec effet au 27 août 1992.)		

<sup>2</sup> Nations Unis, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 7.



3. Les Pays-membres qui n'assurent pas le service des lettres avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations, mais leur responsabilité est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

4. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des pays participant à ce service.

5. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne sont pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne peuvent être obligés de participer à l'acheminement, par la voie de surface, des colis-avion.

6. Les Pays-membres qui sont parties à l'Arrangement concernant les colis postaux, mais qui n'assurent pas le service des colis postaux avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens, sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations, mais leur responsabilité est limitée à celle qui est prévue pour les colis de même poids sans valeur déclarée.

#### Article 2

##### Inobservation de la liberté de transit

Lorsqu'un Pays-membre n'observe pas les dispositions de l'article premier de la Constitution et de l'article premier de la Convention concernant la liberté de transit, les Administrations postales des autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme **ou par tout autre moyen de télécommunication approprié** aux Administrations intéressées et communiquer le fait au Bureau international

#### Article 3

##### Transit territorial sans participation des services du pays traversé

Le transport en transit de courrier à travers un pays, sans participation des services de ce pays, est subordonné à l'autorisation préalable du pays traversé. Cette forme de transit n'engage pas la responsabilité de ce dernier pays

#### Article 4

##### Suspension temporaire et reprise de services

1. Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration postale se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement **avis, par tout moyen de télécommunication approprié**, à l'Administration ou aux Administrations intéressées, en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services. Elle a la même obligation lors de la reprise des services suspendus.

2. Le Bureau international doit être avisé de la suspension ou de la reprise des services si une notification générale est jugée nécessaire. Le cas échéant, le Bureau international doit aviser les Administrations par télégramme ou par télex.

3. L'Administration d'origine a la faculté de rembourser à l'expéditeur les taxes d'affranchissement (article 20), les taxes spéciales (article 26) et les surtaxes aériennes (article 21) si, en raison de la suspension de services, la prestation liée au transport de son envoi n'a été fournie que partiellement ou pas du tout.

**Article 5**

## Appartenance des envois postaux

Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays de destination.

**Article 6**

## Création d'un nouveau service

Les Administrations peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les **Actes de l'Union**. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par **chaque Administration** intéressée, compte tenu des frais d'exploitation du service.

**Article 7****Utilisation de codes à barres et d'un système unique pour l'identification des envois, récipients et documents connexes**

**1. Les Administrations ont la faculté d'utiliser dans le service postal international des codes à barres générés par ordinateur et un système d'identification unique aux fins de pistage et de recherche et d'autres besoins d'identification. Les codes à barres et le système d'identification unique peuvent être utilisés pour identifier, par exemple:**

- des envois isolés;
- des récipients de courrier (sacs, conteneurs, boîtes de lettres, etc.);
- des documents connexes (formules, étiquettes, etc.).

**2. Les Administrations qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international devraient respecter les spécifications techniques définies par le Conseil consultatif des études postales. Ces spécifications sont notifiées à toutes les Administrations par le Bureau international.**

**3. Il n'est pas requis des Administrations qui n'appliquent pas un système de codes à barres informatisé de tenir compte des spécifications définies par le Conseil consultatif des études postales.**

**4. Néanmoins, les Administrations n'utilisant pas un système de codes à barres informatisé pourront estimer utile d'adopter le système unique d'identification des envois, récipients et documents connexes spécifié par le Conseil consultatif des études postales. Ce système pourra être utilisé par les pays appliquant des systèmes traditionnels manuels pour la numérotation d'envois, de récipients et de documents dans les services postaux internationaux.**

**5. Les pays utilisant un système d'identification manuel, qui choisissent d'appliquer le système unique, devraient se conformer aux spécifications définies par le Conseil consultatif des études postales.**

**Article 8**

## Taxes

**1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux sont fixées dans la Convention et les Arrangements<sup>1</sup>.**

**2. Il est interdit de percevoir des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans la Convention et les Arrangements.**

<sup>1</sup> Voir p. 299 et suivantes du présent volume.

**Article 9**

## Monnaie type. Equivalents

1. L'unité monétaire prévue à l'article 7 de la Constitution et utilisée dans la Convention et les Arrangements ainsi que leurs Règlements d'exécution est le Droit de tirage spécial (DTS).
2. Les Pays-membres de l'Union ont le droit de choisir, d'un commun accord, une autre unité monétaire ou une de leurs monnaies nationales pour l'établissement et le règlement des comptes.
3. Les Pays-membres de l'Union dont le cours des monnaies par rapport au DTS n'est pas calculé par le FMI ou qui ne font pas partie de cette institution spécialisée sont invités à déclarer unilatéralement un équivalent entre leurs monnaies et le DTS.

**Article 10**

## Timbres-poste

1. Seules les Administrations postales émettent les timbres-poste destinés à l'affranchissement.
2. Les sujets et les motifs des timbres-poste doivent être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'UPU et des décisions prises par les organes de l'Union.

**Article 11**

## Formules

1. Les textes, couleurs et dimensions des formules doivent être ceux que prescrivent les Règlements de la Convention et des Arrangements.
2. Les formules à l'usage des Administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.
3. Les formules à l'usage des Administrations postales ainsi que leurs copies éventuelles doivent être remplies de manière telle que les inscriptions soient parfaitement lisibles. La formule originale est transmise à l'Administration concernée ou à la partie la plus intéressée.
4. Les formules à l'usage du public doivent comporter une traduction interlinéaire en langue française lorsqu'elles ne sont pas imprimées en cette langue.

**Article 12**

## Cartes d'identité postales

1. Chaque Administration postale peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité postales valables comme pièces justificatives pour les opérations postales effectuées dans les Pays-membres qui n'ont pas notifié leur refus de les admettre.
2. L'Administration qui délivre une carte est autorisée à percevoir de ce chef une taxe qui ne peut être supérieure à 1.63 DTS.
3. Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le paiement d'un article d'argent a eu lieu sur la présentation d'une carte régulière. Elles ne sont pas non plus responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte régulière.

4. La carte est valable pour une durée de dix ans à compter du jour de son émission. Toutefois, elle cesse d'être valable:
- a) lorsque la physionomie du titulaire s'est modifiée au point de ne plus correspondre à la photographie ou au signalement;
  - b) lorsqu'elle est endommagée d'une façon telle que la vérification d'une donnée déterminée concernant le détenteur n'est plus possible;
  - c) lorsqu'elle présente des traces de falsification.

### Article 13

#### Règlements des comptes

Les règlements, entre les Administrations postales, des comptes internationaux provenant du trafic postal peuvent être considérés comme transactions courantes et effectués conformément aux obligations internationales courantes des Pays-membres intéressés, lorsqu'il existe des accords à ce sujet. En l'absence d'accords de ce genre, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions du Règlement.

### Article 14

#### Engagements relatifs aux mesures pénales

Les Gouvernements des Pays-membres s'engagent à prendre, ou à proposer aux pouvoirs législatifs de leur pays, les mesures nécessaires:

- a) pour punir la contrefaçon des timbres-poste, même retirés de la circulation, des coupons-réponse internationaux et des cartes d'identité postales;
- b) pour punir l'usage ou la mise en circulation:
  - 1° de timbres-poste contrefaits (même retirés de la circulation) ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;
  - 2° de coupons-réponse internationaux contrefaits;
  - 3° de cartes d'identité postales contrefaites;
- c) pour punir l'emploi frauduleux de cartes d'identité postales régulières;
- d) pour interdire et réprimer toutes opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de vignettes et timbres en usage dans le service postal, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration postale d'un des Pays-membres;
- e) pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion de stupéfiants et de substances psychotropes, de même que de matières explosibles, inflammables ou d'autres matières dangereuses, dans des envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements.

## Chapitre II

### Franchises postales

#### Article 15

##### Franchise postale

Les cas de franchise postale sont expressément prévus par la Convention et les Arrangements.

#### Article 16

##### Franchise postale concernant les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal

Sous réserve de l'article 21, paragraphe 1, sont exonérés de toutes taxes postales les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal s'ils sont:

- a) expédiés par les Administrations postales ou par leurs bureaux;
- b) échangés entre les organes de l'Union postale universelle et les organes des Unions restreintes, entre les organes de ces Unions, ou envoyés par lesdits organes aux Administrations postales ou à leurs bureaux.

#### Article 17

##### Franchise postale en faveur des envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils

1. Sous réserve de l'article 21, paragraphe 1, sont exonérés de toutes taxes postales les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les articles d'argent adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 122 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949<sup>1</sup>, et de l'Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre prévue à l'article 123 de la même Convention. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

2. Le paragraphe 1 s'applique également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux articles d'argent, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>2</sup>, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 136 et de l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 de la même Convention.

3. Les Bureaux nationaux de renseignements et les Agences centrales de renseignements dont il est question ci-dessus bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les articles d'argent concernant les personnes visées aux paragraphes 1 et 2, qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, dans les conditions prévues auxdits paragraphes.

4. Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, p. 135.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 287.

**Article 18**

## Franchise postale en faveur des cécogrammes

Sous réserve de l'article 21, paragraphe 1, les cécogrammes sont exonérés de la taxe d'affranchissement, des taxes spéciales énumérées à l'article 26, paragraphe 1, et de la taxe de remboursement.

## Deuxième partie

## Dispositions concernant la poste aux lettres

## Chapitre I

## Dispositions générales

**Article 19**

## Envois de la poste aux lettres

1. Les envois de la poste aux lettres comprennent:
  - a) les lettres et les cartes postales collectivement dénommées «LC»;
  - b) les imprimés, les cécogrammes et les petits paquets collectivement dénommés «AO».
2. Sous le nom de «sacs M», on désigne les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination.
3. Les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «correspondances-avion».
4. Les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés «S.A.L.».
5. Selon leur vitesse de traitement, les envois de la poste aux lettres peuvent être répartis en:
  - a) envois prioritaires: envois transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité;
  - b) envois non prioritaires: envois pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long.
6. Les Administrations de transit et de destination doivent traiter les envois prioritaires comme des correspondances-avion; selon des règles fixées bilatéralement, les Administrations peuvent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est offert à l'expéditeur. De la même manière, aucune différence n'est faite entre les envois non prioritaires et les envois AO de surface ou les AO de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite (S.A.L.).

## Article 20

## Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions. Conditions générales

1. Les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres dans toute l'étendue de l'Union sont fixées à titre indicatif conformément aux indications des colonnes 1, 2 et 3 du tableau ci-après. Les limites de poids et de dimensions sont fixées conformément aux indications des colonnes 4 et 5 du tableau ci-après. Elles comprennent, sauf l'exception prévue à l'article 27, paragraphe 6, la remise des envois au domicile des destinataires pour autant que ce service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

Envois	Echelons de poids	Taxe de base	Limites de poids	de dimensions
1	2	3	4	5
		DTS		
Lettres	jusqu'à 20 g	0,37	2 kg	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88		
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	1,76		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56		
Cartes postales		0,26		Maximums: 105 x 148 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. Longueur au moins égale à la largeur multipliée par $\sqrt{2}$ (valeur approchée 1,4).
Imprimés	jusqu'à 20 g	0,18	2 kg (s'il s'agit de livres ou de brochures) 5 kg; cette limite de poids peut aller jusqu'à 10 kg après entente entre les Administrations intéressées	Maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm. Minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm. En rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40		
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 600 g	1,32		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g par échelon supplémentaire de 1000 g	3,09		
Céco-grammes	voir article 16		7 kg	
Petits paquets	jusqu'à 100 g	0,40	2 kg	
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74		
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32		
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21		
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09		

**2. Le Conseil exécutif est autorisé à réviser et à modifier les taxes de base indiquées dans la colonne 3 une fois dans l'intervalle entre deux Congrès. Les taxes révisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays. Ces taxes entreront en vigueur à une date fixée par le Conseil exécutif.**

**3. A titre exceptionnel, les Pays-membres peuvent modifier la structure d'échelons de poids indiqués au paragraphe 1, sous réserve des conditions suivantes:**

- a) pour chaque catégorie, l'échelon de poids minimal doit être celui qui est indiqué au paragraphe 1;
- b) pour chaque catégorie, le dernier échelon de poids ne doit pas dépasser le poids maximal indiqué au paragraphe 1.

**4. Les Pays-membres qui ont supprimé les cartes postales, les imprimés et/ou les petits paquets comme catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur peuvent en faire de même en ce qui concerne le courrier à destination de l'étranger.**

**5. Chaque Administration a la faculté d'admettre les aérogrammes, qui sont des lettres-avion constituées par une feuille de papier, convenablement pliée et collée sur tous ses côtés. Cependant, par dérogation au paragraphe 1, les dimensions, sous cette forme, ne doivent pas excéder 110 × 220 mm et la longueur doit être au moins égale à la largeur multipliée par  $\sqrt{2}$  (valeur approchée 1,4).**

**6. Par dérogation aux paragraphes 1 et 3, lettre a), les Administrations postales ont la faculté d'appliquer aux imprimés un premier échelon de poids de 50 grammes.**

**7. Les taxes choisies dans les limites fixées au paragraphe 1 doivent, autant que possible, être entre elles dans le même rapport que les taxes de base. A titre exceptionnel et dans les limites prescrites au paragraphe 1, chaque Administration postale est libre d'appliquer aux taxes des cartes postales, des imprimés ou des petits paquets un taux de majoration ou de réduction différent de celui qu'elle applique aux taxes des lettres.**

**8. Chaque Administration postale a la faculté de concéder pour les journaux et écrits périodiques publiés dans son pays une réduction qui ne peut dépasser 50 pour cent du tarif applicable à la catégorie de la poste aux lettres utilisée pour l'envoi, tout en se réservant le droit de limiter cette réduction aux journaux et écrits périodiques qui remplissent les conditions requises par la réglementation intérieure pour circuler au tarif des journaux. Sont exclus de la réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.: il en est de même des réclames imprimées sur des feuilles jointes aux journaux et écrits périodiques, à moins qu'il ne s'agisse d'éléments publicitaires détachés étant à considérer comme des parties intégrantes du journal ou écrit périodique.**

**9. Les Administrations peuvent également concéder la même réduction pour les livres et brochures, pour les partitions de musique et pour les cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde de ces envois.**

**10. Les journaux, écrits périodiques, livres et autres imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination peuvent être insérés dans un ou plusieurs sacs spéciaux (sacs M). La taxe applicable à de tels sacs est calculée par échelons de 1 kilogramme jusqu'à concurrence du poids total de chaque sac. Les Administrations ont la faculté de concéder pour de tels sacs une réduction de taxe pouvant aller jusqu'à 20 pour cent de la taxe applicable pour la catégorie d'envois utilisé. Cette réduction peut être indépendante des réductions visées aux paragraphes 8 et 9. Les sacs M ne sont pas soumis aux limites de poids fixées au paragraphe 1. Toutefois, ils ne doivent pas dépasser le poids maximal de 30 kilogrammes par sac.**



11. L'Administration d'origine a la faculté, dans les limites arrêtées au paragraphe 1, d'appliquer aux envois non normalisés des taxes différentes de celles applicables aux envois normalisés.

12. La réunion en un seul envoi d'objets passibles de taxes différentes est autorisée à condition que le poids total ne soit pas supérieur au poids maximal de la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée. La taxe applicable à un tel envoi est, au gré de l'Administration d'origine, celle de la catégorie dont le tarif est le plus élevé ou la somme des différentes taxes applicables à chaque élément de l'envoi. Ces envois portent la mention «Envois mixtes».

13. Les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal dont il est question à l'article 16 ne sont pas soumis aux limites de poids et de dimensions fixées au paragraphe 1. Toutefois, ils ne doivent pas dépasser le poids maximal de 30 kilogrammes par sac.

14. Les Administrations peuvent appliquer aux envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays la limite de poids maximale prescrite pour les envois de même nature dans leur service intérieur, pourvu que les envois ne dépassent pas la limite de poids mentionnée au paragraphe 1.

15. Les Administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal. Toutefois, ces tarifs préférentiels ne peuvent pas être inférieurs à ceux appliqués dans le régime intérieur aux envois présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

#### Article 21

##### Tarifcation selon le mode d'acheminement et/ou la vitesse

1. Les Administrations sont autorisées à percevoir des surtaxes pour les envois-avion et à appliquer dans ce cas des échelons de poids inférieurs à ceux fixés à l'article 20, paragraphe 1. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais du transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé. Pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion, les Administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes. Les envois relatifs au service postal visés à l'article 16, à l'exception de ceux qui émanent des organes de l'Union postale universelle et des Unions restreintes, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

2. Les Administrations ont la faculté de percevoir pour le courrier de surface transporté par la voie aérienne avec priorité réduite, S.A.L., des surtaxes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les correspondances-avion.

3. Les Administrations qui le préfèrent peuvent fixer des taxes combinées pour l'affranchissement des correspondances-avion et du courrier S.A.L., en tenant compte:

- a) du coût de leurs prestations postales;
- b) des frais à payer pour le transport aérien.

4. Les Administrations sont autorisées, dans les limites arrêtées à l'article 20, paragraphe 1, à percevoir pour les correspondances prioritaires des taxes différentes de celles des envois non prioritaires. Il peut être tenu compte des frais du transport aérien.

5. Les réductions des taxes selon l'article 20, paragraphes 8, 9 et 10, s'appliquent également aux envois transportés par avion, mais aucune réduction n'est accordée sur la partie de la taxe destinée à couvrir les frais de ce transport.

## Article 22

## Envois normalisés

1. Dans le cadre des dispositions de l'article 20, paragraphe 1, sont considérés comme normalisés les envois de forme rectangulaire dont la longueur n'est pas inférieure à la largeur multipliée par  $\sqrt{2}$  (valeur approchée 1,4) et qui répondent, selon leur présentation, aux conditions suivantes:

## a) envois sous enveloppe:

## 1° envois sous enveloppe ordinaire:

dimensions minimales: 90 × 140 mm, avec une tolérance de 2 mm;

dimensions maximales: 120 × 235 mm, avec une tolérance de 2 mm;

poids maximal: 20 g;

épaisseur maximale: 5 mm;

en outre, la suscription doit être portée sur l'enveloppe du côté uni qui n'est pas muni de la patte de fermeture et dans la zone rectangulaire située à une distance minimale de:

40 mm du bord supérieur de l'enveloppe (tolérance 2 mm);

15 mm du bord latéral droit;

15 mm du bord inférieur;

et à une distance maximale de 140 mm du bord latéral droit;

## 2° envois sous enveloppe à panneau transparent: dimensions, poids et épaisseur des envois sous enveloppe ordinaire: outre les conditions générales d'admission fixées à l'article 124 du Règlement, ces envois doivent satisfaire aux conditions suivantes:

le panneau transparent dans lequel apparaît l'adresse du destinataire doit se trouver à une distance minimale de:

40 mm du bord supérieur de l'enveloppe (tolérance 2 mm);

15 mm du bord latéral droit;

15 mm du bord latéral gauche;

15 mm du bord inférieur;

le panneau ne peut pas être délimité par une bande ou un cadre de couleur;

## 3° tous envois sous enveloppe:

l'adresse de l'expéditeur, lorsqu'elle figure au recto, doit être placée dans l'angle supérieur gauche; cet emplacement doit également être affecté aux mentions ou étiquettes de service qui peuvent, le cas échéant, trouver place sous l'adresse de l'expéditeur; **les mentions de service peuvent aussi être placées juste au-dessus de l'adresse du destinataire lorsqu'il est fait usage d'enveloppes à fenêtre**; les lettres doivent être fermées par un collage continu de la patte de fermeture de l'enveloppe;

## b) envois sous forme de cartes:

**les envois sous forme de cartes allant jusqu'à un format de 120 × 235 mm peuvent être admis comme envois normalisés à condition qu'ils soient confectionnés en papier-carton d'un grammage offrant une rigidité suffisante pour permettre un traitement sans difficulté;**

## c) envois visés sous lettres a) et b):

du côté de la suscription, qui doit être portée dans le sens de la longueur, une zone rectangulaire de 40 mm (- 2 mm) de hauteur à partir du bord supérieur et de 74 mm de longueur à partir du bord droit doit être réservée à l'affranchissement et aux empreintes d'oblitération. A l'intérieur de cette zone, les timbres-poste ou empreintes d'affranchissement doivent être apposés à l'angle supérieur droit.

Aucune mention ou graphisme parasite quel qu'il soit ne doit apparaître:

- en dessous de l'adresse;

- à droite de l'adresse à partir de la zone d'affranchissement et d'oblitération et jusqu'au bord inférieur de l'envoi;

- à gauche de l'adresse dans une zone large d'au moins 15 mm allant de la première ligne de l'adresse au bord inférieur de l'envoi;

- dans une zone de 15 mm de hauteur à partir du bord inférieur de l'envoi et de 140 mm de longueur à partir du bord droit de l'envoi. Cette zone peut se confondre en partie avec celles définies ci-dessus.

**2. Les Administrations qui, dans leur service intérieur, admettent comme normalisés les envois sous enveloppe dont la largeur n'est pas supérieure à 162 mm, avec une tolérance de 2 mm, peuvent également admettre ces envois comme normalisés dans le service international.**

**3. Ne sont pas considérés comme des envois normalisés:**

- les cartes pliées;
- les envois qui sont fermés au moyen d'agrafes, d'œillets métalliques ou de crochets pliés;
- les cartes perforées expédiées à découvert (sans enveloppe);
- les envois dont l'enveloppe est confectionnée en une matière qui possède des propriétés physiques fondamentalement différentes de celles du papier (exception faite pour la matière utilisée pour la confection des panneaux des enveloppes à fenêtre);
- les envois contenant des objets faisant saillie;
- les lettres pliées expédiées à découvert (sans enveloppe) qui ne sont pas fermées de tous les côtés et qui ne présentent pas une rigidité suffisante pour permettre un traitement mécanique.

#### Article 23

Matières biologiques périssables. Matières radioactives

1. Les matières biologiques périssables et les matières radioactives conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement sont soumises au tarif des lettres et à la recommandation. Leur admission est limitée aux relations entre les Pays-membres dont les Administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. De telles matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquiescement des surtaxes aériennes correspondantes.

2. En outre, les matières biologiques périssables ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus, tandis que les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.

#### Article 24

Envois admis à tort

1. Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par les articles 20 et 23 et par le Règlement ne sont pas admis. De tels envois qui ont été admis à tort doivent être renvoyés à l'Administration d'origine. Toutefois, l'Administration de destination est autorisée à les remettre aux destinataires. Dans ce cas, elle leur applique, s'il y a lieu, les taxes prévues pour la catégorie d'envois de la poste aux lettres dans laquelle les font placer leur mode de fermeture, leur contenu, leur poids ou leurs dimensions. Si en outre les envois dépassent les limites de poids maximales fixées à l'article 20, paragraphe 1, l'Administration de destination peut les taxer d'après leur poids réel en appliquant une taxe complémentaire égale à la taxe d'un envoi du service international de même catégorie et de poids correspondant à l'excédent constaté.

2. Le paragraphe 1 s'applique par analogie aux envois visés à l'article 41, paragraphes 2 et 3.

3. Les envois qui contiennent les autres objets interdits à l'article 41 et qui ont été admis à tort à l'expédition sont traités selon les dispositions dudit article.

**Article 25**

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires, les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs quelconques domiciliés sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des taxes plus basses qui y sont appliquées. Il en est de même pour les envois de l'espèce déposés en grande quantité, que de tels dépôts soient ou non effectués en vue de bénéficier de taxes plus basses.
2. Le paragraphe 1 s'applique sans distinction soit aux envois préparés dans le pays habité par l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois confectionnés dans un pays étranger.
3. L'Administration intéressée a le droit ou de renvoyer les envois à l'origine, ou de les frapper de ses taxes intérieures. Si l'expéditeur refuse de payer ces taxes, elle peut disposer des envois conformément à sa législation intérieure.
4. Aucun Pays-membre n'est tenu ni d'accepter, ni d'acheminer, ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs quelconques ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils sont domiciliés. Les Administrations intéressées ont le droit de renvoyer de tels envois à l'origine ou de les rendre aux expéditeurs sans restitution de taxe.

**Article 26**

Taxes spéciales

1. Les taxes prévues dans la Convention et qui sont perçues en plus des taxes d'affranchissement mentionnées à l'article 20 sont dénommées «taxes spéciales». Leur montant est fixé conformément aux indications du tableau ci-après:

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
a) taxe de dépôt en dernière limite d'heure (article 27, paragraphe 1)	même taxe que dans le régime intérieur	
b) taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets (article 27, paragraphe 2)	même taxe que dans le régime intérieur	
c) taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur (article 27, paragraphe 3)	même taxe que dans le régime intérieur	
d) taxe de retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets (article 27, paragraphe 4)	même taxe que dans le régime intérieur	
e) taxe de poste restante (article 27, paragraphe 5)	même taxe que dans le régime intérieur	
f) taxe de remise au destinataire d'un petit paquet dépassant 500 g (article 27, paragraphe 6)	0,20 DTS au maximum	Cette taxe peut être augmentée de 0,10 DTS au maximum en cas de remise à domicile.
g) taxe de magasinage (article 28)	taxe perçue au taux fixé par la législation intérieure pour tout envoi de la poste aux lettres dépassant 500 g, à l'exception des cécogrammes	
h) taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement des envois ordinaires (article 32, paragraphes 1 et 2)	taxe obtenue en multipliant la taxe du premier échelon de poids de la lettre adoptée par le pays de distribution par une fraction dont le numérateur est le montant de l'affranchissement manquant et le dénominateur, la même taxe adoptée par le pays d'origine; à cette taxe est ajoutée la taxe de traitement de 0,33 DTS au maximum ou la taxe fixée par la législation intérieure	L'Administration de distribution peut, si elle le désire, percevoir seulement la taxe de traitement.
i) taxe d'express (article 35, paragraphes 2, 5 et 8)	taxe s'élevant au minimum au montant de l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple et au maximum à 1,63 DTS	Pour chaque sac contenant les envois visés à l'article 20, paragraphe 10, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. Lorsque la remise par express entraîne des sujétions spéciales, une taxe complémentaire peut être perçue selon les dispositions relatives aux envois de même nature du régime intérieur. Si le destinataire demande la remise par express, la taxe du régime intérieur peut être perçue
j) taxe de demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse (article 38, paragraphe 2)	1,31 DTS au maximum	

Désignation de la taxe	Montant	Observations
1	2	3
k) taxe de demande de réexpédition (article 39, paragraphe 7)	même taxe que dans le régime intérieur	
l) taxe de réexpédition ou de renvoi (article 39, paragraphe 8, et article 40, paragraphe 11)	même taxe que dans le régime intérieur	
m) taxe de présentation à la douane (article 43)	2,61 DTS au maximum	Pour chaque sac contenant les envois visés à l'article 20, paragraphe 10, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale de 3,27 DTS, au maximum
n) taxe perçue pour la remise d'un envoi franc de taxes et de droits (article 45, paragraphes 3, 4 et 5)	1° taxe de 0,98 DTS au maximum perçue par l'Administration d'origine 2° taxe additionnelle de 1,31 DTS au maximum par demande formulée postérieurement au dépôt perçue par l'Administration d'origine 3° taxe de commission de 0,98 DTS au maximum perçue au profit de l'Administration de destination	
o) taxe de réclamation (article 47, paragraphe 4)	0,65 DTS au maximum	
p) taxe de recommandation (article 50, paragraphes 1, lettre b), et 2, et article 54, paragraphes 1, lettre b), et 2)	1,31 DTS au maximum	1° Pour chaque sac contenant les envois visés à l'article 20, paragraphe 10, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. 2° En plus de la taxe unitaire ou de la taxe globale, les Administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des envois recommandés et des lettres avec valeur déclarée.
q) taxe d'assurance (article 54, paragraphe 1, lettre c))	au maximum 0,33 DTS par 65,34 DTS ou fraction de 65,34 DTS déclarés, ou 1/2 pour cent de l'échelon de valeur déclarée, quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure	
r) taxe pour risques de force majeure (article 50, paragraphe 3)	0,13 DTS au maximum pour chaque envoi recommandé	
s) taxe d'avis de réception (article 55, paragraphe 1)	0,98 DTS au maximum	
t) taxe de remise en main propre (article 56, paragraphe 1)	0,16 DTS au maximum	

2. Les Pays-membres qui appliquent dans leur service intérieur des taxes supérieures à celles qui sont indiquées au paragraphe 1 sont autorisés à appliquer ces mêmes taxes dans le service international.

#### Article 27

Taxe de dépôt en dernière limite d'heure. Taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets. Taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur.  
Taxe de retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets.  
Taxe de poste restante. Taxe de remise des petits paquets

1. Les Administrations sont autorisées à percevoir sur l'expéditeur une taxe additionnelle, selon leur législation, pour les envois remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.

2. Les Administrations sont autorisées à percevoir sur l'expéditeur une taxe additionnelle, selon leur législation, pour les envois déposés au guichet en dehors des heures normales d'ouverture.

3. Les Administrations sont autorisées à percevoir sur l'expéditeur une taxe additionnelle, selon leur législation, pour les envois enlevés à domicile par les soins de leurs services.

4. Les Administrations sont autorisées à percevoir sur le destinataire une taxe additionnelle, selon leur législation, pour les envois retirés au guichet en dehors des heures normales d'ouverture.

5. Les envois adressés poste restante peuvent être frappés par les Administrations des pays de destination de la taxe spéciale qui est éventuellement prévue par leur législation pour les envois de même nature du régime intérieur.

6. Les Administrations des pays de destination sont autorisées à percevoir, pour chaque petit paquet dépassant le poids de 500 grammes remis au destinataire, la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre f).

#### Article 28

Taxe de magasinage

L'Administration de destination est autorisée à percevoir, selon sa législation, une taxe de magasinage pour tout envoi de la poste aux lettres dépassant le poids de 500 grammes dont le destinataire n'a pas pris livraison dans le délai pendant lequel l'envoi est tenu sans frais à sa disposition. Cette taxe ne s'applique pas aux cécogrammes

#### Article 29

Affranchissement

1. En règle générale, les envois désignés à l'article 19, à l'exception de ceux qui sont indiqués aux articles 16 à 18, doivent être complètement affranchis par l'expéditeur.

2. L'Administration du pays d'origine a la faculté de rendre les envois de la poste aux lettres non ou insuffisamment affranchis aux expéditeurs pour que ceux-ci en complètent eux-mêmes l'affranchissement.

3. L'Administration d'origine peut aussi se charger d'affranchir les envois de la poste aux lettres non affranchis ou de compléter l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis et d'encaisser le montant manquant auprès de l'expéditeur.

4. Si l'Administration du pays d'origine n'applique aucune des facultés prévues aux paragraphes 2 et 3 ou si l'affranchissement ne peut pas être complété par l'expéditeur, les lettres et les cartes postales non ou insuffisamment affranchies sont toujours acheminées vers le pays de destination. Les autres envois non ou insuffisamment affranchis peuvent aussi être acheminés.

**5. Les correspondances-avion surtaxées, le courrier S.A.L. surtaxé et les envois prioritaires dont la régularisation par les expéditeurs n'est pas possible sont transmis par la voie aérienne, comme S.A.L. ou comme courrier prioritaire respectivement si les taxes acquittées représentent au moins le montant de la surtaxe ou, le cas échéant, la différence entre la taxe d'un envoi-avion ou S.A.L. et la taxe d'un envoi de surface, ou la différence entre la taxe d'un envoi prioritaire et celle d'un envoi non prioritaire. Toutefois, l'Administration d'origine a la faculté de transmettre ces envois par la voie aérienne ou prioritaire lorsque les taxes acquittées représentent au moins 75 pour cent de la surtaxe ou 50 pour cent de la taxe combinée. Au-dessous de ces limites, les envois sont acheminés par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées ou les envois non prioritaires.**

6. Sont considérés comme dûment affranchis les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition.

#### Article 30

##### Modalités d'affranchissement

1. L'affranchissement est opéré au moyen de l'une quelconque des modalités suivantes:
  - a) timbres-poste imprimés ou collés sur les envois et valables dans le pays d'origine;
  - b) marques d'affranchissement postales débitées par des distributeurs automatiques installés par les Administrations postales;
  - c) empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration postale;
  - d) empreintes à la presse d'imprimerie ou autres procédés d'impression ou de timbrage lorsqu'un tel système est autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine;
  - e) **mention indiquant que la totalité de l'affranchissement a été payée, par exemple «Taxe perçue». Cette mention doit figurer dans la partie supérieure droite de la suscription et doit être appuyée de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine ou, dans le cas des envois non affranchis ou insuffisamment affranchis, du bureau qui a affranchi l'envoi ou complété son affranchissement.**
2. L'affranchissement des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination insérés dans un sac spécial est opéré par l'un des moyens visés au paragraphe 1 et représenté pour le montant total sur l'étiquette-adresse du sac

#### Article 31

##### Affranchissement des envois de la poste aux lettres à bord des navires

1. Les envois déposés à bord d'un navire pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires doivent être affranchis au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le navire.
2. Si le dépôt à bord a lieu en pleine mer, les envois peuvent être affranchis, sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit navire. Les envois affranchis dans ces conditions doivent être remis au bureau de poste de l'escale aussitôt que possible après l'arrivée du navire.

#### Article 32

##### Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement

1. En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, l'Administration d'origine qui se charge d'affranchir les envois de la poste aux lettres non affranchis ou de compléter



l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis et d'encalsser le montant manquant auprès de l'expéditeur est autorisée à percevoir sur l'expéditeur aussi la taxe de traitement prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre h).

2. Dans le cas où le paragraphe 1 n'est pas appliqué, les envois non ou insuffisamment affranchis sont passibles, à la charge du destinataire, ou de l'expéditeur lorsqu'il s'agit d'envois renvoyés, de la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre h).

3. Les envois recommandés et les lettres avec valeur déclarée sont considérés à l'arrivée comme dûment affranchis.

### Article 33

#### Service correspondance commerciale-réponse internationale

1. **Les Administrations peuvent convenir entre elles de participer au service correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI), sur une base facultative.**

2. **Les Administrations qui assurent le service devront respecter les dispositions définies par le Conseil exécutif.**

3. **Les Administrations peuvent, néanmoins, convenir bilatéralement d'établir un autre système entre elles.**

### Article 34

#### Coupons-réponse internationaux

1. Les Administrations postales ont la faculté de débiter des coupons-réponse internationaux émis par le Bureau international et d'en limiter la vente conformément à leur législation intérieure.

2. La valeur du coupon-réponse est **de 0,74 DTS**. Le prix de vente fixé par les Administrations intéressées ne peut être inférieur à cette valeur.

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal **d'un envoi prioritaire ou d'une lettre ordinaire expédiée à l'étranger par voie aérienne. Sauf si la législation intérieure du pays d'échange y fait obstacle**, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux **ou contre d'autres marques ou empreintes d'affranchissement postal.**

4. L'Administration d'un Pays-membre peut, en outre, se réserver la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois à affranchir en échange de ces coupons-réponse.

### Article 35

#### Envois exprès

1. Dans les pays dont les Administrations se chargent de ce service, les envois de la poste aux lettres sont, à la demande des expéditeurs, distribués par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution, toutefois, **toute Administration a le droit de limiter ce service aux correspondances-avion, aux envois prioritaires ainsi que, quand il s'agit de la seule voie utilisée entre deux Administrations, aux envois LC de surface.** En ce qui concerne les lettres avec valeur déclarée, l'Administration de destination a la faculté, lorsque sa réglementation le prévoit, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même.

2. Ces envois, qualifiés «exprès», sont soumis, en sus de la taxe d'affranchissement, à la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre j). Cette taxe doit être acquittée complètement à l'avance.

**3. Les envois exprès peuvent être traités d'une manière différente de celle spécifiée au paragraphe 1, tant que le niveau de qualité général de ce service offert au destinataire est au moins aussi élevé que celui obtenu en faisant appel à un porteur spécial.**

**4. Au cas où les envois exprès doivent être soumis à un contrôle douanier, les Administrations sont tenues:**

- a) de les présenter à la douane aussitôt que possible après leur arrivée;**
- b) d'encourager les autorités douanières de leur pays à effectuer le contrôle de ces envois avec rapidité.**

**5. Lorsque la remise par exprès entraîne pour l'Administration de destination des sujétions spéciales en ce qui concerne soit la situation du domicile du destinataire, soit le jour ou l'heure d'arrivée au bureau de destination, la remise de l'envoi et la perception éventuelle d'une taxe complémentaire sont réglées par les dispositions relatives aux envois de même nature du régime intérieur.**

**6. Les envois exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine. Dans ce dernier cas, les envois sont taxés d'après l'article 32.**

**7. Il est loisible aux Administrations de s'en tenir à un seul essai de remise par exprès. Si cet essai est infructueux, l'envoi peut être traité comme un envoi ordinaire.**

**8. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution que les envois qui leur sont destinés soient distribués par exprès dès leur arrivée. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, la taxe applicable dans son service intérieur.**

#### **Article 36**

##### **Objectifs en matière de qualité de service**

**1. Les Administrations de destination doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et par avion à destination de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.**

**2. Les Administrations de destination doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des envois de surface et non prioritaires à destination de leur pays.**

**3. Les Administrations d'origine doivent fixer des objectifs en matière de qualité pour les envois prioritaires et par avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations de destination.**

#### **Article 37**

##### **Priorité de traitement des correspondances-avion et des envois prioritaires**

**Les Administrations prennent toutes les mesures utiles pour:**

- a) assurer dans les meilleures conditions la réception et le réacheminement des dépêches contenant des correspondances-avion et des envois prioritaires;**
- b) veiller au respect des accords conclus avec les transporteurs concernant la priorité due à de telles dépêches;**
- c) accélérer les opérations relatives au contrôle douanier des correspondances-avion et des envois prioritaires à destination de leur pays;**
- d) réduire au strict minimum les délais nécessaires pour acheminer vers les pays de destination les correspondances-avion et les envois prioritaires déposés dans leur pays et pour faire distribuer aux destinataires les correspondances-avion et envois prioritaires arrivant de l'étranger.**

**Article 38**

Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres peut le faire retirer du **service, en faire modifier ou corriger** l'adresse tant que cet envoi:
  - a) n'a pas été livré au destinataire;
  - b) n'a pas été confisqué ou détruit par l'autorité compétente pour infraction à l'article 41;
  - c) n'a pas été saisi en vertu de la législation du pays de destination.
2. La demande à formuler à cet effet est transmise par voie **postale, télégraphique ou par tout autre moyen de télécommunication approprié** aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour chaque demande, la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre j). Si la demande doit être transmise par la **voie des télécommunications**, l'expéditeur doit payer en outre la **taxe correspondant à ce service**. Si l'envoi se trouve encore dans le pays d'origine, la demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse est traitée selon la législation de ce pays.
3. Chaque Administration est tenue d'accepter les demandes de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse concernant tout envoi de la poste aux lettres déposé dans les services des autres Administrations, si sa législation le permet.
4. Si, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur désire être informé **par la voie des télécommunications** des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse, il doit payer, à cet effet, la **taxe y** relative. En cas d'utilisation de télégrammes, la taxe télégraphique est celle d'un télégramme avec réponse payée, calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.
5. Pour chaque demande de **retrait, de modification ou de correction** d'adresse concernant plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il n'est perçu qu'une seule des taxes prévues au paragraphe 2.
6. Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut être demandée directement par l'expéditeur au bureau de destination, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités et sans le paiement de la taxe spéciale prévue au paragraphe 2.
7. Le renvoi à l'origine d'un envoi à la suite d'une demande de retrait a lieu par voie aérienne lorsque l'expéditeur s'engage à payer la surtaxe aérienne correspondante. Lorsqu'un envoi est réexpédié par voie aérienne à la suite d'une demande de **modification ou de correction** d'adresse, la surtaxe aérienne correspondant au nouveau parcours est perçue sur le destinataire et reste acquise à l'Administration distributrice.

**Article 39**

Réexpédition

1. En cas de changement d'adresse du destinataire, les envois de la poste aux lettres lui sont réexpédiés immédiatement aux conditions prescrites dans le service intérieur, à moins que l'expéditeur n'en ait interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination **ou que l'adresse soit libellée selon les indications prescrites à l'article 113, paragraphe 1, lettre k), du Règlement**. Toutefois, la réexpédition d'un pays sur un autre n'a lieu que si les envois satisfont aux conditions requises pour le nouveau transport.
2. **Les correspondances-avion et les envois prioritaires sont réexpédiés sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).**
3. **Les autres correspondances peuvent être réacheminées par la voie aérienne sur demande expresse du destinataire et si celui-ci s'engage à payer les surtaxes ou les taxes combinées**

correspondant au nouveau parcours aérien ou à la nouvelle transmission prioritaire; dans ce cas, la surtaxe ou la taxe combinée est perçue, en principe, au moment de la remise et reste acquise à l'Administration distributrice. Toutes les correspondances peuvent également être réacheminées par la voie la plus rapide si les surtaxes ou taxes combinées sont payées au bureau réexpéditeur par une tierce personne. La réexpédition de tels envois par la voie la plus rapide à l'intérieur du pays de destination est soumise à la réglementation intérieure de ce pays.

**4. Les Administrations faisant application des taxes combinées peuvent fixer, pour la réexpédition par la voie aérienne ou prioritaire dans les conditions prévues au paragraphe 3, des taxes spéciales qui ne doivent pas dépasser les taxes combinées.**

**5. Les enveloppes spéciales C 6 et les sacs utilisés pour la réexpédition collective des correspondances sont acheminés sur la nouvelle destination par la voie prescrite pour les envois individuels dans les paragraphes 2 et 3.**

**6. Chaque Administration a la faculté de fixer un délai de réexpédition conforme à celui qui est en vigueur dans son service intérieur**

**7. Les Administrations qui perçoivent une taxe pour les demandes de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe dans le service international.**

**8. La réexpédition d'envois de la poste aux lettres de pays à pays ne donne lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les Administrations qui perçoivent une taxe de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois de la poste aux lettres du régime international réexpédiés dans leur propre service.**

**9. Les envois de la poste aux lettres qui sont réexpédiés sont remis aux destinataires contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au-delà du premier parcours, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.**

**10. En cas de réexpédition sur un autre pays, la taxe de poste restante, la taxe de présentation à la douane, la taxe de magasinage, la taxe de commission, la taxe complémentaire d'express et la taxe de remise aux destinataires des petits paquets sont annulées.**

#### **Article 40**

**Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur**

**1. Sont considérés comme envois non distribuables ceux qui n'ont pu être remis aux destinataires pour une cause quelconque.**

**2. Les envois non distribuables doivent être renvoyés immédiatement au pays d'origine.**

**3. Le délai de garde des envois tenus en instance à la disposition des destinataires ou adressés poste restante est fixé par la réglementation de l'Administration de destination. Toutefois, ce délai ne peut, en règle générale, dépasser un mois, sauf dans des cas particuliers où l'Administration de destination juge nécessaire de le prolonger jusqu'à deux mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.**

**4. Les envois du régime intérieur non distribuables ne sont réexpédiés à l'étranger, en vue de leur restitution aux expéditeurs, que s'ils satisfont aux conditions requises pour le nouveau transport.**

**5. Les cartes postales qui ne portent pas l'adresse de l'expéditeur ne sont pas renvoyées. Toutefois, les cartes postales recommandées doivent toujours être renvoyées.**

6. Le renvoi à l'origine des imprimés non distribuables n'est pas obligatoire, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi en une langue connue dans le pays de destination. **Toutefois, les Administrations s'efforcent d'effectuer ce retour à l'expéditeur, ou de l'en informer comme il convient, lorsqu'il s'agit de la répétition de tentatives infructueuses de remises ou d'envois en nombre.** Les imprimés recommandés et les livres doivent toujours être renvoyés

7. **Lorsque la voie de surface n'est plus employée par le pays qui fait le renvoi, il a l'obligation de transmettre les envois non distribuables par la voie la plus adéquate qu'il utilise.**

8. **Les lettres-avion, les cartes postales-avion et les envois prioritaires à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).**

9. **Les correspondances-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyées à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les correspondances non surtaxées (surface, S.A.L. compris), sauf:**

- a) en cas d'interruption de ces moyens de transport;
- b) si l'Administration de destination a choisi de façon systématique la voie aérienne pour le renvoi de ces correspondances.

10. **Pour le renvoi des correspondances à l'origine par la voie aérienne ou prioritaire à la demande de l'expéditeur, l'article 39, paragraphes 3 et 4, est applicable par analogie.**

11. Les envois de la poste aux lettres non distribuables renvoyés au pays d'origine sont remis aux expéditeurs aux conditions fixées à l'article 39, paragraphe 9. Ces envois ne donnent lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les Administrations qui perçoivent une taxe de renvoi dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois de la poste aux lettres du régime international qui leur sont renvoyés.

#### Article 41

##### Interdictions

1. Ne sont pas admis les envois de la poste aux lettres qui, par leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres envois ou l'équipement postal. Les agrafes métalliques servant à clore les envois ne doivent pas être tranchantes; elles ne doivent pas non plus entraver l'exécution du service postal.

2. Les envois autres que les lettres recommandées sous enveloppe close et les lettres avec valeur déclarée ne peuvent contenir des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. Sauf les exceptions prévues au Règlement, les imprimés et les **cécogrammes**:

- a) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;
- b) ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.

4. L'insertion dans les envois de la poste aux lettres des objets visés ci-dessous est interdite:

- a) les objets qui, par leur nature, peuvent présenter les dangers ou provoquer les détériorations visés au paragraphe 1;
- b) les stupéfiants et les substances psychotropes;
- c) les animaux vivants, à l'exception:
  - 1° des abeilles, des sangsues et des vers à soie;
  - 2° des parasites et des destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;
 toutefois, les exceptions mentionnées sous chiffres 1° et 2° ne s'appliquent pas aux lettres avec valeur déclarée;

- d) les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses; toutefois, ne tombent pas sous le coup de cette interdiction les matières biologiques périssables et les matières radioactives visées à l'article 23;
- e) les objets obscènes ou immoraux;
- f) les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination.

5. Chaque Administration doit veiller dans toute la mesure possible à ce que les renseignements concernant les interdictions en vigueur dans son pays, visées au paragraphe 4, lettre f), et communiquées au Bureau International conformément au Règlement d'exécution, soient énoncés de façon claire, précise et détaillée et qu'ils soient tenus à jour.

6. Les envois qui contiennent les objets mentionnés au paragraphe 4 et qui ont été admis à tort à l'expédition sont traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence. Les lettres ne peuvent pas contenir de documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux. Si elle en constate la présence, l'Administration du pays d'origine ou de destination les traite selon sa législation.

7. Toutefois, les envois qui contiennent les objets visés au paragraphe 4, lettres b), d) et e), ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine. L'Administration de destination peut livrer au destinataire la partie du contenu qui ne tombe pas sous le coup d'une interdiction.

8. Dans les cas où un envoi admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à l'envoi. Cette information doit indiquer de manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à saisie. **Un envoi admis à tort qui est renvoyé à l'origine doit être accompagné d'une information analogue.**

9. Est d'ailleurs réservé le droit de tout Pays-membre de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui régissent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays. Ces envois doivent être renvoyés à l'Administration d'origine.

#### Article 42

##### Contrôle douanier

L'Administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre au contrôle douanier, selon la législation de ces pays, les envois de la poste aux lettres.

#### Article 43

##### Taxe de présentation à la douane

Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays d'origine ou de destination, selon le cas, peuvent être frappés au titre postal, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, de la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre m).

#### Article 44

##### Droits de douane et autres droits

Les Administrations postales sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

**Article 45**

## Envois francs de taxes et de droits

1. Dans les relations entre les Pays-membres dont les Administrations postales se sont déclarées d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau d'origine, la totalité des taxes et des droits dont les envois sont grevés à la livraison. Tant qu'un envoi n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut, postérieurement au dépôt, demander que l'envoi soit remis franc de taxes et de droits.
2. Dans les cas prévus au paragraphe 1, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau de destination et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.
3. L'Administration d'origine perçoit sur l'expéditeur la taxe prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre n), chiffre 1°, qu'elle garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.
4. En cas de demande formulée postérieurement au dépôt, l'Administration d'origine perçoit en outre la taxe additionnelle prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre n), chiffre 2°. Si la demande doit être transmise par voie télégraphique **ou par tout autre moyen de télécommunication**, l'expéditeur doit payer en outre la **taxe correspondante**.
5. L'Administration de destination est autorisée à percevoir, par envoi, la taxe de commission prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre n), chiffre 3°. Cette taxe est indépendante de celle qui est prévue à l'article 43. Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination.
6. Toute Administration a le droit de limiter le service des envois francs de taxes et de droits aux envois recommandés et aux lettres avec valeur déclarée.

**Article 46**

## Annulation des droits de douane et autres droits

Les Administrations postales s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits soient annulés sur les envois renvoyés à l'origine, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un pays tiers.

**Article 47**

## Réclamations

1. Les réclamations des usagers sont admises dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt d'un envoi.
2. Chaque Administration est tenue de traiter les réclamations dans le plus bref délai possible.
3. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout envoi déposé dans les services des autres Administrations.
4. Sauf si l'expéditeur a déjà acquitté la taxe pour un avis de réception, chaque réclamation peut donner lieu à la perception de la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre o) Si l'emploi de la voie télégraphique est demandé, la taxe télégraphique de transmission de la réclamation et, le cas échéant, dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, celle de la réponse sont perçues en sus de la taxe de réclamation. En cas d'utilisation de télégrammes pour la réponse, la taxe télégraphique est celle d'un télégramme avec réponse payée, calculée sur la base de 15 mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe télégraphique perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. **S'il est formulé une demande de transmission par d'autres moyens de télécommunication ou par le service EMS, les taxes normalement perçues au titre de ces services peuvent l'être auprès du**

**demandeur. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens de télécommunication ou par le service EMS.**

5. Si la réclamation concerne plusieurs envois déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il n'est perçu qu'une seule taxe. Cependant, s'il s'agit d'envois recommandés ou de lettres avec valeur déclarée qui ont dû, à la demande de l'expéditeur, être acheminés par différentes voies, il est perçu une taxe pour chacune des voies utilisées.

6. Si la réclamation a été motivée par une faute de service, la taxe spéciale visée au paragraphe 4 est restituée par l'Administration qui l'a perçue; toutefois, cette taxe ne peut en aucun cas être exigée de l'Administration à laquelle incombe le paiement de l'indemnité.

## Chapitre II

**Envois recommandés, envois à livraison attestée et lettres avec valeur déclarée**

### Article 48

Admission des envois recommandés

1. Les envois de la poste aux lettres désignés à l'article 19 peuvent être expédiés sous recommandation.
2. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi recommandé.
3. Si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, les lettres recommandées sous enveloppe close peuvent contenir des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

### Article 49

Admission des envois à livraison attestée

1. Les envois de la poste aux lettres visés à l'article 19 peuvent être expédiés par le service des envois à livraison attestée aux Administrations et par les Administrations acceptant de les admettre.
2. Lors du dépôt, il est remis gratuitement un récépissé à l'expéditeur d'un envoi de l'espèce.

### Article 50

Taxes des envois recommandés

1. La taxe des envois recommandés doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:
  - a) de la taxe d'affranchissement de l'envoi, selon sa catégorie;
  - b) de la taxe fixe de recommandation prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre p).
2. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les Administrations peuvent percevoir les taxes spéciales prévues à l'article 26, paragraphe 1, lettre p), colonne 3, chiffre 2°.
3. Les Administrations postales disposées à se charger des risques pouvant résulter du cas de force majeure sont autorisées à percevoir la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre r).



**Article 51****Taxes applicables aux envois à livraison attestée**

La taxe est acquittée à l'avance. Elle comprend:

- a) la taxe d'affranchissement correspondant à la catégorie de l'envoi;
- b) la taxe de livraison attestée fixée par l'Administration d'origine, qui doit être inférieure à la taxe de recommandation.

**Article 52****Admission des lettres avec valeur déclarée**

1. Les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur et dénommées «lettres avec valeur déclarée» peuvent être échangées avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur. Cet échange est limité aux relations entre les Pays-membres dont les Administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.
2. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'une lettre avec valeur déclarée.
3. Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur pays.

**Article 53****Lettres avec valeur déclarée. Déclaration de valeur**

1. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité.
2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à **3266,91 DTS** ou à un montant au moins égal à celui adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à **3266,91 DTS**.
3. Dans les relations entre pays qui ont adopté des maximums différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.
4. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur; le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.
5. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.

**Article 54****Taxes des lettres avec valeur déclarée**

1. La taxe des lettres avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:
  - a) de la taxe d'affranchissement ordinaire;
  - b) de la taxe fixe de recommandation prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre p);
  - c) de la taxe d'assurance prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre q).
2. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les Administrations peuvent percevoir les taxes spéciales prévues à l'article 26, paragraphe 1, lettre p), colonne 3, chiffre 2°.

**Article 55**

## Avis de réception

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, **d'un envoi à livraison attestée** ou d'une lettre avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en payant la taxe prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre s). L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
2. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans des délais normaux, il n'est perçu ni une deuxième taxe, ni la taxe prévue à l'article 47 pour les réclamations.

**Article 56**

## Remise en main propre

1. Dans les relations entre les Administrations qui ont donné leur consentement, les envois recommandés, **les envois à livraison attestée** et les lettres avec valeur déclarée sont, à la demande de l'expéditeur, remis en main propre. Les Administrations peuvent convenir de n'admettre cette faculté que pour les envois recommandés, **les envois à livraison attestée** et les lettres avec valeur déclarée accompagnés d'un avis de réception. Dans les **trois** cas, l'expéditeur paie la taxe spéciale prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre t).
2. Les Administrations ne sont tenues de faire un second essai de remise de ces envois que si celui-ci est supposé aboutir et si la réglementation intérieure le permet.

## Chapitre III

## Responsabilité

**Article 57**

## Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

1. Les Administrations **postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie** des envois recommandés. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.
2. Les Administrations peuvent s'engager à couvrir aussi les risques pouvant découler d'un cas de force majeure. Elles sont alors responsables, envers les expéditeurs des envois déposés dans leur pays, des pertes dues à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des envois, y compris éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'origine.
3. En cas de perte d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité dont le montant est fixé à **24,50 DTS** par envoi; ce montant peut être porté à **122,51 DTS** pour chacun des sacs spéciaux contenant les imprimés visés à l'article 20, paragraphe 10, et expédiés sous recommandation.
4. **En cas de spoliation ou d'avarie d'un envoi recommandé et sous réserve que l'emballage ait été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant fixé au paragraphe 3.**

5. L'expéditeur a la faculté de se désister de ce droit en faveur du destinataire. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité, si la législation intérieure le permet.
6. Par dérogation au paragraphe 4, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un **envoi spolié** ou avarié. Il peut se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur.
7. L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées au paragraphe 3. **Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire en vertu du paragraphe 6.** Les montants fixés au paragraphe 3 restent cependant applicables:
  - 1° en cas de recours contre l'Administration responsable;
  - 2° si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire **ou inversement.**

#### Article 58

##### Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales. Envois à livraison attestée

1. **Les Administrations postales ne répondent que de la perte des envois à livraison attestée. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.**
2. **La spoliation totale ou l'avarie totale du contenu des envois à livraison attestée est assimilée à la perte, sous réserve que l'emballage ait été reconnu comme suffisant pour protéger efficacement le contenu contre les risques de vol ou d'avarie.**
3. **En cas de perte d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.**

#### Article 59

##### Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.

##### Lettres avec valeur déclarée

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des lettres avec valeur déclarée, sauf dans les cas prévus à l'article 61. Leur responsabilité est engagée tant pour les lettres transportées à découvert que pour celles qui sont acheminées en dépêches closes.
2. Les Administrations peuvent s'engager à couvrir aussi les risques pouvant découler d'un cas de force majeure. Elles sont alors responsables, envers les expéditeurs des lettres déposées dans leur pays, des pertes, spoliations ou avaries dues à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des envois, y compris éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'origine.
3. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'une lettre-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux envois acheminés par cette voie.
4. Par dérogation au paragraphe 3, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée.
5. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évalués sur les mêmes bases.

6. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'une lettre avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, par application du paragraphe 4, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe d'assurance qui reste acquise, dans tous les cas, à l'Administration d'origine.

7. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 3 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 4 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

#### Article 60

Non-responsabilité des Administrations postales.  
Envois recommandés et envois à livraison attestée

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés et des envois à livraison attestée dont elles ont effectué la remise, soit dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 3. La responsabilité est toutefois maintenue lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi recommandé et des envois à livraison attestée ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur, s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

- 1° de la perte d'envois recommandés ou d'envois à livraison attestée:
  - a) en cas de force majeure; l'Administration dans le service de laquelle la perte a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine, si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste en cas de perte d'envois recommandés à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 57, paragraphe 2);
  - b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
  - c) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47, paragraphe 1;
- 2° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée qui, selon notification de l'Administration du pays de destination, ont été retenus ou saisis en vertu de la législation de ce pays;
- 3° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée confisqués ou détruits par l'autorité compétente, lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41, paragraphes 2, 3, lettre b), et 4;
- 4° des envois recommandés ou des envois à livraison attestée ayant subi une avarie provenant de la nature du contenu de l'envoi.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane conformément à l'article 41, paragraphe 4, lettre f), lors de la vérification des envois de la poste aux lettres soumis au contrôle douanier.

#### Article 61

Non-responsabilité des Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des lettres avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise soit dans les conditions prescrites par leur réglementation

intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 12, paragraphe 3; la responsabilité est toutefois maintenue:

- a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

**2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:**

- 1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des lettres avec valeur déclarée:
  - a) en cas de force majeure: l'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure: celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 59, paragraphe 2);
  - b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
  - c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu de l'envoi;
  - d) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41, paragraphe 4, et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
  - e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
  - f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;
- 2° des lettres avec valeur déclarée saisies en vertu de la législation du pays de destination;
- 3° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit des lettres avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

**3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.**

**Article 62**

**Responsabilité de l'expéditeur**

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres est responsable, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute, ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel envoi ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

**Article 63**

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve du paragraphe 4, déchargée de toute responsabilité:

- a) lorsqu'elle a observé l'article 4 ainsi que les dispositions relatives à la vérification des dépêches et à la constatation des irrégularités;
- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation prévu à l'article 107 du Règlement étant expiré, cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant;
- c) lorsque, en cas d'inscription individuelle des envois recommandés, la remise régulière de l'envoi recherché ne peut être établie parce que l'Administration d'origine n'a pas observé l'article 161, paragraphe 1, du Règlement concernant l'inscription détaillée des envois recommandés dans la feuille d'avis C 12 ou dans les listes spéciales C 13.

3. Lorsque la perte s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 88, paragraphe 1, est tenue de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article 88, paragraphe 2, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de l'indemnité à cette compagnie.

4. Toutefois, si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

5. Lorsqu'un envoi recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

6. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte.

7. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

**Article 64**

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales.

Lettres avec valeur déclarée

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve des paragraphes 4, 7 et 8, déchargée de toute responsabilité:

- a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 170 du Règlement, relatives à la vérification individuelle des lettres avec valeur déclarée;

- b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation prévu à l'article 107 du Règlement étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.
3. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis une lettre avec valeur déclarée à une autre Administration est dégagée de toute responsabilité si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'Administration expéditrice un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.
4. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:
- a) que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'envoi ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- b) que le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.
- Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.
5. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.
6. Lorsqu'une lettre avec valeur déclarée a été perdue, spoliée ou avariée dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.
7. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'assure pas le service des lettres avec valeur déclarée ou qui a adopté un maximum inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu de l'article premier, paragraphe 3, et du paragraphe 5 du présent article.
8. La règle prévue au paragraphe 7 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration qui n'accepte pas la responsabilité (article 61, paragraphe 2, chiffre 3°).
9. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.
10. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

#### Article 65

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales et les entreprises de transport aérien. Lettres avec valeur déclarée

Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 88, paragraphe 1, est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 3, et de l'article 64, paragraphe 5, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en

vertu de l'article 58, paragraphe 2, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de l'indemnité à cette compagnie.

#### Article 66

##### **Paie ment de l'indemnité. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée**

1. Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité incombe soit à l'Administration d'origine, soit à l'Administration de destination dans les cas visés à l'article 57, paragraphe 5, et à l'article 59, paragraphe 7.

2. Ce paiement doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de **quatre** mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

3. Lorsque l'Administration à qui incombe le paiement n'accepte pas de se charger des risques résultant du cas de force majeure et lorsque, à l'expiration du délai prévu au paragraphe 2, la question de savoir si la perte est due à un cas de l'espèce n'est pas encore tranchée, elle peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité pour une nouvelle période de **trois** mois.

4. L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et ayant été régulièrement saisie, a laissé s'écouler **trois** mois:

- sans donner de solution définitive à l'affaire ou
- sans avoir porté à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, que la perte paraissait due à un cas de force majeure ou que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination

**5. Les Administrations postales qui indiquent dans le Protocole final de la Convention postale universelle qu'elles ne sont pas tenues d'observer l'article 66, paragraphe 4, de la Convention, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois, doivent communiquer un délai dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.**

**6. Le renvoi de la formule C 9 qui n'est pas complétée selon les conditions prévus à l'article 151, paragraphes 9 et 12, du Règlement ne peut pas être considéré comme une solution définitive.**

#### Article 67

##### **Restitution des taxes. Envois à livraison attestée**

1. **L'obligation de restituer les taxes incombe à l'Administration d'origine.**

2. **Ce paiement doit être effectué aussitôt que possible et, au plus tard, dans les quatre mois à partir du lendemain du jour de la réclamation.**

#### Article 68

##### **Remboursement de l'indemnité à l'Administration ayant effectué le paiement**

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 66 est tenue de rembourser à l'Administration ayant effectué le paiement, et qui est dénommée Administration payeuse, le montant de l'indemnité payée à l'ayant droit dans les limites de l'article 57, paragraphe 3; ce versement doit avoir lieu dans un délai de quatre mois à compter de la date de la notification du paiement.



2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité des articles 63 et 64, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné au paragraphe 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu l'envoi réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit.

4. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article 13.

5. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 66, paragraphe 4, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par la voie d'un décompte quelconque soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Administration qui établit régulièrement des décomptes avec l'Administration responsable.

6. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Si, un an après la date d'expédition de l'autorisation de paiement de l'indemnité, l'Administration payeuse n'a pas communiqué la date et le montant du paiement ou n'a pas débité le compte de l'Administration responsable, l'autorisation est considérée comme sans effet et l'Administration qui l'a reçue n'a plus le droit de réclamer le remboursement de l'indemnité éventuellement payée.

7. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

8. Les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux ayants droit et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

#### Article 69

##### Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé ou une lettre avec valeur déclarée ou une partie de cet envoi ou lettre antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou, par application de l'article 57, paragraphes 5 et 6, et de l'article 59, paragraphe 7, le destinataire est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas.

2. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison de l'envoi contre remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

3. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

4. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai de trois mois prévu à l'article 66, paragraphe 4, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

5. En cas de découverte ultérieure d'une lettre avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 53, paragraphe 5.

## Chapitre IV

### Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux

#### Article 70 Attribution des taxes

Sauf les cas prévus par la Convention et les Arrangements, chaque Administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.

#### Article 71 Frais de transit

1. Sous réserve de l'article 75, les dépêches closes échangées entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers) sont soumises au paiement des frais de transit à titre de rétribution pour les prestations de services concernant le transit territorial et le transit maritime.
2. Lorsqu'un pays admet que son territoire soit traversé par un service de transport étranger sans participation de ses services selon l'article 3, les dépêches ainsi acheminées ne sont pas soumises au paiement des frais de transit territorial.
3. Sont considérés comme services tiers, à moins d'entente spéciale, les transports maritimes effectués directement entre deux pays au moyen de navires de l'un d'eux.
4. Le transit maritime commence au moment où les **dépêches cessent d'être sous le contrôle d'une Administration postale** et prend fin lorsque **l'Administration de destination est informée par la compagnie maritime que les dépêches sont à disposition.**

## Article 72

## Barèmes des frais de transit

1. Les frais de transit prévus à l'article 71, paragraphe 1, sont calculés d'après les barèmes indiqués dans le tableau ci-après:

Parcours		Frais par kg brut
1		2
1° Parcours territoriaux exprimés en kilomètres		DTS
Jusqu'à 100 km		0,14
Au-delà de 100	Jusqu'à 200	0,17
200	300	0,20
300	400	0,22
400	500	0,24
500	600	0,26
600	700	0,27
700	800	0,28
800	900	0,31
900	1 000	0,32
1 000	1 100	0,34
1 100	1 200	0,35
1 200	1 300	0,37
1 300	1 500	0,38
1 500	2 000	0,43
2 000	2 500	0,48
2 500	2 750	0,53
2 750	3 000	0,56
3 000	4 000	0,62
4 000	5 000	0,72
5 000	6 000	0,81
6 000	7 000	0,88
7 000	8 000	0,97
8 000	9 000	1,05
9 000	10 000	1,12
10 000	11 000	1,19
11 000	12 000	1,26
12 000	13 000	1,32
13 000	14 000	1,38
14 000		1,45

Parcours		Frais par kg brut	
1		2	
DTS			
2° Parcours maritimes			
a) exprimés en milles marins		b) exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	
Jusqu'à 100 milles marins		Jusqu'à 185 km	
Au-delà de		Au-delà de	
100	Jusqu'à 200	185	Jusqu'à 370
200	200	370	596
300	400	596	741
400	500	741	828
500	500	828	1 111
600	700	1 111	1 298
700	500	1 298	1 482
800	900	1 482	1 657
900	1 600	1 657	1 852
1 600	1 100	1 852	2 037
1 100	1 200	2 037	2 222
1 200	1 300	2 222	2 408
1 300	1 500	2 408	2 778
1 500	2 600	2 778	3 704
2 800	2 500	3 704	4 630
2 500	2 750	4 630	5 093
2 750	3 000	5 093	5 556
3 000	4 000	5 556	7 408
4 000	5 600	7 408	9 260
5 000	6 000	9 260	11 112
6 000	7 000	11 112	12 964
7 900	8 000	12 964	14 816
6 000	9 000	14 816	16 668
9 900	10 000	16 668	18 520
10 000	11 000	18 520	20 372
11 000	12 000	20 372	22 224
12 000	13 000	22 224	24 076
13 000	14 000	24 076	25 928
14 000		25 928	

2. Les distances servant à déterminer les frais de transit d'après le tableau du paragraphe 1 sont empruntées à la Liste des distances kilométriques afférentes aux parcours territoriaux des dépêches en transit, prévue à l'article 111, paragraphe 2, lettre c), **chiffre 1°**, du Règlement, en ce qui concerne les parcours **territoriaux**.

### Article 73

#### Frais terminaux

1. Sous réserve de l'article 75, chaque Administration qui reçoit dans ses échanges par les voies aérienne et de surface avec une autre Administration une quantité plus grande d'envois de la poste aux lettres qu'elle n'en expédie a le droit de percevoir de l'Administration expéditrice, à titre de compensation, une rémunération pour les frais que lui occasionne le courrier international reçu en plus.

2. La rémunération prévue au paragraphe 1 est fixée de la manière suivante:
- a) lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface (S.A.L. compris), un poids total de courrier LC/AO inférieur ou égal à 150 tonnes par an dans chaque sens, le taux appliqué par kg est de 2,940 DTS pour les envois LC/AO (taux uniforme), à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux visés à l'article 20, paragraphe 10 (sacs M);
  - b) lorsque deux Administrations échangent entre elles, par voie aérienne et de surface (S.A.L. compris), un poids total de courrier LC/AO supérieur à 150 tonnes par an dans chaque sens, le taux appliqué par kg est de 8,115 DTS pour les envois LC et 2,058 DTS pour les envois AO (taux séparé pour chaque catégorie), à l'exclusion des imprimés expédiés par sacs spéciaux visés à l'article 20, paragraphe 10 (sacs M);
  - c) lorsque le seuil de 150 tonnes par an est dépassé dans un seul sens, l'Administration destinataire de ce trafic supérieur à 150 tonnes a le choix, pour la comptabilisation des frais terminaux relatifs au courrier reçu, entre l'un des deux systèmes de rémunération décrits sous lettres a) et b) ci-dessus. A moins d'accord bilatéral, le courrier transmis par l'Administration expédiant moins de 150 tonnes par an reste dans tous les cas comptabilisé selon le taux unique fixé à la lettre a);
  - d) pour les imprimés expédiés dans des sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kg, et cela quel que soit le poids annuel du courrier échangé entre deux Administrations.

3. Lorsque, dans une relation donnée, une Administration qui est rémunérée d'après les taux de frais terminaux différenciés LC et AO indiqués au paragraphe 2 constate que le nombre moyen d'envois (LC ou AO) contenu dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur à la moyenne mondiale qui est de 48 envois LC et de 5,6 envois AO, elle peut obtenir la révision des taux correspondants si, par rapport à cette moyenne mondiale:

- le nombre des envois LC est supérieur de plus de 15 pour cent (soit plus de 55 envois) et/ou
- le nombre des envois AO est supérieur de plus de 25 pour cent (soit plus de 7 envois).

Dans ce cas, le montant des frais terminaux à verser par l'Administration débitrice est égal à la différence entre les sommes dues par chaque Administration pour le flux total de son courrier après application des taux qui conviennent. Cette révision est effectuée selon les conditions précisées à l'article 187 du Règlement d'exécution.

4. Toute Administration peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue au paragraphe 1.

5. Les Administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

#### Article 74

Frais terminaux pour les envois prioritaires, les envois non prioritaires ainsi que les envois mixtes

1. Lorsqu'un taux uniforme pour les envois LC/AO est utilisé en vertu de l'article 73, paragraphe 2, lettres a) et c), ce taux est également applicable aux envois prioritaires, aux envois non prioritaires et aux envois mixtes.
2. Lorsque des taux séparés pour les envois LC et les envois AO sont utilisés en vertu de l'article 73, paragraphe 2, lettres b) et c), le pays d'origine et le pays de destination peuvent, par accord bilatéral, décider que les taux applicables aux envois prioritaires et aux envois non prioritaires soient fixés sur la base de la structure réelle du trafic. A défaut d'entente, les dispositions fixées à l'article 73, paragraphes 2, lettres b) et c), et 3, s'appliquent. Dans ce cas, les envois prioritaires sont assimilés aux LC et les envois non prioritaires aux AO.
3. Pour les envois mixtes échangés en vertu de l'article 20, paragraphe 12, les frais terminaux sont réglés par accord bilatéral entre les pays intéressés.
4. Lorsqu'une Administration décide d'abandonner la séparation du courrier en LC et AO au profit d'un système fondé sur la priorité, et que celui-ci produit des effets sur les frais terminaux

selon le paragraphe 2, le nouveau système ne peut être introduit que le 1er janvier ou le 1er juillet, à condition d'en avoir informé le Bureau international au moins trois mois à l'avance.

#### Article 75

##### Exemption de frais de transit et de frais terminaux

Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 16, lettre b), les envois postaux non distribués retournés à l'origine dans des dépêches closes, ainsi que les envois de sacs postaux vides.

#### Article 76

##### Services extraordinaires. Transport multimodal

1. Les frais de transit spécifiés à l'article 72 ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration postale sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transport sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

2. Lorsque les dépêches de surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par des moyens de transport à la fois territoriaux et maritimes, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.

#### Article 77

##### Décompte des frais de transit

1. Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi annuellement par l'Administration de transit, pour chaque Administration d'origine, d'après le poids des dépêches des envois de la poste aux lettres reçus en transit pendant toute l'année, auquel s'appliquent les barèmes fixés à l'article 72.

2. L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais de transit lorsque le solde annuel ne dépasse pas 163,35 DTS.

3. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, diffèrent trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.

4. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

#### Article 78

##### Décompte des frais terminaux

1. Le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids réel des dépêches de surface (y compris les dépêches S.A.L.) et des dépêches-avion reçues pendant toute l'année, auquel s'appliquent les taux fixés à l'article 73.

2. Pour permettre de déterminer le poids annuel, les Administrations d'origine des dépêches doivent indiquer en permanence pour chaque dépêche le poids total des sacs contenant des envois LC/AO, d'une part, et le poids total des sacs M, d'autre part.

3. Lorsqu'il s'avère nécessaire de déterminer séparément les poids correspondant aux envois LC, d'une part, et aux envois AO, d'autre part, ces poids sont calculés par application des proportions déterminées au cours d'une période statistique dont les modalités sont indiquées dans le Règlement d'exécution.

**4. Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter les frais terminaux dans leurs relations réciproques par des méthodes statistiques différentes. Elles peuvent également convenir d'une périodicité autre que celle prévue dans le Règlement d'exécution pour la période de statistique.**

**5. L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais terminaux lorsque le solde annuel ne dépasse pas 326,70 DTS.**

**6. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, diffèrent trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 127 du Règlement général.**

**7. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais terminaux à payer.**

#### Article 79

##### Paiements des frais de transit

1. Les frais de transit sont à la charge de l'Administration d'origine des dépêches et payables, sous réserve du paragraphe 3, aux Administrations des pays traversés, ou dont les services participent au transport territorial ou maritime des dépêches.

2. Lorsque l'Administration du pays traversé ne participe pas au transport territorial ou maritime des dépêches, les frais de transit correspondants sont payables à l'Administration de destination si celle-ci supporte les coûts afférents à ce transit.

3. Les frais de transport maritime des dépêches en transit peuvent être réglés directement entre les Administrations postales d'origine des dépêches et les compagnies de navigation maritime ou leurs agents, moyennant l'accord préalable de l'Administration postale du port d'embarquement concerné.

#### Article 80

##### Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

Les dépêches déviées ou mal acheminées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale; les Administrations participant au transport des dites dépêches n'ont dès lors, en principe, aucun droit de percevoir, de ce chef, des bonifications des Administrations expéditrices, mais ces dernières restent redevables des frais de transit y relatifs aux Administrations postales dont elles empruntent régulièrement l'intermédiaire. **Toutefois, dans le cas de dépêches déviées ou mal acheminées, les Administrations réexpédiant ces dépêches pourront, si elles le désirent, réclamer le paiement des frais de transit auprès de l'Administration d'origine qui pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement.**

#### Article 81

##### Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre

1. Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et entre le commandant d'une de ces unités militaires et le commandant d'une autre unité militaire mise à la disposition de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays.

2. Un échange de dépêches closes peut aussi être effectué entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales ou aériennes ou de bâtiments ou avions de guerre de ce même pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions

navales ou aériennes ou d'un de ces bâtiments ou avions de guerre et le commandant d'une autre division ou d'un autre bâtiment ou avion de guerre du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays.

3. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées aux paragraphes 1 et 2 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des bâtiments ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'Administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les bâtiments ou les avions.

4. Sauf entente spéciale, l'Administration du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les bâtiments ou avions de guerre est redevable, envers les Administrations concernées, des frais de transit des dépêches calculés conformément à l'article 72, des frais terminaux calculés conformément à l'article 73 et des frais de transport aérien calculés conformément à l'article 85.

### Troisième partie

#### Transport aérien des envois de la poste aux lettres

##### Titre I

##### Correspondances-avion

##### Chapitre I

##### Dispositions générales

###### Article 82

###### Dépêches-avion

**Les dépêches transportées par la voie aérienne avec priorité sont dénommées «dépêches-avion». Les dépêches-avion peuvent contenir des correspondances-avion et des envois prioritaires de la poste aux lettres. Les dispositions relatives au transport aérien pour les correspondances-avion sont applicables aux envois prioritaires par analogie.**

###### Article 83

###### Acheminement des correspondances-avion et des dépêches-avion en transit

1. Les Administrations sont tenues d'acheminer par les communications aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs propres correspondances-avion les envois de l'espèce qui leur parviennent des autres Administrations.

2. Les Administrations des pays qui ne disposent pas d'un service aérien acheminent les correspondances-avion par les voies les plus rapides utilisées par la poste; il en est de même si, pour une raison quelconque, l'acheminement par voie de surface offre des avantages sur l'utilisation des lignes aériennes.

3. Les dépêches-avion closes doivent être acheminées par le vol demandé par l'Administration du pays d'origine, sous réserve que ce vol soit utilisé par l'Administration du pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si tel n'est pas le cas ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du pays d'origine doit en être avertie.



4 Lorsque l'Administration du pays d'origine le désire, ses dépêches sont transbordées directement, à l'aéroport de transit, entre deux compagnies aériennes différentes, sous réserve que les compagnies aériennes intéressées acceptent d'assurer le transbordement et que l'Administration du pays de transit en soit préalablement informée.

## Chapitre II

### Frais de transport aérien

#### Article 84

##### Principes généraux

1. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:
  - a) lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'Administration du pays d'origine;
  - b) lorsqu'il s'agit de correspondances-avion en transit à découvert, y compris celles qui sont mal acheminées, à la charge de l'Administration qui remet ces correspondances à une autre Administration.
2. Ces mêmes règles sont applicables aux dépêches-avion et aux correspondances-avion en transit à découvert exemptes de frais de transit.
3. Les frais de transport doivent, pour un même parcours, être uniformes pour toutes les Administrations qui font usage de ce parcours.
4. **Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres.** Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches-avion et les dépêches prioritaires provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.
5. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'article 72 s'applique aux correspondances-avion pour leurs parcours territoriaux ou maritimes éventuels; toutefois, ne donnent lieu à aucun paiement de frais de transit:
  - a) le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;
  - b) le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

#### Article 85

##### Taux de base et calcul des frais de transport aérien relatifs aux dépêches closes

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est fixé à 0,568 millièmes de DTS au maximum par kilogramme de poids brut et par kilomètre; ce taux est appliqué proportionnellement aux fractions de kilogramme.
2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont calculés d'après le taux de base effectif (inférieur et au plus égal au taux de base fixé au paragraphe 1) et les distances kilométriques mentionnées dans la «Liste des distances aéropostales», d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut de ces dépêches; il n'est pas tenu compte, le cas échéant, du poids des sacs collecteurs.
3. Les frais dus au titre du transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont, s'il y a lieu, fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix unitaire inclut tous les frais de transport aérien à l'intérieur du pays, quel que soit l'aéroport d'arrivée des dépêches, **moins les frais de transport correspondants par voie de surface**. Il est calculé sur la base des taux effectivement payés pour le

**transport du courrier à l'intérieur du pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau intérieur. La distance moyenne pondérée est calculée par le Bureau international en fonction du poids brut de toutes les dépêches-avion arrivant au pays de destination, y compris le courrier qui n'est pas réacheminé par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.**

4. Les frais dus au titre du transport aérien, entre deux aéroports d'un même pays, des dépêches-avion en transit peuvent également être fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix est calculé sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien du courrier à l'intérieur du pays de transit, sans pouvoir dépasser le taux maximal prévu au paragraphe 1 et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau aérien intérieur du pays de transit. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches-avion transitant par le pays intermédiaire.

5. Le montant des frais visés aux paragraphes 3 et 4 ne peut dépasser dans l'ensemble ceux qui doivent être effectivement payés pour le transport.

6. Les prix pour le transport aérien international et intérieur, obtenus en multipliant le taux de base effectif par la distance et servant à calculer les frais visés aux paragraphes 2, 3 et 4, sont arrondis au décime supérieur lorsque le nombre formé par le chiffre des centièmes et celui des millièmes est égal ou supérieur à 50; ils sont arrondis au décime inférieur dans le cas contraire.

#### **Article 86**

**Calcul et décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert**

1. Les frais de transport aérien relatifs aux correspondances-avion en transit à découvert sont calculés, en principe, comme il est indiqué à l'article 85, paragraphe 2, mais d'après le poids net de ces correspondances. Ils sont fixés sur la base d'un certain nombre de tarifs moyens ne pouvant dépasser 10 et dont chacun, relatif à un groupe de pays de destination, est déterminé en fonction du tonnage du courrier débarqué aux diverses destinations de ce groupe. Le montant de ces frais, qui ne peut dépasser ceux qui doivent être payés pour le transport, est majoré de 5 pour cent.

2. Le décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert a lieu, en principe, d'après les données de relevés statistiques établis **annuellement, conformément aux dispositions de l'article 214, paragraphe 1.**

3. Le décompte s'effectue sur la base du poids réel lorsqu'il s'agit de correspondances mal acheminées, déposées à bord des navires ou transmises à des fréquences irrégulières ou en quantités trop variables. Toutefois, ce décompte n'est établi que si l'Administration intermédiaire demande à être rémunérée pour le transport de ces correspondances.

#### **Article 87**

**Modifications des taux des frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination et des correspondances-avion en transit à découvert**

Les modifications apportées aux taux des frais de transport aérien visés aux articles 85, paragraphe 3, et 86, doivent:

- a) entrer en vigueur exclusivement le 1er janvier;
- b) être notifiées, au moins trois mois à l'avance, au Bureau international qui les communique à toutes les Administrations au moins deux mois avant la date fixée à la lettre a).

**Article 88**

## Paiement des frais de transport aérien

1. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont, sauf les exceptions prévues aux paragraphes 2 et 4, payables à l'Administration du pays dont relève le service aérien emprunté.
2. Par dérogation au paragraphe 1:
  - a) les frais de transport peuvent être payés à l'Administration du pays où se trouve l'aéroport dans lequel les dépêches-avion ont été prises en charge par l'entreprise de transport aérien, sous réserve d'un accord entre cette Administration et celle du pays dont relève le service aérien intéressé;
  - b) l'Administration qui remet des dépêches-avion à une entreprise de transport aérien peut régler directement à cette entreprise les frais de transport pour une partie ou la totalité du **parcours**.
3. Les frais relatifs au transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert sont payés à l'Administration qui assure le réacheminement de ces correspondances.
4. A moins que d'autres dispositions n'aient été prises, les frais de transport des correspondances-avion transbordées directement entre deux compagnies aériennes différentes conformément à l'article 83, paragraphe 4, sont réglés par l'Administration d'origine soit directement au premier transporteur qui est alors chargé de rémunérer le transporteur suivant, soit directement à chaque transporteur intervenant dans le transbordement.

**Article 89**

## Frais de transport aérien des dépêches ou des sacs déviés ou mal acheminés

1. L'Administration d'origine d'une dépêche déviée en cours de route doit payer les frais de transport de cette dépêche relatifs aux parcours réellement suivis.
2. Elle règle les frais de transport jusqu'à l'aéroport de déchargement initialement prévu sur le bordereau de livraison lorsque:
  - la voie d'acheminement réelle n'est pas connue;
  - les frais pour les parcours réellement suivis n'ont pas encore été réclamés;
  - la déviation est imputable à la compagnie aérienne ayant assuré le transport.
3. Les frais supplémentaires résultant des parcours réellement suivis par la dépêche déviée sont remboursés dans les conditions suivantes:
  - a) par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement;
  - b) par l'Administration qui a perçu les frais de transport versés à la compagnie aérienne ayant effectué le débarquement en un lieu autre que celui qui est indiqué sur le bordereau de livraison AV 7.
4. Les paragraphes 1 à 3 sont applicables par analogie, lorsqu'une partie seulement d'une dépêche est débarquée à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau AV 7.
5. L'Administration d'origine d'une dépêche ou d'un sac mal acheminé par suite d'une erreur d'étiquetage doit payer les frais de transport relatifs à tout le parcours aérien, conformément à l'article 84, paragraphe 1, lettre a).

**Article 90**

## Frais de transport aérien du courrier perdu ou détruit

En cas de perte ou de destruction du courrier par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration

d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien du courrier perdu ou détruit.

## Titre II

### Courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.)

#### Article 91

Echange par la voie aérienne des dépêches de surface

1. Les Administrations ont la faculté d'expédier par avion, avec priorité réduite, les dépêches de courrier de surface, sous réserve de l'accord des Administrations qui reçoivent ces dépêches dans les aéroports de leur pays.
2. Lorsque les dépêches-surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par avion par les soins d'une autre Administration, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.
3. Les dépêches-surface transportées par avion peuvent être transbordées directement entre deux compagnies aériennes différentes dans les conditions prévues à l'article 83, paragraphe 4.

## Quatrième partie

### Service EMS

#### Article 92

Service EMS

1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.
2. Ce service est, dans la mesure du possible, identifié par un logotype du modèle ci-après composé des éléments suivants:
  - une aile orange;
  - des lettres EMS en bleu;
  - trois bandes horizontales orange.Le logotype peut être complété par le nom du service national.



3. Les taxes du service sont fixées par l'Administration d'origine compte tenu des coûts et des exigences du marché.

## Cinquième partie

### Dispositions finales

#### Article 93

Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution<sup>1</sup>

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

**2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution de la Convention qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif.**

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention doivent réunir:

- a) l'unanimité des suffrages s'il s'agit de modifications aux articles premier à 18 (première partie), 19 à 25, 26, paragraphe 1, lettres h), p), q), r) et s), 29, 32, 41, paragraphes 2, 3, 5 et 6, 48 à 55, 57 à 81 (deuxième partie), 93 et 94 (cinquième partie) de la Convention, à tous les articles de son Protocole final;
- b) les deux tiers des suffrages s'il s'agit de modifications de fond à des dispositions autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
- c) la majorité des suffrages s'il s'agit:
  - 1° de modifications d'ordre rédactionnel aux dispositions de la Convention autres que celles qui sont mentionnées sous lettre a);
  - 2° de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Protocole final.

#### Article 94

Mise à exécution et durée de la Convention

La présente Convention sera mise à exécution le 1er janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

## SIGNATURES

[Les mêmes que pour le Quatrième Protocole additionnel; voir p. 26 du présent volume.]

<sup>1</sup> UPU. Documents du Congrès de Washington, 1989; Tome III, deuxième volume (Berne 1990, Bureau international de l'Union postale universelle).

## Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

### Article I

#### Appartenance des envois postaux

1. L'article 5 ne s'applique pas à l'Australie, à Bahraïn, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au **Brunel Darussalam**, au Canada, à la Dominique, à l'Égypte, aux Fidji, à la Gambie, au Ghana, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à **Kiribati**, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie - Nouvelle-Guinée, à **Saint-Christophe-et-Nevis**, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au **Samoa occidental**, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu, au Yémen (Rép. arabe), à la Zambie et au Zimbabwe.
2. Cet article ne s'applique pas non plus au Danemark, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

### Article II

#### Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article 18, les Administrations postales de Saint-Vincent-et-Grenadines et de la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes spéciales visées à l'article 18 et qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.
2. Par dérogation à l'article 18, les Administrations de l'Allemagne, Rép. féd. d', de l'Amérique (États-Unis), du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Japon ont la faculté de percevoir les taxes spéciales énumérées à l'article 26, paragraphe 1, et la taxe de remboursement qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.
3. Par dérogation aux articles 18 et 20 de la Convention et à l'article 131, paragraphe 2, du Règlement d'exécution, les Administrations postales de Biélorussie, de l'Inde, de l'Indonésic, du Liban, du Népal, de l'Ukraine, de l'Union des républiques socialistes soviétiques, du Yémen (Rép. arabe) et du Zimbabwe n'admettent les enregistrements sonores comme des cécogrammes que s'ils sont expédiés par, ou adressés à, un institut pour aveugles officiellement reconnu.

### Article III

#### Équivalents et taxes spéciales. Limites maximales

A titre exceptionnel, les Pays-membres sont autorisés à dépasser les limites supérieures des taxes spéciales indiquées à l'article 26, paragraphe 1, qu'elles soient appliquées ou non dans le régime intérieur, si cela est nécessaire pour mettre ces taxes en rapport avec les coûts d'exploitation de leurs services. Les Pays-membres désireux d'appliquer cette disposition doivent en informer le Bureau international dès que possible.

**Article IV****Once et livre avoirdupois**

Par dérogation à l'article 20, paragraphe 1, tableau, les Pays-membres qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux échelons de poids prévus à l'article 20, paragraphe 1, les équivalents suivants:

Jusqu'à	20 g	1 oz:
Jusqu'à	50 g	2 oz:
Jusqu'à	100 g	4 oz:
Jusqu'à	250 g	8 oz:
Jusqu'à	500 g	1 lb:
Jusqu'à	1000 g	2 lb:
par	1000 g en sus	2 lb.

**Article V****Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe**

1. Les Administrations de l'Amérique (Etats-Unis), du Canada, du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie (Rép. unie) ne sont pas tenues de décourager l'emploi d'enveloppes dont le format dépasse les dimensions recommandées, lorsque ces enveloppes sont largement utilisées dans leur pays.
2. L'Administration de l'Inde n'est pas tenue de décourager l'emploi d'enveloppes dont le format est supérieur ou inférieur aux dimensions recommandées, lorsque ces enveloppes sont largement utilisées dans son pays.

**Article VI****Petits paquets**

1. L'obligation de participer à l'échange des petits paquets dépassant le poids de 500 grammes ne s'applique pas aux Administrations de l'Australie, de Cuba, de Myanmar et de la Papouasie - Nouvelle-Guinée, qui sont dans l'impossibilité d'assurer cet échange.
2. L'obligation de participer à l'échange des petits paquets dépassant le poids de 1 kilogramme ne s'applique pas à l'Administration de l'Italie, qui est dans l'impossibilité d'assurer cet échange.

**Article VII****Envois admis à tort**

Par dérogation à l'article 24, paragraphe 1, l'Administration postale brésilienne est autorisée à traiter les envois reçus en désaccord avec les articles 19 et 20 selon les dispositions de sa législation interne.

**Article VIII****Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres**

L'Administration postale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute Administration postale qui, en vertu de l'article 25, paragraphe 4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par l'Administration postale du Royaume-Uni.

**Article IX**

Coupons-réponse internationaux émis avant le 1er janvier 1975

A partir du 1er janvier 1979, les coupons-réponse internationaux émis avant le 1er janvier 1975 ne donnent pas lieu à un règlement entre Administrations, sauf entente spéciale.

**Article X**

Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. L'article 38 ne s'applique pas aux Bahamas, à Bahrain, à la Barbade, au **Belize**, au Botswana, au **Brunel Darussalam**, au Canada, à la Dominique, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à **l'Iraq**, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à **Kiribati**, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à **Myanmar**, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie - Nouvelle-Guinée, à la Rép. pop. dém. de Corée, à **Saint-Christophe-et-Nevis**, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au **Samoa occidental**, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Tchécoslovaquie, à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse d'envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

2. L'article 38 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

**Article XI**

Taxes spéciales

En lieu et place de la taxe de recommandation prévue à l'article 54, paragraphe 1, lettre b), les Pays-membres ont la faculté d'appliquer, pour les lettres avec valeur déclarée, la taxe correspondante de leur service intérieur ou, exceptionnellement, une taxe de 3,27 DTS au maximum.

**Article XII**

Interdictions

1. Les Administrations postales de l'Afghanistan, de **l'Angola**, de Cuba, de **Djibouti**, du Mexique et du Pakistan ne sont pas tenues d'observer les dispositions prévues dans la deuxième phrase de l'article 41, paragraphe 8, selon laquelle « Cette information doit indiquer d'une manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à la saisie. »

2. Les délégations de l'Afghanistan, de **l'Angola**, de la Biélorussie, de la Bulgarie (Rép. pop.), de Cuba, de **Djibouti**, de la Pologne (Rép. pop.), de la Rép. pop. dém. de Corée, du Soudan, de l'Ukraine, de l'Union des républiques socialistes soviétiques et du Yémen (Rép. dém. pop.) réservent, aux Administrations postales de leurs pays, le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un envoi postal que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon la législation intérieure.

3. **A titre exceptionnel, l'Administration postale du Liban n'accepte pas les lettres recommandées qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elle n'est pas tenue par les dispositions de l'article 60, paragraphe 1, de la Convention d'une façon rigoureuse en ce qui concerne sa responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.**



4. A titre exceptionnel, les Administrations postales de la Bolivie, de la République populaire de Chine, de l'Iraq et du Népal n'acceptent pas les lettres recommandées contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

#### Article XIII

Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article 41, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh, El Salvador.

2. Par référence à l'article 41, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane Afghanistan, Albanie, Arabie saoudite, Biélorussie, Brésil, Bulgarie (Rép. pop.), Centrafrique, Chili, Colombie, El Salvador, Ethiopie, Italie, Kampuchea dém., Népal, Panama (Rép.), Pérou, Rép. dém. allemande, Rép. pop. dém. de Corée, Saint-Marin, Ukraine, Union des républiques socialistes soviétiques, Vénézuéla.

3. Par référence à l'article 41, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, **Burkina Faso**, Côte d'Ivoire (Rép.), **Djibouti**, Mali, Mauritanie, Niger, Oman, Sénégal, Yémen (Rép. arabe).

4. Nonobstant les paragraphes 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

5. Par référence à l'article 41, l'Administration postale du Népal n'accepte pas les lettres recommandées ou avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

#### Article XIV

Etendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales du Bangladesh, de la Belgique, du Bénin, **du Burkina Faso, du Chili, de la Colombie**, de la Côte d'Ivoire (Rép.), **de Djibouti**, de l'Inde, du Liban, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Mexique, du Népal, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Turquie sont autorisées à ne pas appliquer l'article 57, en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie partielle.

2. L'Administration postale du Brésil est autorisée à ne pas appliquer les articles 57 et 60, en ce qui concerne la responsabilité en cas d'avarie. En outre, les articles 57 et 60 ne seront pas appliqués en cas de spoliation des envois déposés en désaccord avec ce qui est indiqué à l'article XIII, paragraphe 2, du présent Protocole final.

3. Par dérogation à l'article 57, paragraphe 1, l'Administration postale de la République populaire de Chine ne répond que de la perte et de la spoliation totale ou de l'avarie totale du contenu des envois recommandés.

#### Article XV

Non-responsabilité des Administrations postales. Envois recommandés

Les Administrations postales de la Bolivie, de l'Indonésie et du Mexique ne sont pas tenues d'observer l'article 60, paragraphe 1, de la Convention, pour ce qui concerne le maintien de leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie totale.

## Article XVI

## Paiement de l'indemnité

1. Les Administrations postales du Bangladesh, **de la Bolivie**, du Gabon, **de la Guinée, de l'Iraq**, du Mexique, du Népal et du Nigéria ne sont pas tenues d'observer l'article 66, paragraphe 4, de la Convention, pour ce qui est de donner une solution définitive dans un délai de trois mois ou de porter à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, qu'un envoi postal a été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu, ou a été saisi en vertu de sa législation intérieure.

2. Les Administrations postales **de Djibouti**, du Gabon, **de la Guinée, de l'Iraq**, du Liban, de Madagascar **et de la Mauritanie** ne sont pas tenues d'observer l'article 66, paragraphe 4, de la Convention, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de trois mois. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour leur compte, par une autre Administration à l'expiration du délai précité.

## Article XVII

## Frais spéciaux de transit par le Transsibérien et le lac Nasser

1. L'Administration postale de l'Union des républiques socialistes soviétiques est autorisée à percevoir un supplément de 0,65 DTS en plus des frais de transit mentionnés à l'article 72, paragraphe 1, 1° Parcours territoriaux, pour chaque kilogramme d'envois de la poste aux lettres transporté en transit par le Transsibérien.

2. Les Administrations postales de la République arabe d'Egypte et de la République du Soudan sont autorisées à percevoir un supplément de 0,16 DTS sur les frais de transit mentionnés à l'article 72, paragraphe 1, pour chaque sac de la poste aux lettres en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).

## Article XVIII

## Conditions spéciales de transit pour le Panama (Rép.)

L'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir un supplément de 0,98 DTS sur les frais de transit mentionnés à l'article 72, paragraphe 1, pour chaque sac de la poste aux lettres en transit par l'isthme de Panama entre les ports de Balboa dans l'océan Pacifique et de Cristobal dans l'océan Atlantique.

## Article XIX

## Conditions spéciales de transit pour l'Afghanistan

Par dérogation à l'article 72, paragraphe 1, l'Administration postale de l'Afghanistan est autorisée provisoirement, en raison des difficultés particulières qu'elle rencontre en matière de moyens de transport et de communication, à effectuer le transit des dépêches closes et des correspondances à découvert à travers son pays, à des conditions spécialement convenues entre elle et les Administrations postales intéressées.

## Article XX

## Frais d'entrepôt spéciaux à Panama

A titre exceptionnel, l'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir une taxe de 0,65 DTS par sac pour toutes les dépêches entreposées ou transbordées dans le port de Balboa ou de Cristobal, pourvu que cette Administration ne reçoive aucune rémunération au titre du transit territorial ou maritime pour ces dépêches.

**Article XXI****Services extraordinaires**

Sont seuls considérés comme services extraordinaires donnant lieu à la perception de frais de transit spéciaux les services automobiles Syrie-Iraq.

**Article XXII****Acheminement obligatoire indiqué par le pays d'origine**

Les Administrations postales de la Biélorussie, de la **Bolivie**, de l'Ukraine et de l'Union des républiques socialistes soviétiques ne reconnaîtront que les frais du transport effectué en conformité de la disposition concernant la ligne indiquée sur les étiquettes des sacs (AV 8) de la dépêche-avion et sur les bordereaux de livraison AV 7.

**Article XXIII****Acheminement des dépêches-avion closes**

Eu égard à l'article **XXII**, les Administrations postales de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Sénégal et de la Thaïlande n'assureront l'acheminement des dépêches-avion closes que dans les conditions prévues à l'article **83**, paragraphe 3.

**Article XXIV****Imprimés. Annotations et annexes autorisées**

Par dérogation à l'article 129, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de la Convention, en l'absence d'un accord bilatéral, les Administrations postales du Canada et des Etats-Unis d'Amérique n'accepteront pas comme annexes à des expéditions d'imprimés des cartes, enveloppes ou emballages comportant l'adresse de l'expéditeur ou de son mandataire dans le pays de destination de l'envoi d'origine.

**Article XXV****Imprimés. Annexes autorisées**

Par dérogation à l'article 129, paragraphe 5, du Règlement d'exécution de la Convention, les Administrations postales de la France et de l'Iraq n'accepteront pas, sauf accord bilatéral, que soient annexés à des imprimés déposés en nombre des cartes, enveloppes ou emballages comportant une adresse d'expéditeur ne se situant pas dans le pays d'origine des envois.

**Article XXVI****Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire**

Par dérogation à l'article 166 du Règlement d'exécution de la Convention, les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis) et du Canada sont autorisées à ne pas accepter les sacs spéciaux recommandés d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire et à ne pas assurer le service réservé aux envois recommandés aux sacs de l'espèce en provenance d'autres pays.

**Article XXVII****Sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire. Poids minimal**

Par dérogation à l'article 20, paragraphes 1 et 10, de la Convention, les Administrations postales de l'Australie, du Brésil, des Etats-Unis d'Amérique et de la France n'accepteront pas, sauf accord bilatéral, de recevoir des sacs spéciaux d'imprimés à l'adresse d'un même destinataire, d'un poids inférieur à 5 kg.

**Article XXVIII****Paiement des frais de transport aérien**

Par dérogation à l'article 88, paragraphe 2, lettre b), les Administrations postales du Brésil, de la Rép. dém. allemande et de la Tchécoslovaquie se réservent le droit de donner leur accord au paiement des frais de transport aérien payables au service aérien de leur pays.

**Article XXX****Frais de transport aérien intérieur**

Par dérogation à l'article 84, paragraphe 4, les Administrations postales de la Dominique (Rép.), d'El Salvador, du Guatemala, de la Papouasie - Nouvelle-Guinée et de Vanuatu se réservent le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

**SIGNATURES**

*[Les mêmes que pour le Quatrième Protocole additionnel; voir p. 26 du présent volume.]*

[TRANSLATION<sup>1</sup> — TRADUCTION<sup>2</sup>]

## Universal Postal Convention

### Contents

#### Part I

#### Rules applicable in common throughout the international postal service

#### Chapter I

#### General provisions

##### Art

- 1 Freedom of transit
- 2 Failure to give freedom of transit
- 3 Land transit without the participation of the services of the country crossed
- 4 Temporary suspension and resumption of services
- 5 Ownership of postal items
- 6 Creation of new service
- 7 **Use of bar codes and unique identification system for items, receptacles and related documents**
- 8 Charges
- 9 Monetary standard. Equivalents
- 10 Postage stamps
- 11 Forms
- 12 Postal identity cards
- 13 Settlement of accounts
- 14 Undertakings regarding penal measures

#### Chapter II

#### Exemption from postal charges

- 15 Exemption from postal charges
- 16 Exemption from postal charges on letter-post items relating to the postal service
- 17 Exemption from postal charges of items which concern prisoners of war and civilian internees
- 18 Exemption of literature for the blind from postal charges

<sup>1</sup> Translation supplied by the International Bureau of the Universal Postal Union.

<sup>2</sup> Traduction fournie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

## Part II

### Provisions concerning the letter post

#### Chapter I

##### General provisions

- 19 Letter-post items
- 20 Postage charges and limits of weight and size. General conditions
- 21 **Rate-fixing based on method of conveyance and/or speed**
- 22 Standardized items
- 23 Perishable biological substances. Radioactive materials
- 24 Items wrongly admitted
- 25 Posting abroad of letter-post items
- 26 Special charges
- 27 Charge on items posted after the latest time for posting. Charge on items posted outside normal counter opening hours. Charge for collection at the sender's address. Charge for withdrawal outside normal counter opening hours. Poste restante charge. Charge for delivery of small packets
- 28 Storage charge
- 29 Payment of postage
- 30 Methods of denoting prepayment
- 31 Prepayment of letter-post items on board ship
- 32 Charge on unpaid or underpaid correspondence
- 33 **international business reply service**
- 34 international reply coupons
- 35 Express items
- 36 **Quality of service targets**
- 37 **Priority treatment of airmail correspondence and priority items**
- 33 Withdrawal from the post. Alteration or correction of address at the sender's request
- 39 Redirection
- 40 Undeliverable items. Return to country of origin or to sender
- 41 Prohibitions
- 42 Customs control
- 43 Presentation-to-customs charge
- 44 Customs duty and other fees
- 45 Items for delivery free of charges and fees
- 46 Cancellation of customs duty and other fees
- 47 Inquiries

#### Chapter II

##### Registered items, **recorded delivery items** and insured letters

- 46 Admission of registered items
- 49 **Admission of recorded delivery items**
- 50 Charges on registered items
- 51 **Charges on recorded delivery items**
- 52 Admission of insured letters
- 53 Insured letters. Insured value
- 54 Charges on insured letters
- 55 Advice of delivery
- 56 Delivery to the addressee in person

## Chapter III

### Liability

- 57 Principle and extent of liability of postal administrations. Registered items
- 58 **Principle and extent of liability of postal administrations. Recorded delivery items**
- 58 Principle and extent of liability of postal administrations. Insured letters
- 60 Non-liability of postal administrations. Registered items and recorded delivery items
- 61 Non-liability of postal administrations. Insured letters
- 62 Sender's liability
- 63 Determination of liability between postal administrations. Registered items
- 64 Determination of liability between postal administrations. Insured letters
- 65 Determination of liability between postal administrations and air carriers. Insured letters
- 66 Payment of indemnity. **Registered items and insured letters**
- 67 **Refund of charges. Recorded delivery items**
- 63 Reimbursing the administration which paid the indemnity
- 60 Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

## Chapter IV

### Allocation of charges. Transit charges and terminal dues

- 70 Allocation of charges
- 71 Transit charges
- 72 Transit charge scales
- 73 Terminal dues
- 74 **Terminal dues for priority items, non-priority items and combined items**
- 75 Exemption from transit charges and terminal dues
- 76 Extraordinary services. **Multimodal transport**
- 77 **Accounting for transit charges**
- 76 **Accounting for terminal dues**
- 70 Payment of transit charges
- 60 Transit charges for diverted or missent mails
- 81 Exchange of closed mails with military units placed at the disposal of the United Nations and with warships or military aircraft

## Part III

### Air conveyance of letter-post items

#### Section I

#### Airmail correspondence

#### Chapter I

#### General provisions

- 82 **Airmails**
- 83 Routing of airmail correspondence and airmails in transit

## Chapter II

### Air conveyance dues

- 84** General principles
- 85** Basic rates and calculation of air conveyance dues relating to closed mails
- 86** Calculation of and accounting for air conveyance dues for airmail correspondence in transit à découvert
- 87** Amendments to dues for air conveyance in the interior of the country of destination and for airmail correspondence in transit à découvert
- 88** Payment of air conveyance dues
- 89** Air conveyance dues for diverted or misssent mails or bags
- 90** Air conveyance dues for mail lost or destroyed

## Section II

### Surface airlifted (S.A.L.) mail

- 91** Exchange of surface airlifted (S.A.L.) mail

## Part IV

### EMS

- 92** EMS

## Part V

### Final provisions

- 93** Conditions for approval of proposals concerning the Convention and its Detailed Regulations
- 94** Entry into force and duration of the Convention



## Final Protocol to the Universal Postal Convention

Art	
I	Ownership of postal items
II	Exception to the exemption of literature for the blind from postal charges
III	Equivalents and special charges. Maximum limits
IV	Ounce and pound avoirdupois
V	Exception concerning the dimensions of items in envelopes
VI	Small packets
VII	<b>Items wrongly admitted</b>
VIII	Posting abroad of letter-post items
IX	International reply coupons issued before 1 January 1975
X	Withdrawal from the post. Alteration or correction of address
XI	Special charges
XII	Prohibitions
XIII	Articles subject to customs duty
XIV	Extent of liability of postal administrations
XV	Non-liability of postal administrations. Registered items
XVI	Payment of indemnity
XVII	Special transit charges for conveyance in transit by the Trans-Siberian and via Lake Nasser
XVIII	Special transit conditions for Panama (Rep)
XIX	Special transit conditions for Afghanistan
XX	Special storage charges at Panama
XXI	Extraordinary services
XXII	Compulsory routing indicated by the country of origin
XXIII	Routing of closed airmails
XXIV	<b>Printed papers. Authorized annotations and enclosures</b>
XXV	<b>Printed papers. Authorized enclosures</b>
XXVI	Transmission of printed papers for a single addressee
XXVII	<b>Special bags of printed papers for a single addressee. Minimum weight</b>
XXVIII	<b>Payment of air conveyance dues</b>
XXIX	<b>Internal air conveyance dues</b>

## Universal Postal Convention<sup>1</sup>

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 3, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964<sup>2</sup> have by common consent and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution drawn up in this Convention the rules applicable in common throughout the international postal service and the provisions concerning the letter-post services.

### Part I

#### Rules applicable in common throughout the international postal service

#### Chapter I

#### General provisions

##### Article 1

##### Freedom of transit

1 Freedom of transit, the principle of which is set forth in article 1 of the Constitution, shall carry with it the obligation for each postal administration to forward always by the quickest routes which it uses for its own items, closed mails and à découvert letter-post items which are passed to it by another administration. This obligation shall also apply to airmail correspondence, whether or not the intermediate postal administrations take part in reforwarding it.

<sup>1</sup> Put into effect\* on 1 January 1991, in accordance with article 94. Definitive signatures had been affixed or instruments of ratification or approval had been deposited with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union as follows:

<i>State</i>	<i>Date of definitive signature (s) or of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Belgium.....	20 December 1990
Benin.....	14 December 1989 s
Denmark.....	14 December 1989 s
Japan.....	27 December 1990 A
Singapore.....	27 December 1990 A
Sweden.....	19 December 1990 A
Thailand.....	20 December 1990 A
United States of America.....	21 December 1990

(For the United States of America and all the territories for whose international relations it is responsible.)

\* The mandatory and optional Acts of the Universal Postal Union generate their effects according to a special scheme. They enter into force at a date decided upon by the Congress of the Universal Postal Union, but, as it appears, most of the member States are not in a position to ratify the Acts before they are put into effect; however, they do apply them. To solve the resulting contradiction, the principle of "tacit ratification" or "tacit approval" was admitted. It is based on the effective implementation of the provisions contained in the new Acts established by the Congress. This ratification or approval does not replace formal ratification or approval. Its purpose is only to insure the continued application of the Acts of the Universal Postal Union.

(Continued on page 247)

2 Member countries which do not participate in the exchange of letters containing perishable biological substances or radioactive substances shall have the option of not admitting these items in transit à découvert through their territory. The same shall apply to the items referred to in article 41, paragraph 9.

(Footnote 1 continued from page 246)

Subsequently, the Convention took effect for the following States on the date of the deposit of their instruments of ratification, or accession or approval with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification, accession (a) or approval (A)</i>
Republic of Korea .....	28 January 1991 A
Holy See .....	8 March 1991
Lebanon .....	19 March 1991
Canada .....	20 March 1991 A
Qatar .....	22 March 1991
Israel .....	4 April 1991 A
Indonesia .....	8 May 1991 A
Jordan .....	24 May 1991
Tunisia .....	3 June 1991
Switzerland .....	6 June 1991
Democratic People's Republic of Korea .....	13 June 1991 a
Liechtenstein .....	26 July 1991
Oman .....	30 August 1991
Saint Kitts and Nevis .....	27 September 1991 a
Saint Vincent and the Grenadines .....	28 October 1991 a
Austria .....	20 November 1991
Bolivia .....	11 December 1991
China .....	17 December 1991 A
Saudi Arabia .....	19 December 1991
Chile* .....	27 December 1991
Papua New Guinea .....	4 March 1992
Burkina Faso .....	10 April 1992
Spain .....	15 June 1992

\* See p. 297 of this volume for the text of the declaration made upon ratification.

Also, notifications of accession to the Convention under article 11 (5) of the Constitution were effected by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union to the following States:

<i>State</i>	<i>Date of the notification of accession</i>
Lithuania .....	10 January 1992
(With effect from 10 January 1992.)	
Estonia .....	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992. The Republic of Estonia stated its desire to benefit from reservations applicable to it heretofore and contained in articles XII, paragraph 2, XIII, paragraph 2, and XXII of the Final Protocol of the Universal Postal Convention concluded at Washington on 14 December 1989.)	
Namibia .....	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992.)	
Latvia .....	17 June 1992
(With effect from 17 June 1992. The Republic of Latvia stated its desire to benefit from the reservation applicable to it heretofore and contained in article XXII of the Final Protocol of the Universal Postal Convention concluded at Washington on 14 December 1989.)	
Croatia .....	20 July 1992
(With effect from 20 July 1992.)	
Kazakhstan .....	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992. The Republic of Kazakhstan stated its desire to benefit from reservations applicable to it heretofore and contained in articles II, paragraph 3, XII, paragraph 2, XIII, paragraph 2, and XXII of the Final Protocol of the Universal Postal Convention concluded at Washington on 14 December 1989.)	
Slovenia .....	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992.)	

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 611, p. 7.

3 Member countries not providing the insured letters service or not accepting liability for insured letters carried by their sea or air services shall nonetheless be bound to forward, by the quickest route, closed mails passed to them by other administrations, but their liability shall be limited to that laid down for registered items.

4 Freedom of transit for postal parcels to be forwarded by land and sea routes shall be limited to the territory of the countries taking part in this service.

5 Freedom of transit for air parcels shall be guaranteed throughout the territory of the Union. Nevertheless, member countries which are not parties to the Postal Parcels Agreement shall not be required to forward air parcels by surface.

6 Member countries which are parties to the Postal Parcels Agreement but which do not provide an insured parcels service or which do not accept liability for insured items carried by their sea or air services, shall nonetheless be bound to forward, by the quickest route, closed mails passed to them by other administrations, but their liability shall be limited to that laid down for uninsured parcels of the same weight.

#### Article 2

##### Failure to give freedom of transit

When a member country fails to observe the provisions of article 1 of the Constitution and of article 1 of the Convention regarding freedom of transit, postal administrations of other member countries may discontinue their postal service with that country. They shall give prior notice of this step to the administrations concerned by telegram **or by any other appropriate means of telecommunication**, and inform the International Bureau of the fact.

#### Article 3

##### Land transit without the participation of the services of the country crossed

The conveyance of mail in transit through a country without the participation of the services of that country shall be subject to the prior authorization of the country crossed. This form of transit shall not involve the liability of the latter country.

#### Article 4

##### Temporary suspension and resumption of services

1 When, owing to exceptional circumstances, a postal administration is obliged temporarily to suspend its services wholly or in part, it shall announce the fact immediately, **by any appropriate means of telecommunication**, to the administration or administrations concerned, indicating, if possible, the probable duration of the suspension of services. It shall do likewise when the suspended services are resumed.

2 The International Bureau must be notified of the suspension or resumption of services if a general announcement is considered necessary. If necessary, the International Bureau shall notify administrations by telegram or telex.

3 The administration of origin shall have the option of refunding the postage charges (article 20), special charges (article 26) and air surcharges (article 21) to the sender if, owing to the suspension of services, the benefit accruing from conveyance of the item in question was obtained only in part or not at all.

#### Article 5

##### Ownership of postal items

A postal item shall remain the property of the sender until it is delivered to the rightful owner, except when the item has been seized in pursuance of the legislation of the country of destination.

**Article 6**

## Creation of new service

Administrations may by mutual consent create a new service not expressly provided for in the **Acts of the Union**. Charges for a new service shall be laid down by **each** administration concerned, having regard to the expenses of operating the service.

**Article 7****Use of bar codes and unique identification system for items, receptacles and related documents**

**1 Administrations may use computer-generated bar codes and a unique identification system in the international postal services for purposes such as track/trace systems and other identification applications. The bar codes and the unique identification system may be used in order to identify, for example:**

- individual items;
- mail receptacles (mailbags, containers, letter trays, etc);
- related documents (forms, labels, etc).

**2 Administrations which choose to use bar codes in the international services should comply with the technical specifications laid down by the Consultative Council for Postal Studies. These specifications shall be notified to all administrations by the International Bureau.**

**3 Administrations which do not operate computerized bar-coding systems are not obliged to comply with the specifications laid down by the Consultative Council for Postal Studies.**

**4 Nonetheless, administrations not using a computerized bar-coding system may find it useful to adopt the system of unique identification for items, receptacles and related documents specified by the Consultative Council for Postal Studies. This system may be used by countries operating traditional manual systems for numbering items, receptacles and documents in the international postal services.**

**5 If countries using a manual system choose to use the unique system, they should comply with the specifications laid down by the Consultative Council for Postal Studies.**

**Article 8**

## Charges

**1 The charges for the various international postal services shall be laid down in the Convention and the Agreements.<sup>1</sup>**

**2 No postal charge of any kind may be collected other than those provided for in the Convention and Agreements.**

**Article 9**

## Monetary standard. Equivalents

**1 The monetary unit laid down in article 7 of the Constitution and used in the Convention and the Agreements as well as in their Detailed Regulations shall be the Special Drawing Right (SDR).**

**2 Union member countries shall be entitled to choose, by mutual agreement, another monetary unit or one of their national currencies for preparing and settling accounts.**

---

<sup>1</sup> See p. 299 and following of this volume.

**3** Union member countries whose currency exchange rates in relation to the SDR are not calculated by the IMF or which are not members of that specialized agency shall be requested to declare unilaterally an equivalence between their currencies and the SDR.

#### Article 10

##### Postage stamps

1 Postage stamps for denoting payment of postage shall be issued by postal administrations only.

2 The subjects and designs of postage stamps shall be in keeping with the spirit of the Preamble to the UPU Constitution and of decisions taken by the Union's bodies.

#### Article 11

##### Forms

1 The texts, colours and dimensions of forms shall be prescribed in the Detailed Regulations of the Convention and of the Agreements.

2 Forms for the use of administrations in their relations with one another shall be drawn up in French with or without interlinear translation, unless the administrations concerned arrange otherwise by direct agreement.

3 Forms for the use of postal administrations as well as any copies thereof shall be completed in such a way that the entries are fully legible. The original form shall be sent to the appropriate administration or to the party most concerned.

4 Forms for the use of the public shall bear an interlinear translation in French when they are not printed in that language.

#### Article 12

##### Postal identity cards

1 Each postal administration may issue to persons who apply for them postal identity cards valid as proof of identity for postal transactions effected in member countries which have not announced their refusal to recognize them.

2 The administration which issues a card shall be authorized to collect, on this account, a charge which may not exceed 1.63 SDR.

3 Administrations shall be relieved of all liability when it is established that the delivery of a postal item or the payment of a monetary article was effected on presentation of a genuine card. Moreover, they shall not be liable for consequences arising from the loss, theft or fraudulent use of a genuine card.

4 A card shall be valid for a period of ten years from the date of issue. Nevertheless, it shall cease to be valid:

- a when the appearance of the holder is altered to such an extent that it no longer corresponds to the photograph or to the description;
- b when it is damaged in such a way that it is no longer possible to check a particular entry concerning the holder;
- c when it shows signs of forgery.

**Article 13****Settlement of accounts**

Settlements between postal administrations of international accounts arising from postal traffic may be regarded as current transactions and effected in accordance with the current international obligations of the member countries concerned, when there are agreements to this effect. In the absence of such agreements, accounts shall be settled in accordance with the provisions of the Detailed Regulations.

**Article 14****Undertakings regarding penal measures**

The Governments of member countries shall undertake to adopt, or to propose to the legislatures of their countries, the necessary measures:

- a for punishing the counterfeiting of postage stamps, even if withdrawn from circulation, of international reply coupons and of postal identity cards;
- b for punishing the use or uttering:
  - i of counterfeit postage stamps (even if withdrawn from circulation) or used postage stamps, as well as of counterfeit or used impressions of franking machines or printing presses;
  - ii of counterfeit international reply coupons;
  - iii of counterfeit postal identity cards;
- c for punishing the fraudulent use of genuine postal identity cards;
- d for prohibiting and suppressing all fraudulent operations of manufacturing and uttering adhesive stamps and stamped impressions in use in the postal service, counterfeited or imitated in such a manner that they could be mistaken for the adhesive stamps and stamped impressions issued by the postal administration of a member country;
- e for preventing and, if necessary, for punishing the insertion in postal items of narcotics and psychotropic substances, as well as explosive, flammable or other dangerous substances, where their insertion has not been expressly authorized by the Convention and the Agreements.

**Chapter II****Exemption from postal charges****Article 15****Exemption from postal charges**

Cases of exemption from postal charges shall be expressly laid down by the Convention and the Agreements.

**Article 16****Exemption from postal charges on letter-post items relating to the postal service**

Subject to article 21, paragraph 1, letter-post items relating to the postal service shall be exempt from all postal charges if they are:

- a sent by postal administrations or their offices;
- b exchanged between bodies of the Universal Postal Union and bodies of the Restricted Unions, between the bodies of those Unions or sent by such bodies to postal administrations or their offices.

**Article 17****Exemption from postal charges of items which concern prisoners of war and civilian internees**

1 Subject to article 21, paragraph 1, letter-post items, postal parcels and monetary articles addressed to or sent by prisoners of war, either direct or through the Information Bureaux and the

Central Prisoner-of-War Information Agency provided for in articles 122 and 123 respectively of the Geneva Convention of 12 August 1949 relative to the treatment of prisoners of war,<sup>1</sup> shall be exempt from all postal charges. Belligerents apprehended and interned in a neutral country shall be classed with prisoners of war proper so far as the application of the foregoing provisions is concerned.

2 Paragraph 1 shall apply to letter-post items, postal parcels and monetary articles originating in other countries and addressed to or sent by civilian internees as defined by the Geneva Convention of 12 August 1949 relative to the protection of civilian persons in time of war,<sup>2</sup> either direct or through the Information Bureaux and the Central Information Agency prescribed in articles 136 and 140 respectively of that Convention.

3 The national Information Bureaux and the Central Information Agencies mentioned above shall also enjoy exemption from postal charges in respect of letter-post items, postal parcels and monetary articles which concern the persons referred to in paragraphs 1 and 2, which they send or receive, either direct or as intermediaries, under the conditions laid down in those paragraphs.

4 Parcels shall be admitted free of postage up to a weight of 5 kg. The weight limit shall be increased to 10 kg in the case of parcels the contents of which cannot be split up and of parcels addressed to a camp or the prisoners' representatives there (*"hommes de confiance"*) for distribution to the prisoners.

#### Article 18

Exemption of literature for the blind from postal charges

Subject to article 21, paragraph 1, literature for the blind shall be exempt from postage, the special charges listed in article 26, paragraph 1, and the cash-on-delivery charge.

## Part II

### Provisions concerning the letter post

#### Chapter I

##### General provisions

#### Article 19

Letter-post items

- 1 Letter-post items shall consist of:
  - a letters and postcards together called "LC";
  - b printed papers, literature for the blind and small packets together called "AO".
- 2 Special bags containing newspapers, periodicals, books and other printed papers for the same addressee at the same address shall be called "M bags".
- 3 Letter-post items conveyed by air with priority shall be called "airmail correspondence".
- 4 Surface items conveyed by air with reduced priority shall be called "S.A.L.".
- 5 Based upon the speed of their treatment, letter-post items may be divided into:
  - a priority items, i.e. items conveyed by the quickest route (air or surface) with priority;
  - b non-priority items, i.e. items for which the sender has chosen a lower rate, implying a longer delivery time.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 75, p. 135.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 287.



**6 Administrations of transit and destination shall treat priority items as airmail correspondence; on the basis of bilateral rules, administrations may also give the same treatment to surface LC items when no better service is offered to the sender. Similarly, no distinction shall be made between non-priority items and surface AO items, or surface AO conveyed by air with reduced priority (S.A.L.).**

#### Article 20

Postage charges and limits of weight and size. General conditions

1 The postage charge for the conveyance of letter-post items throughout the entire extent of the Union shall be fixed for guideline purposes in accordance with columns 1, 2 and 3 of the table below. The limits of weight and size shall be fixed in accordance with columns 4 and 5 of the table below. Except in the case provided for in article 27, paragraph 6, they shall cover delivery of the items to the place of address provided that this delivery service is operated in the country of destination for the items in question.

Category	Weight step	Basic charge	Limits of weight	of size
1	2	3	4	5
		SDR		
Letters	up to 20 g	0.37	2 kg	Maxima: length, width and depth combined: 900 mm but the greatest dimension may not exceed 600 mm with a tolerance of 2 mm. In roll form: length plus twice the diameter, 1040 mm, but the greatest dimension may not exceed 900 mm with a tolerance of 2 mm. Minima: to have a surface measuring not less than 90 x 140 mm, with a tolerance of 2 mm. In roll form: length plus twice the diameter, 170 mm but the greatest dimension may not be less than 100 mm.
	above 20 g	0.88		
	up to 100 g	1.76		
	above 100 g	3.38		
	up to 250 g	5.88		
	above 250 g	9.56		
Post-cards		0.26		Maxima: 105 x 148 mm, with a tolerance of 2 mm. Minima: 90 x 140 mm, with a tolerance of 2 mm. Length at least equal to the width multiplied by $\sqrt{2}$ (approximate value 1.4).
Printed papers	up to 20 g	0.18	2 kg (for books and pamphlets: 5 kg; this limit of weight may be raised to 10 kg after agreement between the administrations concerned)	Maxima: length, width and depth combined: 900 mm but the greatest dimension may not exceed 600 mm with a tolerance of 2 mm. In roll form: length plus twice the diameter, 1040 mm, but the greatest dimension may not exceed 900 mm with a tolerance of 2 mm. Minima: to have a surface measuring not less than 90 x 140 mm, with a tolerance of 2 mm. In roll form: length plus twice the diameter: 170 mm but the greatest dimension may not be less than 100 mm.
	above 20 g	0.40		
	up to 100 g	0.74		
	above 100 g	1.32		
	up to 250 g	2.21		
	above 250 g	3.09		
	up to 500 g	1.54		
above 500 g				
up to 1000 g				
above 1000 g				
per additional step of 1000 g				
Literature for the blind	see article 18		7 kg	
Small packets	up to 100 g	0.40	2 kg	
	above 100 g	0.74		
	up to 250 g	1.32		
	above 250 g	2.21		
	up to 500 g	3.09		
	above 500 g			
up to 1000 g				
above 1000 g				
up to 2000 g				
above 2000 g				

**2** The Executive Council shall be authorized to revise and to amend the basic charges in column 3 once between two Congresses. The revised charges shall be based on the median value of the charges fixed by the members of the Union for international items from their countries. They shall come into force on a date fixed by the Executive Council.

**3** Member countries may, exceptionally, modify the weight-step structure shown in paragraph 1, subject to the following conditions:

- a for any category, the minimum weight step shall be that shown in paragraph 1;
- b for any category, the last weight step shall not exceed the maximum weight shown in paragraph 1.

**4** Member countries which have abolished postcards, printed papers and/or small packets as separate categories of letter-post item in their internal service may do the same in respect of mail for abroad.

**5** Each administration may admit aerogrammes, which are airmail letters consisting of a sheet of paper suitably folded and gummed on all sides. However, notwithstanding paragraph 1, the dimensions in that form shall not exceed 110 x 220 mm and the length shall be at least equal to the width multiplied by  $\sqrt{2}$  (approximate value: 1.4).

**6** Notwithstanding paragraphs 1 and 3, a, postal administrations may apply a first weight step of 50 g to printed papers.

**7** The charges adopted within the limits laid down in paragraph 1 shall as far as possible bear the same relation to one another as the basic charges. Exceptionally, and within the limits prescribed in paragraph 1, each postal administration shall be free to apply to the charges for postcards, printed papers or small packets a rate of increase or reduction different from that which it applies to the charges for letters.

**8** Each postal administration may allow, for newspapers and periodicals published in its country, a reduction of not more than 50 percent of the tariff applicable to the letter-post category used for the item, while reserving the right to restrict this reduction to newspapers and periodicals which fulfil the conditions required by internal regulations for transmission at the tariff for newspapers. This reduction shall not extend to commercial printed papers such as catalogues, prospectuses, price lists, etc. no matter how regularly they are issued; the same shall apply to advertisements printed on sheets annexed to newspapers and periodicals, unless they consist of detached advertising inserts to be considered as integral parts of the newspaper or periodical.

**9** Administrations may likewise concede the same reduction for books and pamphlets, for music scores and for maps, provided they contain no publicity matter or advertisement other than that appearing on the cover or the fly leaves.

**10** Newspapers, periodicals, books and other printed papers for the same addressee at the same address may be inserted in one or more special bags (M bags). The charge applicable to such bags shall be calculated by weight steps of 1 kg up to the total weight of each bag. Administrations may allow a reduction for such bags of up to 20 percent of the charge payable for the category of item used. This reduction may be independent of the reduction provided for in paragraphs 8 and 9. M bags shall not be subject to the limits of weight laid down in paragraph 1. However, they shall not exceed the maximum weight of 30 kg per bag.

**11** The administration of origin may, within the limits laid down in paragraph 1, apply to non-standardized items charges different from those applicable to standardized items.

**12** The combining in one item of articles on which different charges are payable shall be authorized on condition that the total weight does not exceed the maximum weight of the category whose weight limit is the highest. The charge applicable on such an item shall, at the option of the originating administration, be that of the category with the highest rate or the sum of the

separate charges applicable to each article in the item. Such items shall bear the endorsement "Envois mixtes" ("Combination mailing").

13 The letter-post items sent on postal service as mentioned in article 16 shall not be subject to the limits of weight and size laid down in paragraph 1. However, they shall not exceed the maximum weight of 30 kg per bag.

14 Administrations may apply to letter-post items posted in their countries the maximum limit of weight laid down for articles of the same kind in their internal service provided that such items do not exceed the limit of weight mentioned in paragraph 1.

15 Postal administrations may allow reduced charges based on their internal legislation for letter-post items posted in their country. They may, for instance, give preferential rates to major users of the Post. Such preferential rates may not, however, be lower than those applied in the internal service to items presenting the same characteristics (category, quantity, handling time, etc).

#### Article 21

##### Rate-fixing based on method of conveyance and/or speed

1 Administrations shall be authorized to collect air surcharges for airmail items and may for that purpose use smaller weight steps than those laid down in article 20, paragraph 1. The surcharges shall be related to the air conveyance dues and shall be uniform for at least the whole of the territory of each country of destination whatever the route used. In calculating the air surcharge for an airmail item, administrations shall be authorized to take into account the weight of any forms used by the public which may be attached to the item. With the exception of those originating from the bodies of the Universal Postal Union and from the Restricted Unions, items on postal service mentioned in article 16 shall be exempt from air surcharge.

2 Administrations shall have the option of collecting lower air surcharges for S.A.L. mail than they collect for airmail correspondence.

3 Administrations which so prefer may fix combined charges for the prepayment of airmail correspondence and S.A.L. mail, taking into account:

- a the cost of the postal services rendered by them;
- b the cost of the air conveyance.

4 Administrations shall, within the limits of article 20, paragraph 1, be authorized to collect different charges for priority than for non-priority items. The air conveyance dues may be taken into account.

5 The reductions in charges pursuant to article 20, paragraphs 8, 9 and 10, shall also apply to items conveyed by air, but no reduction shall be granted on the portion of the charge intended to cover the costs of such conveyance.

#### Article 22

##### Standardized items

1 In connection with the provisions of article 20, paragraph 1, rectangular items shall be considered standardized if their length is not less than their width multiplied by  $\sqrt{2}$  (approximate value 1.4) and if they satisfy, according to their presentation, the following conditions:

a for items in envelopes:

- i Items in ordinary envelopes:
  - minimum dimensions: 90 x 140 mm, with a tolerance of 2 mm;
  - maximum dimensions: 120 x 235 mm, with a tolerance of 2 mm;
  - maximum weight: 20 g;
  - maximum thickness: 5 mm;

in addition, the address shall be written on the envelope on the plain side which is not provided with a closing flap and in a rectangular area situated at least:

40 mm from the top edge of the envelope (tolerance 2 mm);

15 mm from the right-hand edge;

15 mm from the bottom edge;

and not more than 140 mm from the right-hand edge;

- 11 items in envelopes with transparent panels: dimensions, weight and thickness of items in ordinary envelopes; in addition to the general conditions of admission set out in article 124 of the Detailed Regulations, such items shall satisfy the following conditions:

the transparent panel for the address of the addressee shall be at least:

40 mm from the top edge of the envelope (tolerance 2 mm);

15 mm from the right-hand edge;

15 mm from the left-hand edge;

15 mm from the bottom edge;

the panel may not be bordered by a coloured band or frame;

- 111 all items in envelopes:

the sender's address, when it appears on the front, shall be placed in the top left-hand corner; this position shall also be assigned to service indications or labels, if any, which may be located beneath the sender's address; **service indications may also be placed just above the addressee's address when window envelopes are used**; the items shall be closed by completely sticking down the sealing flap of the envelope;

- b for items in card form:

**items in card form up to 120 x 235 mm in size may be accepted as standardized items provided they are made of cardboard heavy enough to be sufficiently stiff to withstand processing without difficulty;**

- c for items mentioned in a and b:

on the address side on which the address shall be written in the direction of the length a rectangular area 40 mm (- 2 mm) in depth from the upper edge and 74 mm in width from the right-hand edge shall be reserved for affixing the postage stamp or stamps and the cancellation impression. Inside this area the postage stamps or franking impression shall be applied in the top right-hand corner.

No wording or extraneous matter whatsoever may appear:

- below the address;
- to the right of the address, from the franking and cancelling area to the bottom edge of the item;
- to the left of the address, in an area at least 15 mm wide and running from the first line of the address to the bottom edge of the item;
- in an area 15 mm high starting from the bottom edge of the item and 140 mm long starting from the right-hand edge of the item. This area may be partly identical with those defined above.

**2 Administrations which admit items in envelopes whose width does not exceed 162 mm, with a tolerance of 2 mm, as standardized items in their domestic service may also admit such items as standardized items in the international service.**

**3** The following items shall not be considered standardized:

- folded cards;
- items closed by means of staples, metal eyelets or hook fastenings;
- punched cards sent unenclosed (without an envelope);
- items whose envelopes are made of material which has fundamentally different physical properties from paper (except from the material used for making the panel of window envelopes);
- items containing articles causing protrusions;
- folded letters sent unenclosed (without an envelope) which are not closed on all sides and which are not rigid enough for mechanical processing.

**Article 23**

## Perishable biological substances. Radioactive materials

1 Perishable biological substances and radioactive materials made up and packed in accordance with the respective provisions of the Detailed Regulations shall be subject to the tariff for letters and to registration. Their admission shall be restricted to those member countries whose postal administrations have declared their willingness to admit such items, whether reciprocally or in one direction only. Such substances shall be forwarded by the quickest route, normally by air, subject to payment of the corresponding air surcharges.

2 Furthermore, perishable biological substances may be exchanged only between officially recognized qualified laboratories, while radioactive materials may be posted only by duly authorized senders.

**Article 24**

## Items wrongly admitted

1 Except as otherwise provided in the Convention and its Detailed Regulations, items not fulfilling the conditions laid down in articles 20 and 23 and the Detailed Regulations shall not be admitted. Such items which have been wrongly admitted shall be returned to the administration of origin. Nevertheless, the administration of destination shall be authorized to deliver them to the addressees. In that event it shall collect on them, as necessary, the charges prescribed for the category of the letter post to which they belong by reason of their method of closure, contents, weight or size. If, in addition, the weight of the items exceeds the maximum limits laid down in article 20, paragraph 1, the administration of destination may charge for them according to their actual weight by applying a supplementary charge equal to the charge for an item in the international service of the same category and of the weight corresponding to the excess noted.

2 Paragraph 1 shall apply by analogy to items coming within the provisions of article 41, paragraphs 2 and 3.

3 Items containing the other articles prohibited by article 41 which have been wrongly admitted to the Post shall be dealt with according to the provisions of that article.

**Article 25**

## Posting abroad of letter-post items

1 A member country shall not be bound to forward or deliver to the addressee letter-post items which senders resident in its territory post or cause to be posted in a foreign country with the object of profiting by the lower charges in force there. The same shall apply to such items posted in large quantities, whether or not such postings are made with a view to benefiting from lower charges.

2 Paragraph 1 shall be applied without distinction both to correspondence made up in the country where the sender resides and then carried across the frontier and to correspondence made up in a foreign country.

3 The administration concerned may either return its items to origin or charge postage on the items at its internal rates. If the sender refuses to pay the postage, the items may be disposed of in accordance with the internal legislation of the administration concerned.

4 A member country shall not be bound to accept, forward or deliver to the addressees letter-post items which senders post or cause to be posted in large quantities in a country other than the

country where they reside. The administration concerned may send back such items to origin or return them to the senders without repaying the prepaid charge.

## Article 26

### Special charges

1 The charges prescribed in the Convention which are collected in addition to the postage charges mentioned in article 20 shall be known as "special charges". Their amount shall be fixed in accordance with the indications in the table below:

Description of charge	Amount	Observations
1	2	3
a Charge on items posted after the latest time for posting (article 27, paragraph 1)	Same charge as in internal service	
b Charge on items posted outside normal counter opening hours (article 27, paragraph 2)	Same charge as in internal service	
c Charge for collection at the sender's address (article 27, paragraph 3)	Same charge as in internal service	
d Charge for withdrawal outside normal counter opening hours (article 27, paragraph 4)	Same charge as in internal service	
e Poste restante charge (article 27, paragraph 5)	Same charge as in internal service	
f Charge for delivery to the addressee of a small packet exceeding 500 g (article 27, paragraph 6)	0.20 SDR at most	This charge may be increased by 0.10 SDR at most when the item is delivered to the place of address
g Storage charge (article 28)	Charge collected at the rate laid down by internal legislation for any letter-post item weighing more than 500 g except literature for the	
h Charge on unpaid or underpaid unregistered items (article 32, paragraphs 1 and 2)	Charge adopted for letters in the first weight step by the country of delivery multiplied by the ratio between the amount of deficient postage and the same charge adopted by the country of origin; to this charge shall be added a handling charge of 0.33 SDR at most or the charge prescribed by internal legislation	The delivering administration may, if it so wishes, collect only the handling charge
i Express charge (article 35, paragraphs 2, 5 and 8)	Charge which may not be less than the amount of postage prepayable on an unregistered single rate letter and not more than 1.63 SDR	For each bag containing the items mentioned in article 20, paragraph 10, administrations shall collect, instead of the charge per item, a bulk charge not exceeding five times the charge per item. When express delivery involves special demands an additional charge may be levied in accordance with the provisions governing items of the same kind in the internal service. If the addressee asks for express delivery, the charge of the internal service may be collected

Description of charge	Amount	Observations
1	2	3
j Charge for a request for withdrawal from the post or alteration or correction of address (article 38, paragraph 2)	1.31 SDR at most	
k Charge for a request for redirection (article 39, paragraph 7)	Same charge as in internal service	
l Charge for redirection or return (article 39, paragraph 8, and article 40, paragraph 11)	Same charge as in internal service	
m Presentation-to-Customs charge (article 43)	2.61 SDR at most	For each bag containing the items mentioned in article 20, paragraph 10, administrations shall collect, instead of the charge per item, a bulk charge not exceeding 3.27 SDR
n Charge collected for delivery of an item free of charges and fees (article 45, paragraphs 3, 4 and 5)	i Charge not exceeding 0.98 SDR collected by the administration of origin ii Additional charge not exceeding 1.31 SDR per request made after posting, collected by the administration of origin iii Commission charge not exceeding 0.98 SDR collected for the benefit of the administration of destination	
o Inquiry charge (article 47, paragraph 4)	0.65 SDR at most	
p Registration charge (article 50, paragraphs 1, b, and 2, and article 54, paragraphs 1, b, and 2)	1.31 SDR at most	i For each bag containing the items mentioned in article 20, paragraph 10, administrations shall collect, instead of the charge per item, a bulk charge not exceeding five times the amount of the charge per item ii In addition to the charge per item or bulk charge, administrations may collect, from the sender or from the addressee, special charges in accordance with their internal legislation, to take account of any exceptional security measures taken with regard to registered items and insured letters
q Insurance charge (article 54, paragraph 1, c)	At most 0.33 SDR for each 65.34 SDR of insured value or fraction thereof or 1/2 percent of the scale of the insured value, whatever the country of destination, even in countries which undertake to cover risks of force majeure	
r Charge for cover against risks due to force majeure (article 50, paragraph 3)	0.13 SDR at most for each registered item	
s Advice of delivery charge (article 55, paragraph 1)	0.98 SDR at most	
t Charge for delivery to the addressee in person (article 56, paragraph 1)	0.16 SDR at most	

2 Member countries whose internal service charges are higher than those which are fixed in paragraph 1 shall be authorized to apply them also in the international service.

#### Article 27

Charge on items posted after the latest time for posting. Charge on items posted outside normal counter opening hours. Charge for collection at the sender's address. Charge for withdrawal outside normal counter opening hours. Poste restante charge. Charge for delivery of small packets

1 Administrations shall be authorized to collect from the sender an additional charge, according to the provisions of their legislation, for items handed over for dispatch after the latest time for posting.

2 Administrations shall be authorized to collect from the sender an additional charge, according to their legislation, for items posted at the counter outside normal opening hours.

3 Administrations shall be authorized to collect from the sender an additional charge, according to their legislation, for items collected by them from the sender's address.

4 Administrations shall be authorized to collect from the addressee an additional charge, according to their legislation, for items withdrawn at the counter outside normal opening hours.

5 Administrations of countries of destination may collect on items addressed poste restante the special charge, if any, prescribed by their legislation for items of the same kind in their internal service.

6 Administrations of countries of destination shall be authorized to collect on each small packet exceeding the weight of 500 grammes delivered to the addressee, the special charge laid down in article 26, paragraph 1, f.

#### Article 28

Storage charge

The administration of destination shall be authorized to collect, according to its legislation, a storage charge for any letter-post item weighing more than 500 grammes of which the addressee has not taken delivery within the period during which the item is held at his disposal free of charge. This charge shall not apply to literature for the blind.

#### Article 29

Payment of postage

1 As a general rule, the items mentioned in article 19, with the exception of those which are dealt with in articles 16 to 18, shall be fully prepaid by the sender.

2 The administration of the country of origin may return unpaid or underpaid letter-post items to the sender for the latter to make up the postage himself.

3 The administration of origin may also itself undertake to prepay unpaid letter-post items or make up the postage on underpaid items and collect the missing amount from the sender.

4 If the administration of origin does not apply any of the options provided for in paragraphs 2 and 3 or if the postage cannot be made up by the sender, unpaid or underpaid letters and postcards shall still be forwarded to the country of destination. Other unpaid or underpaid items may also be forwarded.

**5 Surcharged airmail correspondence, surcharged S.A.L. mail and priority items which it is not possible to have regularized by the senders shall be sent by air, as S.A.L. or as priority mail**



respectively if the charges paid represent at least the amount of the surcharge or, as appropriate, the difference between the charge for an airmail or S.A.L. item and the charge for a surface item or the difference between the charge for a priority item and the charge for a non-priority item. Nevertheless, the administration of origin may send such items by air or by priority means when the charges paid represent at least 75 percent of the surcharge or 50 percent of the combined charge. Below these limits, the items shall be forwarded by means of transport normally used for unsurcharged correspondence or non-priority items.

6 Items properly paid for their first transmission and on which the supplementary charge has been paid before their redirection shall be considered as duly prepaid.

### Article 30

#### Methods of denoting prepayment

- 1 Prepayment shall be denoted by means of any one of the following methods:
  - a postage stamps printed on or affixed to the items and valid in the country of origin;
  - b postal prepayment impressions dispensed by automatic vending machines installed by postal administrations;
  - c impressions of officially approved franking machines operating under the direct supervision of the postal administration;
  - d impressions made by a printing press or other printing or stamping process when such a system is authorized by the regulations of the administration of origin;
  - e **Indication that full postage has been prepaid, for example, "Taxe perçue" ("Postage paid"). This indication shall appear in the top right-hand part of the address side and be authenticated by a date-stamp impression of the office of origin or, in the case of unpaid or underpaid items, of the office which prepaid the item or made up the postage on it.**
- 2 Prepayment of printed papers for the same addressee at the same address which are inserted in a special bag shall be denoted by one of the methods referred to in paragraph 1 and the total amount shown on the address label on the bag.

### Article 31

#### Prepayment of letter-post items on board ship

- 1 Items posted on board ship at the two terminal points of the voyage or at any intermediate port of call shall be prepaid by means of postage stamps and according to the rates of the country in whose waters the ship is lying.
- 2 If the items are posted on board on the high seas, they may be prepaid, in the absence of special agreement between the administrations concerned, by means of the postage stamps and according to the rates of the country to which the ship appertains or is under contract. Items prepaid in this way must be handed over to the post office at the port of call as soon as possible after the arrival of the ship.

### Article 32

#### Charge on unpaid or underpaid correspondence

- 1 An administration of origin that itself undertakes to prepay unpaid letter-post items or make up the postage on underpaid items and collect the missing amount from the sender, shall also be authorized to collect from the sender the handling charge laid down in article 26, paragraph 1, h.
- 2 Where paragraph 1 is not applied, unpaid or underpaid items shall be liable to the special charge, payable by the addressee or, in the case of returned items, by the sender, laid down in article 26, paragraph 1, h.
- 3 Registered items and insured letters shall be regarded on arrival as duly prepaid.

**Article 33****International business reply service**

- 1 Administrations may agree with each other to participate in the international business reply service (IBRS), as an optional service.**
- 2 Administrations which operate the service shall comply with the provisions laid down by the Executive Council.**
- 3 Two administrations may, nevertheless, agree bilaterally on another system to be applied between themselves.**

**Article 34****International reply coupons**

- 1 Postal administrations shall be permitted to sell international reply coupons issued by the International Bureau and to limit their sale in accordance with their internal legislation.**
- 2 The value of the reply coupon shall be 0.74 SDR. The selling price fixed by the administrations concerned may not be less than this value.**
- 3 Reply coupons shall be exchangeable in any member country for one or more postage stamps representing the minimum postage prepayable on a priority item or an unregistered letter sent abroad by air. Except where precluded by the internal legislation of the country of exchange, reply coupons shall also be exchangeable for postal stationery or for other postal prepayment marks or impressions.**
- 4 The administration of a member country may, in addition, reserve the right to require the reply coupons and the items to be prepaid in exchange for those reply coupons to be presented at the same time.**

**Article 35****Express items**

- 1 In countries where the administration performs the service, letter-post items shall, at the sender's request, be delivered by special messenger as soon as possible after their arrival at the delivery office; however, any administration shall have the right to confine this service to air-mail correspondence, to priority items and, when this is the only means used between two administrations, to surface LC items. As regards insured letters, the administration of destination may, where its regulations so provide, deliver by express an advice of arrival of the item and not the item itself.**
- 2 These items, called "express", shall be subject, in addition to the postage, to the special charge laid down in article 26, paragraph 1, i. This charge shall be fully paid in advance.**
- 3 Express items may be dealt with in a manner different from that specified in paragraph 1, as long as the overall level of this service provided to the addressee is at least equal to that which would have been obtained through special messenger delivery.**
- 4 In cases where express items have to be submitted to customs control, administrations should:**
  - a present them to Customs as soon as possible after their arrival; and**
  - b encourage the customs authorities in their country to carry out the control of these items speedily.**
- 5 When express delivery involves special demands on the administration of destination as regards either the situation of the addressee's address or the day or time of arrival at the office of**

destination, the delivery of the item and the possible collection of an additional charge shall be governed by the provisions relating to items of the same kind in the internal service.

**6** Express items on which the total amount of the charges payable in advance has not been completely paid shall be delivered as ordinary mail unless they have been treated as express by the office of origin. In the latter event a charge shall be collected on them in accordance with article 32.

**7** Administrations may confine themselves to making only one attempt at express delivery. If that attempt fails, the item may be treated as an ordinary item.

**8** If the regulations of the administration of destination permit, addressees may ask the delivery office to deliver to them by express immediately on arrival items which are intended for them. In that case the administration of destination shall be authorized to collect, on delivery, the charge that applies in its internal service.

#### **Article 36**

##### **Quality of service targets**

**1** Administrations of destination shall fix a service target for the handling of priority and airmail items addressed to their country. The target shall be no less favourable than those applied to comparable items in their domestic service.

**2** Administrations of destination shall also, as far as possible, fix a service target for the handling of surface and non-priority items addressed to their country.

**3** Administrations of origin shall fix service targets for priority and airmail items for abroad by reference to the targets fixed by the administrations of destination.

#### **Article 37**

##### **Priority treatment of airmail correspondence and priority items**

**Administrations shall take all necessary steps to:**

- a** ensure the best conditions for the receipt and onward transmission of mails containing airmail correspondence and priority items;
- b** ensure that agreements concluded with the carriers concerning the priority due to such mails are respected;
- c** speed up the operations relating to customs control of airmail correspondence and priority items addressed to their countries; and
- d** keep to a strict minimum the time required for forwarding airmail correspondence and priority items posted in their country to the countries of destination and for having airmail correspondence and priority items arriving from abroad delivered to the addressees.

#### **Article 38**

**Withdrawal from the post. Alteration or correction of address at the sender's request**

**1** The sender of a letter-post item may have it withdrawn from the post, or have its address altered or corrected, so long as the item:

- a** has not been delivered to the addressee;
- b** has not been confiscated or destroyed by the competent authorities because of infringement of article 41;
- c** has not been seized by virtue of the legislation of the country of destination.

**2** The request to be made to this effect shall be forwarded by **post, telegraph or any other appropriate means of telecommunication** at the expense of the sender who shall pay, for each request, the special charge laid down in article 26, paragraph 1, j. If the request is to be forwarded

by **telecommunications**, the sender shall pay in addition the **corresponding charge for that service**. If the item is still in the country of origin, the request for withdrawal from the post, or alteration or correction of address, shall be dealt with according to the legislation of that country.

3 If its legislation permits, each administration shall be bound to accept requests for withdrawal from the post or alteration **or correction** of the address in respect of any letter-post item posted in the service of other administrations.

4 If, in relations between two countries which admit this procedure, the sender wishes to be informed by **telecommunications** of the action taken by the office of destination on his request for withdrawal from the post or alteration **or correction** of the address, he shall pay for this purpose the **relevant charge**. If telegrams are used, the telegraph charge shall be that for a reply-paid telegram, calculated on a fifteen-word basis. When telex is used, the telegraph charge to the sender shall normally be the same amount as that charged for forwarding the request by telex.

5 The charges prescribed in paragraph 2 shall be levied only once for each request for withdrawal from the post or alteration **or correction** of address involving several items posted at the same time, at the same office, by the same sender to the same addressee.

6 A request for simple correction of address (without alteration of the name or status of the addressee) may be made direct to the office of destination by the sender, that is to say, without compliance with the formalities and without payment of the special charge prescribed in paragraph 2.

7 An item shall be returned to origin by air following a request for withdrawal from the post when the sender undertakes to pay the corresponding air surcharge. When an item is redirected by air following a request for alteration **or correction** of address, the corresponding air surcharge shall be collected from the addressee and shall remain the property of the delivering administration.

### Article 39

#### Redirection

1 If an addressee changes his address, letter-post items shall be reforwarded to him forthwith, under the conditions prescribed in the internal service, unless the sender has forbidden redirection by means of a note on the address side in a language known in the country of destination **or unless the item is addressed in accordance with article 113, paragraph 1, k, of the Detailed Regulations**. Nevertheless, reforwarding from one country to another shall be effected only if the items satisfy the conditions for the onward **conveyance**.

2 **Airmail correspondence and priority items shall be redirected to their new destination by the quickest route (air or surface).**

3 **Other items may be reforwarded by air at the express request of the addressee if the latter undertakes to pay the air surcharges or combined charges for the new air route or for the new priority transmission; in this case, the surcharge or the combined charge shall be collected, in principle, at the time of delivery of the item and retained by the delivering administration. All items may also be reforwarded by the quickest route if the surcharges or combined charges are paid at the redirecting office by a third person. Redirection of such items by the quickest route within the country of destination shall be governed by the internal regulations of that country.**

4 **Administrations which apply combined charges may fix special fees, which must not exceed the combined charges, for the redirection by air or by priority means under the conditions laid down in paragraph 3.**

5 **The special C 6 envelopes and bags used for collective redirection of correspondence shall be forwarded to the new destination by the route prescribed for individual items in paragraphs 2 and 3.**

**6** Each administration may lay down a redirection period in accordance with that in force in its internal service.

**7** Administrations which collect a charge for requests for redirection in their internal services shall be authorized to collect this same charge in the international service.

**8** Apart from the exceptions provided for in the Detailed Regulations, no additional charge may be collected for the redirection of letter-post items from country to country. However, administrations which collect a charge for redirection of items in their internal service shall be authorized to collect this same charge on the international mail redirected within their own countries.

**9** Letter-post items which are redirected shall be delivered to the addressees on payment of the charges incurred on departure, on arrival, or in course of transmission due to redirection after the first transmission, without prejudice to the payment of customs duty or other special charges which the country of destination does not cancel.

**10** In the event of redirection to another country, the poste restante charge, the presentation-to-customs charge, the storage charge, the commission charge, the additional express charge and the charge for delivery of small packets to the addressees shall be cancelled.

#### Article 40

Undeliverable items. Return to country of origin or to sender

**1** Items which it has not proved possible to deliver to the addressees for whatever reason shall be considered as undeliverable items.

**2** Undeliverable items shall be returned forthwith to the country of origin.

**3** The period of retention for items held at the disposal of the addressees or addressed poste restante shall be fixed by the regulations of the administration of destination. As a general rule, however, this period may not exceed one month, except in particular cases where the administration of destination considers it necessary to extend it to a maximum of two months. Return to the country of origin shall be effected within a shorter period if the sender has requested it by a note on the address side in a language known in the country of destination.

**4** Undeliverable items of the internal service shall be redirected abroad for return to the sender only if they satisfy the conditions for the onward conveyance.

**5** Postcards which do not bear the address of the sender shall not be returned. However, registered postcards shall always be returned.

**6** The return to origin of undeliverable printed papers shall not be compulsory, unless the sender has asked for their return by means of a note on the item in a language known in the country of destination. **However, administrations shall endeavour to make such return to sender, or inform him appropriately, when repeated attempts at delivery or bulk items are involved.** Registered printed papers and books shall always be returned.

**7** **When the country returning the item no longer uses surface conveyance, it shall return undeliverable items by the most appropriate means in use.**

**8** **Airmail letters, airmail postcards and priority items to be returned to origin shall be returned by the quickest route (air or surface).**

**9** **Undeliverable airmail correspondence other than airmail letters and airmail postcards shall be returned to origin by the means of transport normally used for unsurcharged correspondence (including surface and S.A.L.), except:**

**a** **in the event of interruption of those means of transport; or**

**b** If the administration of destination has systematically chosen the air route for returning such correspondence.

**10** For the return of correspondence to origin by air or priority means at the request of the sender, article 39, paragraphs 3 and 4, shall apply by analogy.

**11** Undeliverable letter-post items returned to the country of origin shall be delivered to senders according to the conditions laid down in article 39, paragraph 9. Such items shall not give rise to the collection of any additional charge, except for the exceptions provided for in the Detailed Regulations. However, administrations which collect a charge for return of items in their internal service shall be authorized to collect this same charge on the international mail returned to them.

#### Article 41

##### Prohibitions

**1** Letter-post items which, by their packing, may expose officials to danger or may soil or damage other items or postal equipment shall not be admitted. Metal fasteners used for closing items shall not have sharp edges, nor shall they hamper the execution of the postal service.

**2** Items other than registered letters in a closed envelope and insured letters may not contain coin, bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer, travellers' cheques, platinum, gold or silver, whether manufactured or not, precious stones, jewels or other valuable articles.

**3** Except as otherwise provided in the Detailed Regulations, printed papers and literature for the blind:

- a shall not bear any inscription or contain any document having the character of current and personal correspondence;
- b shall not contain any postage stamp or form of prepayment, whether cancelled or not, or any paper representing a monetary value.

**4** The insertion in letter-post items of the following articles shall be prohibited:

- a articles which, by their nature, may cause the dangers or damage mentioned in paragraph 1;
- b narcotics and psychotropic substances;
- c live animals, except:
  - i bees, leeches and silk-worms;
  - ii parasites and destroyers of noxious insects intended for the control of those insects and exchanged between officially recognized institutions;
- d explosive, flammable or other dangerous substances; nevertheless, the perishable biological substances and radioactive substances mentioned in article 23 shall not come within this prohibition;
- e obscene or immoral articles;
- f articles of which the importation and circulation are prohibited in the country of destination.

**5** Every administration shall ensure to the fullest extent possible that the information concerning the prohibitions of its country referred to in paragraph 4, f, and communicated to the International Bureau in accordance with the Detailed Regulations is stated in a clear, specific and detailed manner and is kept up to date.

**6** Items containing articles mentioned in paragraph 4 which have been wrongly admitted to the post shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing their presence. Letters may not contain documents having the character of current and personal correspondence exchanged between persons other than the sender and the addressee or persons living with them. If the administration of the country of origin or destination discovers the presence of such documents, it shall deal with them according to its legislation.

7 Nevertheless, items containing articles mentioned in paragraph 4. b, d and e, shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin. The administration of destination may deliver to the addressee the part of the contents which is not subject to a prohibition.

8 When an item wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the administration of origin shall be notified without delay how it has been dealt with. This notification shall clearly indicate the prohibition under which the item falls and the articles which gave rise to seizure. **A wrongly admitted item which is returned to origin shall be accompanied by a similar notification.**

9 Moreover, the right of every member country shall be reserved to deny conveyance in transit à découvert over its territory to letter-post items, other than **letters, postcards and literature for the blind**, which do not satisfy the legal requirements governing the conditions of their publication or circulation in that country. Such items shall be returned to the administration of origin.

#### Article 42

##### Customs control

The postal administrations of the countries of origin and destination shall be authorized to submit letter-post items to customs control, according to the legislation of those countries.

#### Article 43

##### Presentation-to-customs charge

Items submitted to customs control in the country of origin or of destination, as the case may be, may be subjected either for submission to Customs and customs clearance or for submission to Customs only, as a postal charge, to the special charge laid down in article 26, paragraph 1, m.

#### Article 44

##### Customs duty and other fees

Postal administrations shall be authorized to collect from the senders or addressees of items, as the case may be, the customs duty and all other fees which may be due.

#### Article 45

##### Items for delivery free of charges and fees

1 In the service between those member countries whose postal administrations have notified their agreement to that effect senders may, by means of a previous declaration at the office of origin, undertake to pay the whole of the charges and fees to which the items are subject on delivery. So long as an item has not been delivered to the addressee, the sender may ask after posting that the item be delivered free of charges and fees.

2 In the cases provided for in paragraph 1, senders shall undertake to pay the amounts which may be claimed by the office of destination and, if necessary, pay a sufficient deposit.

3 The administration of origin shall collect from the sender the charge provided for in article 26, paragraph 1, n, i, which it shall retain as payment for services rendered in the country of origin.

4 In the case of a request made after posting, the administration of origin shall also collect the additional charge laid down in article 26, paragraph 1, n, ii. If the request is to be forwarded by telegraph or any other means of telecommunication, the sender shall pay in addition the corresponding charge.

5 The administration of destination shall be authorized to collect on each item the commission charge laid down in article 26, paragraph 1, n. iii. This charge shall be independent of that prescribed in article 43. It shall be collected from the sender on behalf of the administration of destination.

6 Every administration may restrict to registered items and insured letters the service of delivery free of charges and fees

#### Article 46

##### Cancellation of customs duty and other fees

Postal administrations shall undertake to seek from the appropriate services in their country cancellation of customs duty and other fees on items returned to origin, destroyed because of total damage to the contents or redirected to a third country.

#### Article 47

##### Inquiries

1 Inquiries from users shall be entertained within a period of a year from the day after that on which the item was posted.

2 Each administration shall be bound to deal with inquiries within the shortest possible time.

3 Each administration shall be bound to accept inquiries relating to any item posted in the service of another administration.

4 Unless the sender has already paid the charge for an advice of delivery, the special charge laid down in article 26, paragraph 1, o, may be collected on each inquiry. If a request is made for transmission by telegraph, the telegraph charge for transmitting the inquiry and, where applicable, in relations between two countries which admit this procedure, that for transmitting the reply shall be collected in addition to the inquiry charge. If telegrams are used for the reply, the telegraph charge shall be that for a reply-paid telegram, calculated on a fifteen-word basis. When telex is used, the telegraph charge to the sender shall normally be the same amount as that charged for forwarding the inquiry by telex. **If a request is made for transmission by other means of telecommunication or by EMS, the charges normally collected for these services may be collected from the inquirer. The cost of a reply sent by other means of telecommunication or by EMS shall be waived on the basis of reciprocity.**

5 If the inquiry relates to several items posted at the same time at the same office by the same sender and addressed to the same addressee, only one charge shall be collected. However, in the case of registered items or insured letters which had, at the sender's request, to be forwarded by different routes, a separate charge shall be collected for each of the routes used.

6 If the inquiry has been occasioned by a service error, the special charge referred to in paragraph 4 shall be refunded by the administration which collected it; however, in no case may this charge be demanded from the administration which is responsible for paying the indemnity.

## Chapter II

### Registered items, **reordered delivery items** and insured letters

#### Article 48

##### Admission of registered items

1 The letter-post items specified in article 19 may be sent as registered items.



2 A receipt shall be issued free of charge to the sender of a registered item at the time of posting.

3 If the internal legislation of the countries of origin and of destination allows, registered letters in closed envelopes may contain coin, bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer, travellers' cheques, platinum, gold or silver, whether manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles.

#### **Article 49**

##### **Admission of recorded delivery items**

1 The letter-post items specified in article 19 may be sent by the recorded delivery items service to and from administrations which agree to admit such items.

2 A receipt shall be issued free of charge to the sender of a recorded delivery item at the time of posting.

#### **Article 50**

##### **Charges on registered items**

1 The charge on registered items shall be paid in advance. It shall be made up of:

- a the postage charge, according to the category of item;
- b the fixed registration charge laid down in article 26, paragraph 1, p.

2 In cases where exceptional security measures are required, administrations may collect the special charges provided for in article 26, paragraph 1, p, column 3, ii.

3 Postal administrations prepared to cover risks of force majeure shall be authorized to collect the special charge laid down in article 26, paragraph 1, r.

#### **Article 51**

##### **Charges on recorded delivery items**

The charge shall be paid in advance. It shall be made up of:

- a the postage charge, according to the category of item; and
- b the recorded delivery charge fixed by the administration of origin, which shall be less than its registration charge.

#### **Article 52**

##### **Admission of insured letters**

1 Letters containing securities, valuable documents or articles and called "insured letters" may be exchanged with insurance of the contents for the value declared by the sender. This exchange shall be restricted to those member countries whose postal administrations have declared their willingness to admit such items, whether reciprocally or in one direction only.

2 A receipt shall be handed over free of charge to the sender of an insured letter at the time of posting.

3 Administrations shall take the necessary measures to provide, as far as possible, the insured letter service at every office in their countries.

**Article 53**

## Insured letters. Insured value

- 1 In principle, the amount of the insured value shall be unlimited.
- 2 Nevertheless, every administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than **3266.91 SDR**, or to **an amount at least equal to that adopted in its internal service if that amount is less than 3266.91 SDR**.
- 3 In the service between countries which have adopted different maxima, the lower limit shall be observed by both.
- 4 The insured value may not exceed the actual value of the contents of the item, but it shall be permissible to insure only part of that value; the amount of the insurance for papers whose value resides in the cost of their preparation may not exceed the cost of replacing the documents in case of loss.
- 5 Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of an item shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.

**Article 54**

## Charges on insured letters

- 1 The charge on insured letters shall be paid in advance. It shall be made up of:
  - a the ordinary postage charge;
  - b the fixed registration charge laid down in article 26, paragraph 1, p;
  - c the insurance charge laid down in article 26, paragraph 1, q.
- 2 In cases where exceptional security measures are required, administrations may collect the special charge provided for in article 26, paragraph 1, p, column 3, ii.

**Article 55**

## Advice of delivery

- 1 The sender of a registered item, a **recorded delivery item** or **an insured letter** may apply for an advice of delivery on payment at the time of posting of the charge laid down in article 26, paragraph 1, s. This advice of delivery shall be returned to him by the quickest route (air or surface).
- 2 When the sender inquires about an advice of delivery which he has not received within a normal period, neither a second charge nor the charge prescribed in article 47 for inquiries shall be collected.

**Article 56**

## Delivery to the addressee in person

- 1 In the service between those administrations which have given their consent, registered items, **recorded delivery items** and insured letters shall, at the sender's request, be delivered to the addressee in person. Administrations may agree to allow this option only for registered items, **recorded delivery items** and insured letters accompanied by an advice of delivery. In **all three cases**, the sender shall pay the special charge laid down in article 26, paragraph 1, t.
- 2 Administrations shall make a second attempt to deliver such items only if there is a presumption that it will be successful and if the internal regulations so permit.

## Chapter III

### Liability

#### Article 57

##### Principle and extent of liability of postal administrations. Registered items

- 1 Postal administrations shall be **liable for the loss of, theft from or damage to** registered items. Their liability shall be as binding for items conveyed à découvert as for those forwarded in closed mails.
- 2 Administrations may undertake to cover also risks which may arise from a case of force majeure. They shall then be liable towards senders of items posted in their country for any loss due to a case of force majeure occurring at any time during transmission of the items, including redirection or return to origin.
- 3 If a registered letter is lost, the sender shall be entitled to an indemnity the amount of which shall be fixed at **24.50 SDR** per item. This amount may be raised to **122.51 SDR** for each special bag of printed papers such as are mentioned in article 20, paragraph 10, sent registered.
- 4 **In the event of theft from or damage to a registered item and provided that the packing was recognized as sufficient to guarantee the contents effectively against accidental risks of theft or damage, the sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual value of the theft or damage; consequential losses or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed the amount fixed in paragraph 3.**
- 5 The sender may waive this right in favour of the addressee. The sender or the addressee may authorize a third person to receive the indemnity if internal legislation allows this.
- 6 Notwithstanding paragraph 4, the addressee shall be entitled to the indemnity after taking delivery of a **rifled or damaged** item. He may waive his rights in favour of the sender.
- 7 The administration of origin shall have the option of paying senders in its country the indemnities prescribed by its internal legislation for registered items, provided that they are not lower than those laid down in paragraph 3. **The same shall apply to the administration of destination when the indemnity is paid to the addressee under the terms of paragraph 6.** However, the amounts laid down in paragraph 3 shall remain applicable:
  - i in the event of recourse against the administration liable: or
  - ii if the sender waives his rights in favour of the addressee **or vice versa.**

#### Article 58

##### Principle and extent of liability of postal administrations. Recorded delivery items

- 1 **Postal administrations shall be liable only for the loss of recorded delivery items. Their liability shall be as binding for items conveyed à découvert as for those forwarded in closed mails.**
- 2 **Total theft of or total damage to the contents of recorded delivery items shall be equated with the loss thereof, provided that the packing was recognized as sufficient to guarantee the contents effectively against accidental risks of theft or damage.**
- 3 **If a recorded delivery item is lost, the sender shall be entitled to a refund of the charges paid.**

**Article 59**

Principle and extent of liability of postal administrations. Insured letters

1 Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to insured letters, except as provided for in article 61. Their liability shall be as binding for letters conveyed à découvert as for those forwarded in closed mails.

2 Administrations may undertake to cover also risks which may arise from a case of force majeure. They shall then be liable towards senders of letters posted in their country for any loss, theft or damage due to a case of force majeure occurring at any time during transmission of the items, including redirection or return to origin.

3 The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; consequential losses or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed the amount of the insured value in SDRs. In case of redirection or return to origin by surface of an insured air letter, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to items sent by that route.

4 Notwithstanding paragraph 3, the addressee shall be entitled to the indemnity after delivery of a rifled or damaged insured letter.

5 The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into SDRs, of articles of value of the same kind at the place and time at which they were accepted for conveyance; falling a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of articles whose value is assessed on the same bases.

6 When an indemnity is due for the loss of, total theft from or total damage to an insured letter, the sender, or, by application of paragraph 4, the addressee shall also be entitled to repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance charge which shall be retained in every case by the administration of origin.

7 The sender may waive his rights as prescribed in paragraph 3 in favour of the addressee. Conversely, the addressee may waive his rights as prescribed in paragraph 4 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity if internal legislation allows this.

**Article 60**

Non-liability of postal administrations. Registered items and recorded delivery items

1 Postal administrations shall cease to be liable for registered items and recorded delivery items which they have delivered, according either to the conditions laid down in their regulations for items of the same kind or to those set out in article 12, paragraph 3. Liability shall, however, be maintained **when theft or damage** is discovered either prior to or at the time of delivery of the registered item or the recorded delivery item or when, internal regulations permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations on taking delivery of a rifled or damaged item.

2 Postal administrations shall not be liable:

1 for the loss of registered items or recorded delivery items:

- a in cases of force majeure; the administration in whose service the loss occurred shall decide according to the laws of its country whether the loss is due to circumstances amounting to a case of force majeure; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable **for the loss of a registered item** if it has undertaken to cover risks of force majeure (article 57, paragraph 2);
- b when they cannot account for items owing to the destruction of official records by force majeure, provided that proof of their liability has not been otherwise produced;

- c when the sender has made no inquiry within the period prescribed in article 47, paragraph 1:
- ii for registered items or recorded delivery items which, as notified by the administration of the country of destination, have been detained or seized under the legislation of that country;
- iii for registered items or recorded delivery items confiscated or destroyed by the competent authority in the case of items whose contents fall within the prohibitions specified in article 41, paragraphs 2, 3, b, and 4;
- iv for registered items or recorded delivery items which have suffered damage arising from the nature of the contents of the item.
- 3 Postal administrations shall accept no liability for customs declarations in whatever form these are made, or for decisions taken by the Customs in accordance with article 41, paragraph 4, f, on examination of letter-post items submitted to customs control.

#### Article 61

##### Non-liability of postal administrations. Insured letters

- 1 Postal administrations shall cease to be liable for insured letters which they have delivered, according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind or to those set out in article 12, paragraph 3; liability shall, however, be maintained:
- a when theft or damage is discovered either prior to or at the time of delivery of the item or when, internal regulations permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations on taking delivery of a rifled or damaged item;
- b when the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found theft or damage and furnishes proof that such theft or damage did not occur after delivery.
- 2 Postal administrations shall not be liable:
- i for the loss of, theft from or damage to insured letters:
- a in case of force majeure. The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide according to the laws of its country whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to force majeure; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of force majeure (article 59, paragraph 2);
- b when they cannot account for items owing to the destruction of official records by force majeure, provided that proof of their liability has not been otherwise produced;
- c when such loss, theft or damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the item;
- d in the case of items whose contents fall within the prohibitions specified in article 41, paragraph 4, in so far as these items have been confiscated or destroyed by the competent authority because of their contents;
- e in the case of items which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
- f when the sender has made no inquiry within one year from the day after that on which the item was posted;
- ii for insured letters seized under the legislation of the country of destination;
- iii in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured letters on board the ships or aircraft used by them; they shall nevertheless assume in respect of the transit of insured letters in closed mails the liability which is laid down for registered items.
- 3 Postal administrations shall accept no liability for customs declarations in whatever form these are made or for decisions taken by the Customs on examination of items submitted to customs control.

**Article 62****Sender's liability**

1 The sender of a letter-post item shall be liable within the same limits as administrations themselves for any damage caused to other postal items as a result of the dispatch of articles not acceptable for conveyance or by the non-observance of the conditions of acceptance, provided there has been no fault or negligence on the part of administrations or carriers.

2 The acceptance by the office of posting of such an item shall not relieve the sender of his liability.

3 An administration which finds damage that is due to the fault of the sender shall inform the administration of origin, whose responsibility it is to take action against the sender where appropriate.

**Article 63****Determination of liability between postal administrations. Registered items**

1 Until the contrary is proved, liability for the loss of a registered item shall rest with the postal administration which, having received it without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2 Until the contrary is proved and subject to paragraph 4, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- a when it has observed article 4 and the provisions for inspection of mails and establishment of irregularities;
- b when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the period of retention prescribed in article 107 of the Detailed Regulations having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the claimant;
- c when, in the case of individual entry of registered items, correct delivery of the lost item cannot be proved because the administration of origin did not observe article 161, paragraph 1, of the Detailed Regulations concerning the detailed entry of registered items on the C 12 letter bill or on the C 13 special lists.

3 When the loss occurs in the service of an air carrier, the administration of the country which collects the conveyance dues in accordance with article 88, paragraph 1, shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender. It shall be for the former administration to recover this amount from the air carrier in question. Where the administration of origin settles the conveyance dues direct with the air carrier in accordance with article 88, paragraph 2, it shall itself seek reimbursement of the indemnity from the air carrier.

4 If, however, the loss occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally.

5 When a registered item has been lost owing to force majeure, the administration in whose territory or service the loss occurred shall not be liable to the dispatching administration unless the two countries undertake to cover risks of force majeure.

6 Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss.

7 An administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

**Article 64****Determination of liability between postal administrations. Insured letters**

1 Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the item without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2 Until the contrary is proved, and subject to paragraphs 4, 7 and 8, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- a when it has observed the provisions of article 170 of the Detailed Regulations, on individual inspection of insured letters;
- b when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the period of retention prescribed in article 107 of the Detailed Regulations having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the claimant.

3 Until the contrary is proved, an administration which has forwarded an insured letter to another administration shall be relieved of all liability if the office of exchange to which the item has been consigned has not sent to the dispatching administration, by the first available mail after inspection, a report stating either that the whole packet of insured articles or the particular item is missing or has been tampered with.

4 If the loss, theft, or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; if, however, the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of origin, it shall be for the administration of that country to prove:

- a that neither the packet, envelope or bag and its fastening, nor the wrapping and fastening of the item bore any apparent trace of theft or damage;
- b that the weight established at the time of posting has not varied.

When such proof has been furnished by the administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the item without the next administration having made any objection.

5 The liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

6 When an insured letter has been lost, rifled or damaged as the result of force majeure, the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable to the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of force majeure.

7 If the loss, theft or damage occurs in the territory or service of an intermediate administration which does not provide the insured letters service or which has adopted a maximum lower than the amount of the loss, the administration of origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under article 1, paragraph 3, and paragraph 5 of this article.

8 The rule laid down in paragraph 7 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration which does not accept liability (article 61, paragraph 2, iii).

9 Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

10 An administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

**Article 65**

Determination of liability between postal administrations and air carriers. Insured letters

When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier, the administration of the country which collects the conveyance dues in accordance with article 88, paragraph 1, shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender, subject to article 1, paragraph 3, and article 64, paragraph 5. It shall be for the former administration to recover this amount from the air carrier in question. Where the administration of origin settles the conveyance dues direct with the air carrier in accordance with article 88, paragraph 2, it shall itself seek reimbursement of the indemnity from the air carrier.

**Article 66**

Payment of indemnity. **Registered items and insured letters**

1 Subject to the right of recourse against the administration which is liable, the obligation to pay the indemnity shall rest either with the administration of origin or, in the cases mentioned in article 57, paragraph 5, and in article 59, paragraph 7, with the administration of destination.

2 This payment shall be made as soon as possible and, at the latest, within a period of four months from the day following the day of inquiry.

3 When the administration responsible for the payment does not undertake to cover risks of force majeure and when, at the end of the period prescribed in paragraph 2, the question of whether the loss is due to such causes has not been decided, it may, exceptionally, postpone payment of the indemnity for another three months.

4 The administration of origin or destination, as the case may be, shall be authorized to indemnify the rightful claimant on behalf of the administration which, having participated in the conveyance and having been duly informed, has allowed three months to pass:

- without finally settling the matter, or
- without informing the administration of origin or destination, as the case may be, that the loss appeared to be due to a case of force majeure, or that the item had been detained, confiscated or destroyed by the competent authority because of the nature of its contents or seized under the legislation of the country of destination.

5 Postal administrations which state in the Final Protocol to the Universal Postal Convention that they are not bound to comply with article 66, paragraph 4, of the Convention as regards final settlement of inquiries within three months shall notify a period within which they will finally settle the matter.

6 The return of a C 9 form which has not been completed in accordance with the provisions of article 151, paragraphs 9 and 12, of the Detailed Regulations shall not be considered as final settlement.

**Article 67**

Refund of charges. **Recorded delivery items**

1 The obligation to refund the charges shall rest with the administration of origin.

2 This payment shall be made as soon as possible and at the latest within a period of four months from the day following the day of inquiry.

**Article 68**

Reimbursing the administration which paid the indemnity

1 The administration which is liable or on behalf of which payment is made in accordance with article 66 shall be bound to reimburse the administration which paid the indemnity, and



which is called the "paying administration", the amount of indemnity paid to the rightful claimant within the limits of article 57, paragraph 3; this payment shall be made within four months of the date of dispatch of the notice of payment.

2 If the indemnity is due to be borne by several administrations in accordance with articles 63 and 64, the whole of the indemnity shall be paid to the paying administration, within the period mentioned in paragraph 1, by the first administration which, having duly received the item claimed for, is unable to prove its correct transfer to the next service. It shall rest with this administration to recover from the other administrations which are liable each one's share of the indemnity paid to the rightful claimant.

3 The administrations of origin and destination may agree that the whole of the loss shall be borne by the administration which has to make the payment to the rightful claimant.

4 The creditor administration shall be reimbursed in accordance with the rules for payment laid down in article 13.

5 When liability has been admitted, as well as in the case provided for in article 66, paragraph 4, the amount of the indemnity may also be automatically recovered from the administration which is liable through a liquidation account, either direct or through the intermediary of an administration which regularly draws up liquidation accounts with the administration which is liable.

6 Immediately after paying the indemnity, the paying administration shall communicate to the administration which is liable the date and the amount of payment made. If, one year after the date of dispatch of authorization to pay the indemnity, the paying administration has not communicated the date and amount of payment or debited the account of the administration which is liable, the authorization shall be considered null and void and the administration which received it shall no longer be entitled to claim reimbursement of any indemnity paid.

7 The administration whose liability is duly established and which has at first declined to pay the indemnity shall assume all additional costs resulting from the unwarranted delay in payment.

8 Administrations may agree to settle periodically for the indemnities which they have paid to the rightful claimants and which they have accepted as justified.

#### Article 69

Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

1 If, after payment of the indemnity, a registered item or an insured letter or part of that item or letter previously considered as lost is found, the sender or, where article 57, paragraphs 5 and 6, and article 59, paragraph 7, apply, the addressee shall be advised that the item is being held at his disposal for a period of three months on repayment of the amount of the indemnity paid. At the same time he shall be asked to whom the item is to be delivered. In the event of refusal or failure to reply within the prescribed period, the same approach shall be made to the addressee or the sender as the case may be.

2 If the sender or the addressee takes delivery of the item against repayment of the amount of the indemnity, that sum shall be refunded to the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss, within one year of the date of such repayment.

3 If the sender and the addressee refuse to take delivery of the item, it shall become the property of the administration or, where appropriate, administrations which bore the loss.

4 When proof of delivery is supplied after the period of three months laid down in article 66, paragraph 4, the indemnity paid shall continue to be borne by the intermediate administration or administration of destination if the sum paid cannot, for any reason, be recovered from the sender.

5 In the case of subsequent discovery of an insured letter the contents of which are found to be of less value than the amount of the indemnity paid, the sender shall repay the amount of this indemnity against return of the item, without prejudice to the consequences of fraudulent insurance as mentioned in article 53, paragraph 5.

## Chapter IV

### Allocation of charges. Transit charges and terminal dues

#### Article 70

##### Allocation of charges

Except where otherwise provided by the Convention and the Agreements, each postal administration shall retain the charges which it has collected.

#### Article 71

##### Transit charges

1 Subject to article 75, closed mails exchanged between two administrations or between two offices of the same country by means of the services of one or more other administrations (third party services) shall be subject to the payment of transit charges as remuneration for the services rendered in respect of land transit and sea transit.

2 When a country gives permission for its territory to be crossed by a foreign transport service without the participation of its services in accordance with article 3, mails thus forwarded shall not be subject to the payment of land transit charges.

3 In the absence of special agreement direct sea conveyance between two countries by the ships of one of them shall be regarded as a third party service.

4 Sea transit shall begin when the mails cease to be under the control of a postal administration and shall end when the administration of destination is informed by the shipping line that the mails are available for collection.

## Article 72

## Transit charge scales

1 The transit charges provided for in article 71, paragraph 1, shall be calculated in accordance with the scales set out in the following table:

Distances traversed		Charge per kg gross
1		2
		SDR
1 Distances traversed by land expressed in kilometres		
Up to 100 km		0.14
Above	up to	
	100	0.17
	200	0.20
	300	0.22
	400	0.24
	500	0.26
	600	0.27
	700	0.29
	800	0.31
	900	0.32
	1 000	0.34
	1 100	0.35
	1 200	0.37
	1 300	0.39
	1 400	0.43
	1 500	0.46
	1 600	0.53
	1 700	0.56
	1 800	0.62
	1 900	0.72
	2 000	0.81
	2 100	0.89
	2 200	0.97
	2 300	1.05
	2 400	1.12
	2 500	1.19
	2 600	1.26
	2 700	1.32
	2 800	1.39
	2 900	1.45

Distances traversed				Charge per kg gross				
1				2				
				SDR				
f) Distances traversed by sea								
a expressed in nautical miles				b expressed in kilometres after conversion on the basis of 1 nautical mile = 1.852 km				
Up to 100 nautical miles				Up to 185 km				
Above	100	up to	200	Above	185	up to	370	0.17
	200		200		370		556	0.21
	200		400		556		741	0.22
	400		500		741		828	0.22
	500		500		828		1 111	0.24
	600		700		1 111		1 288	0.24
	700		800		1 288		1 482	0.25
	800		800		1 482		1 687	0.25
	800	1 600			1 687		1 882	0.25
	1 000	1 100			1 882		2 037	0.25
	1 100	1 200			2 037		2 222	0.27
	1 200	1 300			2 222		2 408	0.27
	1 500	1 800			2 408		2 778	0.28
	1 800	2 000			2 778		3 704	0.28
	2 000	2 500			3 704		4 630	0.31
	2 500	2 750			4 630		5 083	0.32
	2 750	3 000			5 083		5 556	0.32
	3 800	4 000			5 556		7 408	0.34
	4 800	5 000			7 408		9 260	0.36
	5 000	6 000			9 260		11 112	0.36
	6 000	7 000			11 112		12 964	0.40
	7 800	8 000			12 964		14 816	0.41
	8 000	9 000			14 816		16 668	0.42
	9 800	10 800			16 668		18 520	0.43
	10 000	11 000			18 520		20 372	0.45
	11 000	12 000			20 372		22 224	0.43
	12 800	13 800			22 224		24 076	0.47
	13 800	14 000			24 076		25 928	0.48
	14 800				25 928			0.49

2 The distances used to determine the transit charges according to the table in paragraph 1 shall be taken from the "List of Kilometric Distances relating to land sectors of mails in transit" provided for in article 111, paragraph 2, c, 1, of the Detailed Regulations, as regards distances traversed by **land**.

### Article 73

#### Terminal dues

1 Subject to article 75, each administration which, in its exchanges by air and surface means with another administration, receives a larger quantity of letter-mail items than it sends shall have the right to collect from the dispatching administration, as compensation, a payment for the costs it incurs for the excess international mail received.

2 The payment provided for in paragraph 1 shall be fixed as follows:

- a when two administrations exchange with each other, by air and surface (S.A.L. included), a total weight of LC/AO mail less than or equal to 150 tonnes a year in each direction, the rate applied per kg shall be 2.940 SDR for LC/AO items (uniform rate), excluding the printed papers sent by special bags (M bags) referred to in article 20, paragraph 10;
- b when two administrations exchange with each other, by air and surface, (S.A.L. included), a total weight of LC/AO mail greater than 150 tonnes a year in each direction, the rate applied per kg shall be 8.115 SDR for LC items and 2.058 SDR for AO items (separate rate for each category), excluding the printed papers sent by special bags (M bags) referred to in article 20, paragraph 10;
- c when the threshold of 150 tonnes a year is exceeded in a single direction, the administration receiving this traffic in excess of 150 tonnes may choose, for the accounting of the ter-

terminal dues relating to the mail received, one of the two payment systems described in subparagraphs a and b, above. In the absence of bilateral agreement, the mail sent by the administration dispatching less than 150 tonnes a year shall in all cases be brought to account in accordance with the single rate laid down in subparagraph a;

- d for printed papers sent in M bags, the rate to be applied shall be 0.653 SDR per kg, irrespective of the annual weight of mail exchanged between two administrations.

3 When, in a given relation, an administration which is paid in accordance with the differentiated LC and AO rates of terminal dues indicated in paragraph 2 establishes that the average number of items (LC and/or AO) contained in one kilogramme of mail received is higher than the world average which is 48 LC items and 5.6 AO items, it may have the corresponding rates revised if, compared with this world average:

- the number of LC items is more than 15 percent higher (ie more than 55 items) and/or
- the number of AO items is more than 25 percent higher (ie more than 7 items).

In this case the terminal dues amount payable by the debtor administration shall be equal to the difference between the sums owed by each administration for its total mail flow after application of the appropriate rates. The revision shall be carried out on the terms specified in article 187 of the Detailed Regulations.

4 Any administration may waive wholly or in part the payment provided for in paragraph 1.

5 The administrations concerned may, by bilateral or multilateral agreement, apply other payment systems for the settlement of terminal dues accounts.

#### Article 74

##### Terminal dues for priority items, non-priority items and combined items

1 When a uniform rate for LC/AO items is used under the provisions of article 73, paragraph 2, a and e, that rate shall also apply to priority items, non-priority items and combined items.

2 When separate rates for LC items and AO items are used under the provisions of article 73, paragraph 2, b and c, the country of origin and the country of destination may, by bilateral agreement, decide that the rates applicable to priority items and non-priority items shall be fixed on the basis of the actual structure of the traffic. In the absence of an agreement, the provisions laid down in article 73, paragraphs 2, h and c, and 3, shall apply. In this case, priority items shall be assimilated to LC and non-priority items to AO.

3 For combined items exchanged under the provisions of article 20, paragraph 12, terminal dues shall be settled by bilateral agreement between the countries concerned.

4 When an administration decides to discontinue separation of the mail into LC and AO in favour of a system based on priority, and the latter produces an effect on terminal dues according to paragraph 2, the new system shall be introduced on 1 January or 1 July only, providing the International Bureau has been so informed at least three months in advance.

#### Article 75

##### Exemption from transit charges and terminal dues

The letter-post items relating to the postal service referred to in article 16, b, undelivered postal items returned to origin in closed dispatches and dispatches of empty mailbags shall be exempted from land and sea transit charges and from terminal dues.

#### Article 76

##### Extraordinary services. Multimodal transport

1 The transit charges specified in article 72 shall not be applicable to conveyance by extraordinary services specially established or maintained by a postal administration at the request

of one or more other administrations. The conditions of this class of conveyance shall be regulated by mutual consent between the administrations concerned.

**2** When surface mails from an administration are reforwarded by combined land and sea transport facilities, the conditions of such reforwarding shall be covered by a special agreement between the administrations concerned.

#### Article 77

##### Accounting for transit charges

**1** Accounting for surface-mail transit charges shall be done annually by the administration of transit, for each administration of origin, according to the weight of the letter-post mails received in transit throughout the year, to which the scales laid down in article 72 shall apply.

**2** The debtor administration shall be exempted from payment of transit charges when the annual balance does not exceed 163.35 SDR.

**3** Every administration shall be authorized to submit for the consideration of a committee of arbitrators any annual results which in its opinion differ too much from reality. The arbitration shall be arranged as laid down in article 127 of the General Regulations.

**4** The arbitrators shall be empowered to fix in a fair and reasonable manner the transit charges to be paid.

#### Article 78

##### Accounting for terminal dues

**1** Accounting for terminal dues shall be done annually by the creditor administration, according to the actual weight of the surface mails (including S.A.L. mails) and airmails received throughout the year, to which the rates laid down in article 73 shall apply.

**2** To enable the annual weight to be determined, the administrations of origin of the mails shall permanently indicate, for each mail, the total weight of bags containing LC/AO items and the total weight of M bags.

**3** When it is necessary to determine separately the weights corresponding to LC items on the one hand and AO items on the other, these weights shall be calculated by applying the proportions determined during a statistical period, the modalities of which are indicated in the Detailed Regulations.

**4** The administrations concerned may agree to account for terminal dues in their reciprocal relations by different statistical methods. They may also agree on a different periodicity from that laid down in the Detailed Regulations for the statistical period.

**5** The debtor administration shall be exempted from payment of terminal dues when the annual balance does not exceed 326.70 SDR.

**6** Every administration shall be authorized to submit for the consideration of a committee of arbitrators any annual results which in its opinion differ too much from reality. The arbitration shall be arranged as laid down in article 127 of the General Regulations.

**7** The arbitrators shall be empowered to fix in a fair and reasonable manner the terminal dues to be paid.

**Article 79**

## Payment of transit charges

- 1 The transit charges shall be borne by the administration of origin of the mails and shall be payable, subject to paragraph 3, to the administrations of the countries which are crossed or whose services take part in the land or sea conveyance of the mails.
- 2 When the administration of the country which is crossed does not take part in the land or sea conveyance of the mails, the applicable transit charges shall be payable to the administration of destination if it bears the costs related to such transit.
- 3 The charges for the sea conveyance of mails in transit may be settled directly between the postal administrations of origin of the mails and the shipping companies or their agents, subject to the prior agreement of the postal administration of the port of embarkation concerned.

**Article 80**

## Transit charges for diverted or missent mails

For the payment of transit charges, diverted or missent mails shall be considered to have followed their normal route; consequently, administrations concerned in the conveyance of such mails shall not normally be entitled on that account to demand a payment from the dispatching administrations, but the latter shall remain liable for the appropriate transit charges to the postal administrations whose services they normally use. **However, transit charges in respect of diverted or missent mails may be claimed by the administrations reforwarding such mails, if they so wish, from the administration of origin, which may in its turn claim reimbursement from the administration whose services made the dispatching error.**

**Article 81**

## Exchange of closed mails with military units placed at the disposal of the United Nations and with warships or military aircraft

- 1 Closed mails may be exchanged between the post offices of any member country and the commanding officers of military units placed at the disposal of the United Nations, and between the commanding officer of one of those military units and the commanding officer of another military unit placed at the disposal of the United Nations, through the intermediary of the land, sea or air services of other countries.
- 2 Closed mails may also be exchanged between the post offices of any member country and the commanding officers of naval or air units or warships or military aircraft of the same country stationed abroad, or between the commanding officer of one of those naval or air units or of any of those warships or military aircraft and the commanding officer of another unit or of another warship or military aircraft of the same country, through the intermediary of the land, sea or air services of other countries.
- 3 Letter-post items enclosed in the mails referred to in paragraphs 1 and 2 shall be confined to items addressed to or sent by members of military units or the officers and crews of the ships or aircraft to or from which the mails are forwarded. The rates and conditions of dispatch applicable to them shall be fixed, according to its regulations, by the postal administration of the country which has made the military unit available or to which the ships or aircraft belong.
- 4 In the absence of special agreement, the administration of the country which has made the military unit available or to which the warships or military aircraft belong shall be liable to the administrations concerned for the transit charges for the mails, calculated in accordance with article 72, for the terminal dues, calculated in accordance with article 73, and for air conveyance dues, calculated in accordance with article 85.

## Part III

### Air conveyance of letter-post items

#### Section I

#### Airmail correspondence

#### Chapter I

#### General provisions

##### **Article 82**

##### **Airmails**

**Mails conveyed by air with priority shall be called "airmails". Airmails may contain airmail correspondence and priority letter-post items. The provisions relating to air conveyance for airmail correspondence shall be applicable to priority items by analogy.**

##### **Article 83**

##### **Routing of airmail correspondence and airmails in transit**

1 Administrations shall be bound to forward by the air communications they use for the conveyance of their own airmail correspondence the items of this type which reach them from other administrations.

2 Administrations of countries without an air service shall forward airmail correspondence by the most rapid means used for mails; the same shall apply if for any reason routing by surface means is more advantageous than the use of airlines.

3 Closed airmails shall be forwarded by the flight requested by the administration of the country of origin, provided that it is used by the administration of the country of transit for the transmission of its own mails. If that is not the case or if there is insufficient time for the transshipment, the administration of the country of origin shall be so informed.

4 If the administration of the country of origin so wishes, its mails shall be transhipped directly, at the transit airport, between two different airlines, provided that the airlines concerned agree to make the transshipment and that the administration of the transit country is informed of it beforehand.

#### Chapter II

#### Air conveyance dues

##### **Article 84**

##### **General principles**

- 1 The air conveyance dues for the whole distance flown shall be borne:
  - a in the case of closed mails, by the administration of the country of origin of the mails;
  - b in the case of airmail correspondence in transit à découvert, including missent items, by the administration which forwards this correspondence to another administration.



2 These same regulations shall be applicable to airmails and airmail correspondence in transit à découvert exempt from transit charges.

3 Conveyance dues shall, for a particular sector, be uniform for all administrations which use the sector.

4 **Each administration of destination which provides air conveyance of international mail within its country shall be entitled to reimbursement of the additional costs incurred for such conveyance provided that the weighted average distance of the sectors flown exceeds 300 km.** Unless agreement has been reached that no charge should be made, **the dues** shall be uniform for all airmails **and priority mails** originating abroad whether or not this mail is reforwarded by air.

5 In the absence of special agreement between the administrations concerned, article 72 shall apply to airmail correspondence for any transit by land or by sea: nevertheless, no transit charges shall be payable for:

- a the transshipment of airmails between two airports serving the same town;
- b the conveyance of such mails from an airport serving a town to a depot situated in the same town and the return of the same mails for reforwarding.

#### Article 85

Basic rates and calculation of air conveyance dues relating to closed mails

1 The basic rate applicable to the settlement of accounts between administrations in respect of air conveyance shall be fixed at 0.568 thousandth of an SDR at most per kilogramme of gross weight and per kilometre; this rate shall apply proportionally to fractions of a kilogramme.

2 Air conveyance dues shall be calculated according to the actual basic rate (less than and at most equal to the basic rate fixed in paragraph 1) and the kilometric distances given in the "List of Airmail Distances" and to the gross weight of the mails; no account shall be taken of the weight of *sacs collecteurs*.

3 When dues are payable for air conveyance within the country of destination, they shall be fixed in the form of a single price. This single price shall include all the dues for air conveyance within the country, regardless of the airport of arrival of the mails, **less the corresponding surface conveyance costs**. It shall be calculated on the basis of the **rates** actually paid for conveyance of the mail within the country of destination, but not exceeding the maximum rate specified in paragraph 1, and according to the weighted average distances of the sectors flown by international mail on the internal network. The weighted average distance shall be **calculated by the International Bureau** in terms of the gross weight of all the airmails arriving at the country of destination, including the mail which is not reforwarded by air within that country.

4 Dues payable for air conveyance, between two airports in the same country, of airmails in transit may also be fixed in the form of a single price. This price shall be calculated on the basis of the rate actually paid for air conveyance of mail within the country of transit, but not exceeding the maximum rate specified in paragraph 1, and according to the weighted average distances of the sectors flown by international mail on the internal air network of the country of transit. The weighted average distances shall be determined in terms of the gross weight of all the airmails transiting through the intermediate country.

5 The sum of the dues referred to in paragraphs 3 and 4 may not exceed in total the amounts which actually have to be paid for conveyance.

6 The prices for international and internal air conveyance, obtained by multiplying the effective basic rate by the distance, which are used in calculating the dues mentioned in paragraphs 2, 3 and 4, shall be rounded up to the nearest **tenth of an SDR** when the number made up by the figure of hundredths and that of thousandths is equal to or greater than 50; they shall be rounded down to the nearest **tenth of an SDR** in other cases.

**Article 86**

Calculation of and accounting for air conveyance dues for airmail correspondence in transit à découvert

1 Air conveyance dues for airmail correspondence in transit à découvert shall be calculated, in principle, as indicated in article 85, paragraph 2, but according to the net weight of such correspondence. They shall be fixed on the basis of not more than 10 average rates, each relating to a group of countries of destination and fixed according to the weight of mail offloaded at different destinations within the group. The sum of these dues, which may not exceed the amounts which have to be paid for conveyance, shall be increased by 5 percent.

2 Accounting for air conveyance dues for airmail correspondence in transit à découvert shall take place, in principle, on the basis of the data of statistical returns compiled **annually, in accordance with the provisions of article 214, paragraph 1.**

3 Accounting shall take place on the basis of actual weight in the case of misrouted correspondence or correspondence posted on board ship or sent at irregular intervals or in too varying amounts. However, this accounting shall be done only if the intermediate administration asks to be paid for the conveyance of this correspondence.

**Article 87**

Amendments to dues for air conveyance in the interior of the country of destination and for airmail correspondence in transit à découvert

The amendments made to the air conveyance dues mentioned in article 85, paragraph 3, and article 86 shall:

- a come into effect exclusively on 1 January;
- b be notified at least three months beforehand to the International Bureau, which shall communicate them to all administrations at least two months before the date laid down in subparagraph a.

**Article 88**

Payment of air conveyance dues

1 Air conveyance dues shall be payable, apart from the exceptions provided for in paragraphs 2 and 4, to the administration of the country which the air service used comes under.

2 Notwithstanding paragraph 1:

- a the conveyance dues may be paid to the administration of the country in which the airport is situated at which the airmails were taken over by the air carrier, subject to an agreement between this administration and that of the country which the air service concerned comes under;
- b the administration which hands over airmails to an air carrier may settle direct with that carrier for the conveyance dues for all or part of the distance **flown.**

3 Conveyance dues for airmail correspondence in transit à découvert shall be paid to the administration which re forwards it.

4 Unless other arrangements have been made, conveyance dues for airmail correspondence directly transhipped between two different airlines in accordance with article 83, paragraph 4, shall be settled by the administration of origin either directly with the first carrier, which shall then be responsible for paying the subsequent carrier, or directly with each carrier involved in the transhipment.

**Article 89**

Air conveyance dues for diverted or missent mails or bags

- 1 The administration of origin of a mail which has gone off its route in course of conveyance shall pay the conveyance dues for the mail relating to the sectors actually covered.
- 2 It shall settle the conveyance dues as far as the airport of offloading initially provided for on the delivery bill when:
  - the actual forwarding route is not known;
  - the dues for the sectors actually covered have not yet been claimed; or
  - the diversion is attributable to the airline which effected the conveyance.
- 3 The supplementary dues relating to the sectors actually covered by the diverted mail shall be reimbursed as follows:
  - a by the administration whose services have committed the error in the case of misrouting;
  - b by the administration which has collected the conveyance dues paid to the airline when the latter has offloaded in a place other than that shown on the AV 7 delivery bill.
- 4 Paragraphs 1 to 3 shall be applicable by analogy when part only of a mail is offloaded at an airport other than that indicated on the AV 7 delivery bill.
- 5 The administration of origin of a mail or bag missent owing to a labelling error shall pay the conveyance dues relating to the whole distance flown in accordance with article 84, paragraph 1, a.

**Article 90**

Air conveyance dues for mail lost or destroyed

In case of loss or destruction of mail as the result of an accident occurring to the aircraft or through any other cause involving the liability of the air carrier, the administration of origin shall be exempt from any payment in respect of the air conveyance of the mail lost or destroyed, for any part of the flight of the route used.

**Section II****Surface airlifted (S.A.L.) mail****Article 91**

Exchange of surface airlifted (S.A.L.) mail

- 1 Administrations may send surface mails by air, with reduced priority, subject to the agreement of the administrations which receive such mails at the airports of their country.
- 2 When surface mails from an administration are reforwarded by air by another administration, the conditions of such reforwarding shall be covered by a special agreement between the administrations concerned.
- 3 Surface airlifted mails may be transhipped directly between two different airlines on the conditions provided for in article 83, paragraph 4.

## Part IV

### EMS

#### Article 92

##### EMS

1 EMS shall be the quickest postal service by physical means. It shall consist of the collection, dispatch and delivery in a very short space of time of correspondence, documents or goods.

2 This service shall wherever possible be identified by a logo as shown in the specimen below and comprising the following elements:

- an orange wing;
- the letters EMS in blue;
- three horizontal orange stripes.

The logo may be supplemented by adding the name of the national service.



3 Charges for the service shall be set by the administration of origin in consideration of costs and market requirements.

## Part V

### Final provisions

#### Article 93

Conditions for approval of proposals concerning the Convention and its Detailed Regulations<sup>1</sup>

1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Convention and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting. At least half of the member countries represented at Congress shall be present at the time of voting.

2 To become effective, proposals relating to the Detailed Regulations of the Convention which have been referred by Congress to the Executive Council for a decision or which have been introduced between Congresses must be approved by a majority of the members of the Executive Council.

3 To become effective, proposals introduced between Congresses relating to this Convention must obtain:

- a unanimity of votes if they involve amendments to articles 1 to 18 (part I), 19 to 25, 26, paragraph 1, h, p, q, r and s, 29, 32, 41, paragraphs 2, 3, 5 and 6, 48 to 55, 57 to 81 (part II), 93 and 94 (part V) of the Convention or to any of the articles of its Final Protocol;
- b two thirds of the votes if they involve amendments of substance to provisions other than those mentioned under a;
- c a majority of the votes if they involve:
  - i drafting amendments to the provisions of the Convention other than those mentioned under a;
  - ii interpretation of the provisions of the Convention and its Final Protocol.

<sup>1</sup> UPU. Documents of the 1989 Washington Congress; Volume III, Part 2 (Berne 1990, International Bureau of the Universal Postal Union).

**Article 94**

Entry into force and duration of the Convention

This Convention shall come into force on **1 January 1991** and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof the plenipotentiaries of the Governments of the member countries have signed this Convention in a single original which shall be deposited **with the Director-General of the International Bureau**. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at **Washington, 14 December 1989**.

**SIGNATURES**

*[The same as for the Fourth Additional Protocol; see p. 110 of this volume.]*

## Final Protocol to the Universal Postal Convention

At the moment of proceeding to signature of the Universal Postal Convention concluded this day, the undersigned plenipotentiaries have agreed the following:

### Article I

#### Ownership of postal items

1 Article 5 shall not apply to Australia, Bahrain, Barbados, Belize, Botswana, **Brunei Darussalam**, Canada, Dominica, Egypt, Fiji, Gambia, Ghana, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Dependent Territories of the United Kingdom, Grenada, Guyana, Ireland, Jamaica, Kenya, **Kiribati**, Kuwait, Lesotho, Malawi, **Malaysia**, **Mauritius**, Nauru, New Zealand, Nigeria, Papua New Guinea, **Saint Christopher and Nevis**, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, the Solomon Islands, Swaziland, Tanzania (United Rep), Trinidad and Tobago, Tuvalu, Uganda, Vanuatu, **Western Samoa**, Yemen Arab Rep, Zambia and Zimbabwe.

2 Nor shall that article apply to Denmark, whose internal legislation does not allow withdrawal from the post or alteration of the address of correspondence, at the request of the sender, from the time when the addressee has been informed of the arrival of an item addressed to him.

### Article II

#### Exception to the exemption of literature for the blind from postal charges

1 Notwithstanding article 18, the postal administrations of Saint Vincent and the Grenadines, and Turkey, which do not concede exemption from postal charges to literature for the blind in their internal service, may collect the postage and special charges mentioned in article 18 which may not, however, exceed those in their internal service.

2 Notwithstanding article 18, the administrations of Canada, Germany, Fed Rep of, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Japan and the United States of America may collect the special charges listed in article 26, paragraph 1, and the charge for cash-on-delivery which are applied to literature for the blind in their internal service.

3 Notwithstanding articles 18 and 20 of the Convention and article 131, paragraph 2, of the Detailed Regulations, the postal administrations of Byelorussia, India, Indonesia, Lebanon, Nepal, Ukraine, Union of Soviet Socialist Republics, Yemen Arab Rep and Zimbabwe shall admit sound recordings as literature for the blind only if these are sent by, or addressed to, an officially recognized institute for the blind.

### Article III

#### Equivalents and special charges. Maximum limits

Exceptionally, member countries shall be authorized to exceed the upper limits of the special charges shown in article 26, paragraph 1, whether applied in the internal service or not, if this is necessary to bring the charges into relation with the costs of operating their services. Member countries wishing to apply this provision must notify the International Bureau of their intention as soon as possible.

**Article IV**

## Ounce and pound avoirdupois

Notwithstanding the table in article 20, paragraph 1, member countries which by reason of their internal system are unable to adopt the metric-decimal system of weight may substitute for the weight steps specified in article 20, paragraph 1, the following equivalents:

up to	20 g	1 oz.
up to	50 g	2 oz.
up to	100 g	4 oz.
up to	250 g	8 oz.
up to	500 g	1 lb.
up to	1000 g	2 lb.
per additional	1000 g	2 lb.

**Article V**

## Exception concerning the dimensions of items in envelopes

1 The administrations of Canada, Kenya, Tanzania (United Rep), Uganda and the United States of America shall not be obliged to discourage the use of envelopes whose format exceeds the recommended dimensions when those envelopes are widely used in their countries.

2 The administration of India shall not be obliged to discourage the use of envelopes whose format is larger or smaller than the recommended dimensions when those envelopes are widely used in its country.

**Article VI**

## Small packets

1 The obligation to participate in the exchange of small packets exceeding 500 g in weight shall not apply to the administrations of **Australia, Cuba, Myanmar** and Papua New Guinea which find it impossible to operate such an exchange.

2 **The obligation to participate in the exchange of small packets exceeding 1 kilogramme in weight shall not apply to the administration of Italy which finds it impossible to operate such an exchange.**

**Article VII**

## Items wrongly admitted

**Notwithstanding article 24, paragraph 1, the Brazilian postal administration shall be authorized to handle in accordance with the provisions of its internal legislation items received not complying with articles 19 and 20.**

**Article VIII**

## Posting abroad of letter-post items

The postal administration of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland reserves the right to impose a charge, equivalent to the cost of the work it incurs, on any administration which, under the provisions of article 25, paragraph 4, sends to it items for disposal which were not originally dispatched as postal items by the postal administration of the United Kingdom.

## Article IX

International reply coupons issued before 1 January 1975

From 1 January 1979, international reply coupons issued before 1 January 1975 shall not, in the absence of a special agreement, give rise to a settlement between administrations.

## Article X

Withdrawal from the post. Alteration or correction of address

1 Article 38 shall not apply to the Bahamas, Bahrain, Barbados, Belize, Botswana, **Brunei Darussalam**, Canada, Czechoslovakia, Dem People's Rep of Korea, Dominica, Fiji, Gambia, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Overseas Dependent Territories of the United Kingdom, Grenada, Guyana, **Iraq**, Ireland, Jamaica, Kenya, **Kiribati**, Kuwait, Lesotho, Malawi, Malaysia, **Myanmar**, Nauru, New Zealand, Nigeria, Papua New Guinea, **Saint Christopher and Nevis**, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, the Solomon Islands, Swaziland, Tanzania (United Rep), Trinidad and Tobago, Tuvalu, Uganda, Vanuatu, **Western Samoa** and Zambia, whose legislation does not permit withdrawal from the post or alteration of address of letter-post items at the sender's request.

2 Article 38 shall apply to Australia only in so far as that article is consistent with its domestic legislation.

## Article XI

Special charges

In place of the registration charge laid down in article 54, paragraph 1, b, member countries may apply, for insured letters, the corresponding charge of their internal service or, exceptionally, a charge of 3.27 SDR at most.

## Article XII

Prohibitions

1 The postal administrations of Afghanistan, **Angola**, Cuba, **Djibouti**, Mexico and Pakistan shall not be obliged to comply with the provisions laid down in the second sentence of article 41, paragraph 8, according to which "This notification shall clearly indicate the prohibition under which the item falls and the articles which gave rise to its seizure."

2 The delegations of Afghanistan, **Angola**, Bulgaria (People's Rep), Byelorussia, Cuba, **Djibouti**, Dem People's Rep of Korea, Polish People's Rep, Sudan, Ukraine, Union of Soviet Socialist Republics and Yemen (People's Dem Rep) reserve the right for the postal administrations of their countries to provide the information about the reasons for the seizure of a postal item only within the limits of the information provided by the customs authorities and in accordance with internal legislation.

3 **Exceptionally, the postal administration of Lebanon shall not accept registered letters containing coins, bank notes, securities of any kind payable to bearer, travellers' cheques, platinum, gold or silver whether manufactured or not, precious stones, jewels or other valuable articles. It shall not be strictly bound by the provisions of article 60, paragraph 1, of the Convention with regard to its liability in cases of theft or damage, or where items containing articles made of glass or fragile articles are concerned.**

4 **Exceptionally, the postal administrations of Bolivia, the People's Republic of China, Iraq and Nepal shall not accept registered letters containing coins, bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer, travellers' cheques, platinum, gold or silver whether manufactured or not, precious stones, jewels or other valuable articles.**



## Article XIII

## Articles subject to customs duty

1 With reference to article 41, the postal administrations of Bangladesh and El Salvador do not accept insured letters containing articles subject to customs duty.

2 With reference to article 41, the postal administrations of Afghanistan, Albania, Brazil, Bulgaria (People's Rep), Byelorussia, Central African Rep, Chile, Colombia, Dem Kampuchea, Dem People's Rep of Korea, El Salvador, Ethiopia, German Dem Rep, Italy, Nepal, Panama (Rep), **Peru, San Marino**, Saudi Arabia, Ukraine, Union of Soviet Socialist Republics and Venezuela do not accept ordinary and registered letters containing articles subject to customs duty.

3 With reference to article 41, the postal administrations of Benin, **Burkina Faso**, Côte d'Ivoire, (Rep), **Djibouti**, Mali, Mauritania, Niger, Oman, Senegal and Yemen Arab Rep do not accept ordinary letters containing articles subject to customs duty.

4 Notwithstanding paragraphs 1 to 3, the sending of serums, vaccines and urgently required medicaments which are difficult to procure shall be permitted in all cases.

5 With reference to article 41, the postal administration of Nepal does not accept registered or insured letters containing currency notes or coins except by special agreement to this effect.

## Article XIV

## Extent of liability of postal administrations

1 The postal administrations of Bangladesh, Belgium, Benin, **Burkina Faso, Chile, Colombia**, Côte d'Ivoire (Rep), **Djibouti**, India, Lebanon, Madagascar, Mali, Mauritania, Mexico, Nepal, Niger, Senegal, Togo, and Turkey shall be authorized not to apply article 57 with respect to liability in cases of partial theft or partial damage.

2 The postal administration of Brazil shall be authorized not to apply articles 57 and 60 with respect to liability in cases of damage. In addition, articles 57 and 60 will not be applied in cases of rifling of items posted at variance with what is stated in article XIII, paragraph 2, of this Final Protocol.

3 Notwithstanding article 57, paragraph 1, the postal administration of the People's Republic of China shall be liable only for the loss of, total theft of or total damage to the contents of registered items.

## Article XV

## Non-liability of postal administrations. Registered items

The postal administrations of **Bolivia**, Indonesia and Mexico shall not be required to observe article 60, paragraph 1, of the Convention as regards maintenance of their liability in case of total theft or total damage.

## Article XVI

## Payment of indemnity

1 The postal administrations of Bangladesh, **Bolivia**, Gabon, **Guinea, Iraq**, Mexico, Nepal and Nigeria shall not be obliged to comply with article 66, paragraph 4, of the Convention in so far as concerns finally settling the matter within a period of three months or informing the administration of origin or destination, as the case may be, when a postal item has been detained, confiscated or destroyed by the competent authorities because of the contents, or has been seized by virtue of its domestic legislation.

2 The postal administrations of **Djibouti**, **Gabon**, **Guinea**, **Iraq**, **Lebanon**, **Madagascar** and **Mauritania** shall not be obliged to comply with article 66, paragraph 4, of the Convention in so far as concerns finally settling a claim within a period of three months. Nor do they agree to the rightful claimant's being indemnified, on their behalf, by another administration upon expiry of the above-mentioned period.

#### Article XVII

Special transit charges for conveyance in transit by the Trans-Siberian and via Lake Nasser

1 The postal administration of the Union of Soviet Socialist Republics shall be authorized to collect a supplement of 0.65 SDR in addition to the transit charges indicated in article 72, paragraph 1, 1, (distances traversed by land) for each kilogramme of letter-post items conveyed in transit over the Trans-Siberian route.

2 The postal administrations of the Arab Republic of **Egypt** and the Republic of the Sudan shall be authorized to collect a supplement of 0.16 SDR in addition to the transit charges indicated in article 72, paragraph 1, for each bag of letter post in transit via Lake Nasser between Shallal, Egypt, and Wadi Halfa, Sudan.

#### Article XVIII

Special transit conditions for Panama (Rep)

The postal administration of Panama (Rep) shall be authorized to collect a supplement of **0.98 SDR** to the transit charges mentioned in article 72, paragraph 1, for each bag of letter post in transit through the Isthmus of Panama between the ports of Balboa on the Pacific Ocean and Cristobal on the Atlantic Ocean.

#### Article XIX

Special transit conditions for Afghanistan

Notwithstanding article 72, paragraph 1, the postal administration of Afghanistan shall be authorized provisionally, because of its special difficulties as regards means of conveyance and communication, to effect the transit of closed mails and à découvert correspondence across its territory on terms specially agreed with the postal administrations concerned.

#### Article XX

Special storage charges at Panama

Exceptionally, the postal administration of Panama (Rep) shall be authorized to collect a charge of **0.65 SDR** per bag for all mails stored or transhipped in the port of Balboa or Cristobal, provided that that administration does not receive any payment in respect of land or sea transit for those mails.

#### Article XXI

Extraordinary services

The only services considered as extraordinary services giving rise to the collection of special transit charges shall be the Syria-Iraq motor services.

#### Article XXII

Compulsory routing indicated by the country of origin

The postal administrations of **Bolivia**, **Byelorussia**, **the Ukraine** and the Union of Soviet Socialist Republics will recognize only the costs of the conveyance effected in accordance with the

provision concerning the line shown on the bag labels (AV 8) of airmail dispatches and on the AV 7 delivery bills.

**Article XXIII**

**Routing of closed airmails**

Having regard to article XXII, the postal administrations of France, Greece, Italy, Senegal and Thailand will forward closed airmails only on the conditions laid down in article 83, paragraph 3.

**Article XXIV**

**Printed papers. Authorized annotations and enclosures**

Notwithstanding article 129, paragraph 5, of the Detailed Regulations of the Convention, in the absence of bilateral agreement, the postal administrations of Canada and the United States of America will not accept as enclosures in dispatches of printed papers any cards, envelopes or wrappings bearing the address of the sender or of his agent in the country of destination of the original item:

**Article XXV**

**Printed papers. Authorized enclosures**

Notwithstanding article 129, paragraph 5, of the Detailed Regulations of the Convention, in the absence of bilateral agreement, the postal administrations of France and Iraq will not accept as enclosures in printed papers posted in bulk any cards, envelopes or wrappings bearing a sender's address that is not located in the country of origin of the item.

**Article XXVI**

**Transmission of printed papers for a single addressee**

Notwithstanding article 166 of the Detailed Regulations of the Convention, the postal administrations of Canada and the United States of America shall be authorized not to accept registered special bags of printed papers for a single addressee and not to provide registered handling for such bags received from other countries.

**Article XXVII**

**Special bags of printed papers for a single addressee. Minimum weight**

Notwithstanding article 20, paragraphs 1 and 10, of the Convention, in the absence of bilateral agreement, the postal administrations of Australia, Brazil, France and the United States of America will not accept special bags of printed papers for a single addressee weighing less than 5 kg.

**Article XXVIII**

**Payment of air conveyance dues**

Notwithstanding article 88, paragraph 2, b, the postal administrations of Brazil, Czechoslovakia and the German Dem Rep reserve the right to give their agreement to the payment of air conveyance dues payable to the air services of their countries.

**Article XXXX****Internal air conveyance dues**

**Notwithstanding article 84, paragraph 4, the postal administrations of the Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Papua New Guinea and Vanuatu reserve the right to collect the dues for the air conveyance of international mails within their countries.**

In witness whereof, the plenipotentiaries below have drawn up this Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the Convention itself, and they have signed it in a single original which shall be deposited **with the Director-General of the International Bureau**. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at **Washington, 14 December 1989.**

**SIGNATURES**

*[The same as for the Fourth Additional Protocol; see p. 110 of this volume.]*

DECLARATION MADE UPON  
RATIFICATION*CHILE*

[See p. 150 of this volume for the text  
of the declaration.]

---

DÉCLARATION FAITE LORS DE  
LA RATIFICATION*CHILI*

[Voir p. 150 du présent volume pour le  
texte de la déclaration.]

---

